

g) le nombre de poussins destinés aux échanges intracommunautaires et à l'exportation vers des pays tiers, et l'état membre ou le pays tiers de destination. ».

Art. 21. Dans l'article 61, alinéa 1^{er}, du même arrêté, le point 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° organismes de sélection agréés par l'entité compétente conformément à l'article 4 du règlement (UE) n° 2016/2012 ; ».

Art. 22. À l'article 63 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, 1°, le point e) est remplacé par ce qui suit :

« e) un budget approuvé de l'association pour l'exercice auquel la demande de subvention se rapporte. Si l'association n'a pas encore de budget approuvé lors de l'introduction de la demande de subvention pour l'exercice auquel la demande de subvention se rapporte, l'association joint un budget provisoire. Si la demande de subvention est accompagnée d'un budget provisoire, l'association transmet un budget approuvé à l'entité compétente au plus tard le 31 juillet de l'exercice auquel la demande de subvention se rapporte. » ;

2° dans l'alinéa 1^{er}, le point 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° effectue un contrôle de l'identité au moyen d'une analyse ADN sur :

a) 0,4 % des animaux inscrits ou enregistrés au livre généalogique ou au registre généalogique pendant l'année précédente pour la race concernée, avec un minimum d'un animal par race, lignée ou croisement, ou,

b) les animaux qui, pendant la période d'activité, sont inscrits ou enregistrés au livre généalogique ou au registre généalogique pour la race, la lignée ou le croisement en question, sur 0,4 % des animaux inscrits ou enregistrés au livre généalogique ou au registre généalogique pendant l'année précédente pour la race, la lignée ou le croisement en question, avec un minimum d'un animal par race, lignée ou croisement. » ;

3° dans l'alinéa 2, le membre de phrase « l'article 62 » est remplacé par le membre de phrase « l'article 61 » ;

4° dans l'alinéa 2, le membre de phrase « , 2° ou 3° » est remplacé par le membre de phrase « ou 2° ».

Art. 23. Dans l'article 64, alinéa 1^{er}, 1°, du même arrêté, les mots « conseils d'administration » sont remplacés par les mots « réunions de l'organe d'administration ».

Art. 24. Le ministre flamand ayant l'agriculture et la pêche en mer dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 juin 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

La Ministre flamande de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,
H. CREVITS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/31947]

17 JUIN 2021. — Décret portant création des Pôles territoriaux chargés de soutenir les écoles de l'enseignement ordinaire dans la mise en oeuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE PREMIER

Insertion d'un Titre II relatif aux Pôles territoriaux chargés de soutenir les écoles de l'enseignement ordinaire dans la mise en oeuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale

Article 1^{er}. Dans le Livre 6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, il est inséré un Titre 2 intitulé « Des Pôles territoriaux chargés de soutenir les écoles de l'enseignement ordinaire dans la mise en oeuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale », dont la teneur suit :

« TITRE II. — Des Pôles territoriaux chargés de soutenir les écoles de l'enseignement ordinaire dans la mise en oeuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 6.2.1-1 - Dans le cadre du présent titre, on entend par :

1° convention de coopération : la convention visée à l'article 6.2.2-6 liant une école coopérante à un pôle territorial ;

2° convention de partenariat : la convention visée à l'article 6.2.2-4 liant une ou plusieurs écoles partenaires à un pôle territorial ;

3° école coopérante : l'école d'enseignement ordinaire dont le pouvoir organisateur a conclu une convention de coopération avec le pouvoir organisateur du pôle territorial ou dont la coopération a été actée par son pouvoir organisateur lors de la fixation du ressort d'un pôle territorial ;

4° école partenaire : l'école d'enseignement spécialisé dont le pouvoir organisateur a conclu une convention de partenariat avec le pouvoir organisateur du pôle territorial ou dont le partenariat a été acté par son pouvoir organisateur lors de la fixation du ressort d'un pôle territorial ;

5° école siège : l'école d'enseignement spécialisé dont le pouvoir organisateur organise un pôle territorial conformément à l'article 6.2.2-1 ;

6° besoins spécifiques sensori-moteurs : les besoins spécifiques visés à l'article 1.3.1-1, 5°, permanents ou semi-permanents résultant de déficiences physiques, déficiences visuelles ou déficiences auditives ;

7° ressort : l'ensemble d'écoles partenaires ou coopérantes relevant d'un pôle territorial organisé par un seul et même pouvoir organisateur visé à l'article 6.2.2-8.

CHAPITRE II. — *De la structure des pôles territoriaux**Section 1. — Dispositions générales*

Article 6.2.2-1. Un pôle territorial chargé de soutenir les écoles de l'enseignement ordinaire dans la mise en œuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale est une structure placée sous la responsabilité du pouvoir organisateur d'une école organisée ou subventionnée par la Communauté française de l'enseignement spécialisé, dite « école siège », collaborant éventuellement avec une ou plusieurs autres école(s) de l'enseignement spécialisé, dite(s) « écoles partenaires » et exerçant les missions visées à l'article 6.2.3-1 au sein d'écoles de l'enseignement ordinaire, dites « écoles coopérantes ».

Toutes les écoles de l'enseignement ordinaire sont tenues de coopérer avec un pôle territorial. Cette coopération est formalisée dans la convention de coopération et/ou par la fixation d'un ressort.

Une école d'enseignement spécialisé ne peut être l'école siège ou l'école partenaire de plus d'un pôle territorial.

Le pôle territorial et son école siège, les écoles partenaires et les écoles coopérantes peuvent être organisés par des pouvoirs organisateurs distincts, relevant de réseaux et de niveaux d'enseignement distincts.

Article 6.2.2-2. Le pôle territorial est placé sous la responsabilité du pouvoir organisateur de l'école siège. Il bénéficie d'un coordonnateur et d'une équipe pluridisciplinaire, lesquels sont placés sous l'autorité du directeur de l'école siège.

Article 6.2.2-3. Le pôle territorial est constitué pour une durée de six années qui prend cours à la date de conclusion du contrat d'objectifs de l'école siège. Il peut être renouvelé conformément à l'article 6.2.5-7.

Le pouvoir organisateur qui décide de ne pas renouveler le pôle territorial qu'il organise en informe les pouvoirs organisateurs de ses écoles partenaires et de ses écoles coopérantes ainsi que les services du gouvernement au moins un an avant la date d'échéance de son contrat d'objectifs. À défaut, le pôle territorial est renouvelé conformément à l'article 6.2.5-7 pour la durée du nouveau contrat d'objectifs de l'école siège.

Section 2. — Du partenariat entre le pôle territorial et les écoles partenaires

Article 6.2.2-4. §1^{er}. Le pouvoir organisateur du pôle territorial peut conclure, le cas échéant, une convention de partenariat avec un ou plusieurs pouvoir(s) organisateur(s) d'écoles partenaires situées dans la même zone.

Cette convention est conclue par l'ensemble des pouvoirs organisateurs impliqués dans le pôle territorial et reprend au moins les éléments suivants :

- 1° l'identification du pouvoir organisateur du pôle territorial et de son école siège ;
- 2° l'identification de la ou des école(s) partenaire(s) et de son ou de leurs pouvoir(s) organisateur(s) ;
- 3° les modalités de collaboration entre les pouvoirs organisateurs et entre le pôle territorial et les écoles partenaires, en ce compris les modalités de consultation des parties, de prise de décision et de résolution des différends ;
- 4° les modalités générales de coopération avec les écoles coopérantes, en ce compris les modalités de résolution des différends ;
- 5° les modalités générales de collaboration avec les partenaires extérieurs au pôle territorial, notamment les Centres PMS compétents pour les écoles coopérantes du pôle territorial ;
- 6° le choix organisationnel effectué en application de l'article 6.2.6-1, § 2, alinéa 1^{er}, pour ce qui concerne la gestion du personnel du pôle territorial ;
- 7° les modalités d'information et de collaboration avec les parents des élèves auprès desquels le pôle intervient.

Cette convention est applicable pour l'ensemble de la période de constitution du pôle visée à l'article 6.2.2-3. Une école d'enseignement spécialisé ne peut pas intégrer le pôle territorial comme école partenaire durant la période de constitution du pôle visée à l'article 6.2.2-3.

Le gouvernement fixe le modèle de la convention visée à l'alinéa 1^{er}. La convention de partenariat est transmise aux services du gouvernement selon les modalités fixées par le gouvernement. Elle est également mise à la disposition des écoles coopérantes du pôle territorial et des Centres PMS qui en dépendent.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le gouvernement peut autoriser, sur avis du ou des Conseil(s) général/généraux compétent(s) pour le(s) niveau(x) d'enseignement organisé(s), la conclusion d'un partenariat entre le pouvoir organisateur du pôle territorial et le pouvoir organisateur d'une école d'enseignement spécialisé situées dans deux zones contiguës. Pour ce faire, le pouvoir organisateur du pôle territorial introduit une demande motivée signée, le cas échéant, par les deux pouvoirs organisateurs concernés. Pour l'application de la présente disposition, la zone de Bruxelles est réputée être contiguë avec la zone du Brabant wallon.

§ 2. En vue de l'établissement d'un partenariat avec un pôle territorial, le pouvoir organisateur d'une école d'enseignement spécialisé introduit une demande de partenariat auprès du pouvoir organisateur du pôle territorial créé ou en cours de création de son choix.

Tout refus de partenariat doit être motivé par le pouvoir organisateur du pôle territorial créé ou en cours de création. Wallonie-Bruxelles Enseignement ne peut pas refuser de conclure un partenariat.

Le pouvoir organisateur de l'école de l'enseignement spécialisé peut saisir le gouvernement du refus de conclure une convention de partenariat. S'il estime ce refus abusif, le gouvernement peut, dans le respect de la procédure énoncée à l'alinéa 5, prononcer une des sanctions suivantes à l'égard du pôle territorial créé ou en cours de création :

- 1° l'avertissement ;
- 2° une amende dont le montant équivaut à 10% des moyens de fonctionnement annuels du pôle territorial concerné. Pour l'application de la présente disposition, il est tenu compte de la répartition visée à l'article 6.2.5-6, § 2, qui a été appliquée lors de l'année scolaire précédente ou qui est annoncée pour la première année de fonctionnement du pôle territorial ;
- 3° en cas de récidive dans un délai de sept ans, le retrait de la totalité des subventions de fonctionnement versées à l'école siège pour le pôle territorial qu'elle organise et pour une année scolaire complète. Pour l'application de la présente disposition, il est tenu compte de la répartition visée à l'article 6.2.5-6, § 2, qui a été appliquée lors de l'année scolaire précédente.

À défaut de payer l'amende visée à l'alinéa 3, 2°, dans un délai de trois mois suivant la notification de la sanction, le gouvernement fait retrancher des subventions de fonctionnement versées au pouvoir organisateur pour le pôle territorial qu'il organise ou qu'il va organiser le montant de l'amende majoré de 2,5%.

Dès qu'une plainte est introduite auprès d'eux, les services du gouvernement instruisent le dossier et peuvent entendre à cet effet toute personne pouvant contribuer utilement à leur information. Lorsqu'ils disposent d'éléments indiquant qu'une infraction a été commise, les services du gouvernement notifient leurs griefs au pouvoir organisateur concerné. Celui-ci dispose d'un délai de 30 jours pour consulter le dossier et présenter ses observations écrites. Le gouvernement rend une décision dans les soixante jours qui suivent la clôture du délai de réponse laissé au pouvoir organisateur concerné.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, lorsque le pôle territorial et les écoles partenaires sont organisés par un seul et même pouvoir organisateur, celui-ci communique les partenariats mis en place dans le ressort visé à l'article 6.2.2-8. Ces partenariats respectent mutatis mutandis les conditions visées dans le présent article.

§ 4. Une nouvelle convention de partenariat est conclue en cas de renouvellement du pôle territorial.

Toute décision dans le chef de l'une des parties de ne pas renouveler le partenariat doit être notifiée à l'autre partie et aux services du gouvernement au plus tard un an avant la date d'échéance de la convention de partenariat. À défaut, le partenariat entre les parties concernées est automatiquement renouvelé pour la durée du nouveau contrat d'objectifs de l'école siège du pôle territorial.

Tout refus de renouvellement du partenariat de la part du pouvoir organisateur du pôle territorial doit être motivé et peut faire l'objet d'une plainte, laquelle est traitée selon les modalités visées au paragraphe 2, alinéas 3 et suivants.

Article 6.2.2-5. Lorsqu'un pôle territorial prend en charge un ou plusieurs élève(s) présentant des besoins spécifiques sensori-moteurs, le pouvoir organisateur du pôle territorial peut conclure des partenariats spécifiques avec le pouvoir organisateur des écoles d'enseignement spécialisé qui organisent les types 4, 6 ou 7 en fonction du besoin spécifique du ou des élève(s).

Lorsqu'un pôle territorial prend en charge un ou plusieurs élève(s) relevant de l'enseignement spécialisé de type 5, le pouvoir organisateur du pôle territorial peut conclure un partenariat spécifique avec le pouvoir organisateur d'une école d'enseignement spécialisé qui organise le type 5.

Le pôle territorial et l'école d'enseignement spécialisé concernés peuvent être situés dans des zones différentes. Ce partenariat spécifique peut être conclu au cours de la période de constitution du pôle visée à l'article 6.2.2-3 et reste valable jusqu'à l'échéance de cette période.

La conclusion d'un partenariat spécifique par une école d'enseignement spécialisé ne l'empêche pas d'être par ailleurs l'école siège ou l'école partenaire d'un autre pôle territorial.

Le gouvernement fixe le modèle de la convention de partenariat spécifique et les modalités de transmission des conventions conclues aux services du gouvernement.

Section 3. — De la coopération entre le pôle territorial et les écoles coopérantes

Article 6.2.2-6. § 1^{er}. En application de l'article 6.2.2-1, alinéa 2, chaque pouvoir organisateur d'une école d'enseignement ordinaire conclut une convention de coopération avec le pouvoir organisateur d'un pôle territorial créé ou en cours de création situé dans la même zone. Cette convention est applicable pour l'ensemble de la période de constitution du pôle visée à l'article 6.2.2-3.

Le pouvoir organisateur du pôle territorial transmet la ou les convention(s) conclue(s) avec le ou les pouvoir(s) organisateur(s) des écoles coopérantes aux services du gouvernement selon les modalités fixées par le gouvernement. Le gouvernement fixe le modèle de la convention visée à l'alinéa 1^{er}.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le gouvernement peut autoriser, sur avis du ou des Conseil(s) général/général compétent(s) pour le(s) niveau(x) d'enseignement organisé(s), la conclusion d'une coopération entre le pouvoir organisateur d'un pôle territorial et le pouvoir organisateur d'une école d'enseignement ordinaire situées dans deux zones contiguës. Pour ce faire, le pouvoir organisateur du pôle territorial introduit une demande motivée et signée, le cas échéant, par les deux pouvoirs organisateurs concernés. Pour l'application de la présente disposition, la zone de Bruxelles est réputée être contiguë avec la zone du Brabant wallon.

§ 2. En vue de la conclusion d'une convention de coopération, le pouvoir organisateur d'une école d'enseignement ordinaire introduit une demande de coopération auprès du pouvoir organisateur du pôle territorial créé ou en cours de création de son choix.

Tout refus de coopération doit être motivé par le pouvoir organisateur du pôle territorial créé ou en cours de création. Wallonie Bruxelles Enseignement ne peut pas refuser de conclure une coopération.

Le pouvoir organisateur de l'école de l'enseignement ordinaire peut saisir le gouvernement du refus de conclure une convention de coopération. S'il estime ce refus abusif, le gouvernement peut, dans le respect de la procédure énoncée à l'alinéa 5, prononcer une des sanctions suivantes à l'égard du pouvoir organisateur du pôle territorial créé ou en cours de création :

1° l'avertissement ;

2° une amende dont le montant équivaut à 10% des moyens de fonctionnement annuels du pôle territorial concerné. Pour l'application de la présente disposition, il est tenu compte de la répartition visée à l'article 6.2.5-6, § 2, qui a été appliquée lors de l'année scolaire précédente ou qui est annoncée pour la première année de fonctionnement du pôle territorial ;

3° en cas de récidive dans un délai de sept ans, le retrait de la totalité des subventions de fonctionnement versées à l'école siège pour le pôle territorial qu'elle organise et pour une année scolaire complète. Pour l'application de la présente disposition, il est tenu compte de la répartition visée à l'article 6.2.5-6, § 2, qui a été appliquée lors de l'année scolaire précédente.

À défaut de payer l'amende visée à l'alinéa 3, 2°, dans un délai de trois mois suivant la notification de la sanction, le gouvernement fait retrancher des subventions de fonctionnement versées au pouvoir organisateur pour le pôle territorial qu'il organise ou qu'il va organiser le montant de l'amende majoré de 2,5%.

Dès qu'une plainte est introduite auprès d'eux, les services du gouvernement instruisent le dossier et peuvent entendre à cet effet toute personne pouvant contribuer utilement à leur information. Lorsqu'ils disposent d'éléments indiquant qu'une infraction a été commise, les services du gouvernement notifient leurs griefs au pouvoir organisateur concerné. Celui-ci dispose d'un délai de 30 jours pour consulter le dossier et présenter ses observations écrites.

Le gouvernement rend une décision dans les soixante jours qui suivent la clôture du délai de réponse laissé au pouvoir organisateur concerné.

Article 6.2.2-7. Toute décision dans le chef de l'une des deux parties de ne pas renouveler la convention de coopération doit être notifiée à l'autre partie et aux services du gouvernement au plus tard un an avant la date d'échéance de la convention de coopération. À défaut, la convention de coopération entre les parties est automatiquement renouvelée pour la durée du nouveau contrat d'objectifs de l'école siège du pôle territorial.

Tout refus de renouvellement de la part du pouvoir organisateur du pôle territorial doit être motivé et peut faire l'objet d'une plainte, laquelle est traitée selon les modalités visées à l'article 6.2.2-6, § 2, alinéas 3 et suivants.

À l'échéance de la convention de coopération non renouvelée, le pouvoir organisateur de l'école de l'enseignement ordinaire conclut une convention de coopération avec le pouvoir organisateur d'un autre pôle territorial en veillant à garantir la continuité de l'accompagnement de son école et des élèves qui y sont inscrits.

Article 6.2.2-8. Par dérogation à l'article 6.2.2-6, lorsque le pôle territorial et des écoles coopérantes sont organisés par un même pouvoir organisateur, celui-ci communique aux services du gouvernement le ressort reliant un pôle territorial à ses écoles coopérantes. Il peut compléter ce ressort avec une ou plusieurs convention(s) de coopération conclue(s) avec un ou plusieurs autre(s) pouvoir(s) organisateur(s).

Le gouvernement fixe le modèle de document fixant le ressort visé à l'alinéa 1^{er}.

Ce ressort respecte mutatis mutandis les conditions visées à l'article 6.2.2-6, § 1^{er}. Ce ressort est applicable pour l'ensemble de la période de constitution du pôle visée à l'article 6.2.2-3.

Le pouvoir organisateur qui décide de modifier le ressort du pôle territorial qu'il organise lors de son renouvellement ou qui décide de ne pas renouveler le pôle territorial qu'il organise en informe les services du gouvernement ainsi que, le cas échéant, les pouvoirs organisateurs avec lesquels il a conclu une convention de partenariat ou une convention de coopération au moins un an avant la date d'échéance desdites conventions. À défaut, le pôle territorial est renouvelé conformément à l'article 6.2.5-7 pour la durée du nouveau contrat d'objectifs de l'école siège du pôle territorial.

Le ressort et les modifications apportées sont communiqués aux services du gouvernement selon les modalités fixées par le gouvernement.

Article 6.2.2-9. Le pouvoir organisateur de l'école d'enseignement ordinaire informe les parents des élèves accompagnés individuellement de tout changement de pôle territorial au moins trois mois avant le changement effectif.

CHAPITRE III. — *Des missions des pôles territoriaux*

Article 6.2.3-1. Chaque pôle territorial soutient les écoles coopérantes qui lui sont conventionnées, pour la mise en œuvre de l'intégration permanente totale et des aménagements raisonnables pour lesquels le pôle territorial est impliqué. Le pôle territorial et les Centres PMS compétents pour ses écoles coopérantes agissent de manière complémentaire.

À cette fin, le pôle territorial exerce :

1° les missions suivantes relatives à l'accompagnement de leurs écoles coopérantes :

a) informer les équipes éducatives, élèves et parents d'élèves sur les aménagements raisonnables et l'intégration permanente totale ;

b) assurer le lien entre les différents partenaires qui jouent un rôle de soutien aux élèves, notamment afin de faciliter l'échange d'expériences ;

c) accompagner et soutenir les membres de l'équipe éducative des écoles coopérantes dans l'organisation des aménagements raisonnables, notamment par le conseil ou la mise à disposition d'outils ;

d) accompagner les écoles coopérantes dans l'élaboration de protocoles d'aménagements raisonnables lorsqu'une prise en charge individuelle de l'élève concerné par le pôle territorial s'avère nécessaire.

2° les missions suivantes relatives à l'accompagnement des élèves inscrits dans leurs écoles coopérantes :

a) accompagner individuellement les élèves présentant des besoins spécifiques dans le cadre de la mise en œuvre des aménagements raisonnables si cela s'avère nécessaire au regard de leurs besoins et de leurs protocoles d'aménagements raisonnables ;

b) accompagner individuellement les élèves présentant des besoins spécifiques sensori-moteurs nécessitant un suivi important dans le cadre de la mise en œuvre des aménagements raisonnables si cela s'avère nécessaire au regard de l'échelle des besoins visée à l'article 6.2.5-4, alinéa 2 ;

c) collaborer à l'évaluation des protocoles d'aménagements raisonnables et, le cas échéant, à l'orientation vers l'enseignement spécialisé en cas d'insuffisance des aménagements raisonnables pour assurer un apprentissage adapté aux besoins spécifiques de l'élève ;

d) accompagner les élèves à besoins spécifiques dans le cadre du dispositif d'intégration permanente totale pour les élèves issus de l'enseignement spécialisé.

CHAPITRE IV. — *Du pilotage des pôles territoriaux*

Article 6.2.4-1. Le pouvoir organisateur d'un pôle territorial est tenu d'élaborer au moins un objectif spécifique relatif à ses missions et les stratégies et actions nouvelles à mettre en œuvre pour atteindre cet ou ces objectif(s) spécifique(s). Ces éléments sont repris dans une annexe au plan de pilotage de l'école siège du pôle territorial.

Cette annexe, qui est spécifique au pôle territorial, est établie par le directeur de l'école siège, avec l'appui du coordonnateur de pôle et en collaboration avec l'équipe pluridisciplinaire du pôle, en tenant compte du contexte spécifique du pôle et de ses écoles coopérantes, des lignes directrices fixées par le pouvoir organisateur de l'école siège, des moyens disponibles, des avis visés à l'article 1.5.3-1, § 2, 12°, et des indicateurs propres à la situation du pôle territorial et de ses écoles coopérantes transmis par les services du gouvernement. La catégorisation des indicateurs est fixée par le gouvernement. Avant d'être annexée au plan de pilotage de l'école siège, cette annexe fait l'objet d'un dialogue concerté avec les différents pouvoirs organisateurs des écoles siège et partenaires impliqués dans le pôle territorial.

La cellule de soutien et d'accompagnement compétente pour l'école siège offre son appui au pôle territorial pour l'élaboration et la mise en œuvre de cette annexe.

Cette annexe fait partie intégrante du plan de pilotage de l'école siège et fait l'objet du processus de contractualisation visé aux articles 1.5.2-5 et suivants.

Par dérogation à l'article 1.5.2-6, alinéa 1^{er}, le directeur de l'école siège ou le coordonnateur de pôle présente l'annexe relative au pôle territorial figurant dans le contrat d'objectifs de l'école siège :

1° à l'équipe pluridisciplinaire du pôle ;

2° à la cellule de soutien et d'accompagnement, si cette cellule a participé à son élaboration ;

3° aux organes locaux de concertation sociale de l'école siège et, le cas échéant, des écoles partenaires du pôle territorial ;

4° aux membres des conseils de participation des écoles coopérantes du pôle territorial ;

5° aux partenaires extérieurs du pôle territorial, notamment les Centres PMS compétents pour les écoles coopérantes du pôle territorial.

Article 6.2.4-2. Chaque pôle territorial communique annuellement des données aux fins du pilotage du système éducatif et du pilotage des pôles territoriaux. Le gouvernement fixe la liste de ces données et les modalités de communication.

Les services du gouvernement communiquent annuellement des données et indicateurs propres à la situation du pôle territorial et de ses écoles coopérantes. Le gouvernement fixe la liste de ces données et les modalités de communication.

Article 6.2.4-3. Sur la base notamment des données visées à l'article 6.2.4-2 et des rapports visés à l'article 15 du décret du 28 mars 2019 relatif aux cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des conseillers au soutien et à l'accompagnement, les services du gouvernement réalisent annuellement un monitoring afin de suivre la mise en œuvre des pôles territoriaux sur le terrain et la prise en charge des élèves à besoins spécifiques. Ce monitoring comporte un volet relatif à la structure, la population scolaire et l'encadrement des pôles, un volet relatif aux parcours des élèves à besoins spécifiques, un volet budgétaire qui analyse notamment l'évolution des moyens financiers alloués à la prise en charge des élèves en intégration permanente totale et des élèves qui présentent des besoins spécifiques sensori-moteurs nécessitant un suivi important.

Ce monitoring est transmis au gouvernement et aux conseils généraux définis à l'article 1.3.1-1, 15° et 16°.

Article 6.2.4-4. Tous les quatre ans et pour la première fois au cours de l'année scolaire 2024-2025, le gouvernement évalue la mise en œuvre des dispositions du présent titre et en fait rapport au Parlement. Le cas échéant, il est accompagné des propositions d'adaptations nécessaires.

Ce rapport est notamment rédigé sur la base des analyses annuelles réalisées en application de l'article 6.2.4-3 et de l'avis des Conseils généraux définis à l'article 1.3.1-1, 15° et 16°.

Pour élaborer son rapport, le gouvernement se fonde également sur le rapport d'évaluation de l'atteinte des objectifs d'amélioration du système éducatif visé à l'article 1.5.2-2 et analyse la contribution du dispositif des pôles territoriaux au sixième objectif d'amélioration visé à l'article 1.5.2-2, alinéa 1^{er}, 6°.

CHAPITRE V. — *Du financement des pôles territoriaux*

Section 1. — Des conditions d'admission au financement

Article 6.2.5-1. § 1^{er}. La Communauté française subventionne les pôles territoriaux respectant les conditions établies par la loi, le décret et la norme réglementaire.

Les services du gouvernement sont chargés de vérifier que chaque pôle territorial respecte, en outre, les obligations suivantes :

- 1° se soumettre au contrôle du Service général de l'inspection ;
- 2° disposer d'un personnel susceptible de ne pas mettre en danger la santé des élèves.

§ 2. La Communauté française prend en charge les traitements et subventions-traitements des membres du personnel des pôles territoriaux qu'elle organise ou qu'elle subventionne.

Les traitements ou les subventions-traitements visent à rémunérer le coordonnateur et les membres de l'équipe pluridisciplinaire du pôle territorial.

Elle paie directement et mensuellement les traitements et les subventions-traitements aux membres du personnel des pôles territoriaux.

Sauf dispositions contraires, les traitements et subventions-traitements sont prises en charge par la Communauté française selon les mêmes modalités et les mêmes conditions que celles applicables aux écoles.

§ 3. La Communauté française verse annuellement, selon le cas, une dotation ou une subvention de fonctionnement destinée à couvrir les frais afférents au fonctionnement et à l'équipement des pôles territoriaux qu'elle organise ou qu'elle subventionne.

Les dotations ou les subventions de fonctionnement visent à couvrir les frais relatifs au fonctionnement et à l'équipement des pôles territoriaux et au remboursement des frais kilométriques générés par les membres du personnel des pôles territoriaux bénéficiant de traitements ou de subventions-traitements.

Elle paie les dotations ou les subventions de fonctionnement au pouvoir organisateur du pôle territorial.

Sauf dispositions contraires, les dotations et subventions de fonctionnement sont prises en charge par la Communauté française selon les mêmes modalités et les mêmes conditions que celles applicables aux écoles.

§ 4. Sans préjudice de la procédure particulière visée aux articles 6.2.2-4, § 2, alinéas 3 et suivants, et 6.2.2-6, § 2, alinéas 3 et suivants, si un pouvoir organisateur ne se conforme pas aux conditions visées au paragraphe 1^{er}, le gouvernement lui adresse une mise en demeure par laquelle il l'invite dans un délai de trente jours ouvrables scolaires à dater de cette mise en demeure, à se conformer à la ou aux disposition(s) contrevenue(s) et à rétablir la légalité.

Si, dans le délai de trente jours ouvrables scolaires visé à l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur apporte la preuve qu'il a pris les mesures nécessaires pour se conformer à la ou aux disposition(s) contrevenue(s) et pour rétablir la légalité, les dotations ou les subventions de fonctionnement continuent à lui être octroyées. Les services du gouvernement devront néanmoins diligenter, dans un délai de six mois à dater de la réponse du pouvoir organisateur, une mission de contrôle afin de s'assurer que la ou les disposition(s) contrevenue(s) sont désormais respectées.

Si, à l'échéance du délai de trente jours ouvrables scolaires visé à l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur n'a pas apporté la preuve qu'il a pris les mesures nécessaires pour se conformer aux dispositions précitées et pour rétablir la légalité, le gouvernement lui applique un retrait de 5 % de la dotation ou de la subvention de fonctionnement du pôle territorial accordés conformément au paragraphe 3, et calculées sur la base des dotations ou des subventions octroyées lors de l'année scolaire précédente.

Si après six mois à dater de la décision de retrait de 5 % des dotations ou subventions de fonctionnement, le pouvoir organisateur n'a toujours pas apporté la preuve qu'il a pris les mesures nécessaires pour se conformer à la ou aux disposition(s) contrevenue(s) et pour rétablir la légalité, le gouvernement peut suspendre l'octroi des dotations ou des subventions de fonctionnement du pôle territorial pour une durée indéterminée.

Les dotations ou les subventions de fonctionnement sont rétablies par le gouvernement à la date, actée par les Services du gouvernement, à laquelle toutes les conditions visées au paragraphe 1^{er} auront été à nouveau respectées.

Article 6.2.5-2. § 1^{er}. Pour être admis au financement, chaque pôle territorial doit avoir conclu des conventions de coopération visées à l'article 6.2.2-6 avec des écoles coopérantes qui comptabilisent ensemble, au 15 janvier de l'année civile précédente, un nombre minimal total d'élèves régulièrement inscrits calculé en appliquant la formule suivante :

$$\begin{array}{l} \text{Ensemble des élèves régulièrement} \\ \text{inscrits dans l'enseignement ordinaire} \end{array} = \begin{array}{l} \text{Nombre minimal total d'élèves régulièrement} \\ \text{inscrits dans l'enseignement ordinaire} \\ \text{permettant la création d'un pôle territorial} \end{array}$$

70

Chaque année, les services du gouvernement communiquent le nombre minimal total d'élèves régulièrement inscrits dans l'enseignement ordinaire visés à l'alinéa 1^{er} pour le 15 mars au plus tard.

Tout pouvoir organisateur d'une école siège introduit une demande d'admission au financement d'un pôle territorial selon les modalités arrêtées par le gouvernement. Cette demande comporte au moins la liste des écoles partenaires et des écoles coopérantes accompagnée des conventions de coopération ou du ressort.

Un nouveau pôle territorial ne peut être admis au financement s'il ne compte pas le nombre minimal total visé à l'alinéa 1^{er} au 15 janvier de l'année civile précédant sa création.

§ 2. Après avoir vérifié le respect de la condition fixée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, ainsi que la validité des conventions conclues, le gouvernement arrête, pour chaque zone, une liste reprenant les différents pôles territoriaux, leur structure, les pouvoirs organisateurs impliqués et les écoles partenaires et coopérantes.

Les services du gouvernement publient sur son site internet de référence spécifiquement dédié à l'enseignement les listes visées à l'alinéa 1^{er}.

Section 2. — Du financement de base

Article 6.2.5-3. § 1^{er}. Un nombre global de 861.340 points est affecté aux frais de fonctionnement et de personnel des pôles territoriaux. La valeur du point est de 93€/point.

À partir de l'année scolaire 2026-2027, la valeur du point applicable au cours de l'année précédente est indexée annuellement en fonction du rapport entre l'indice santé du mois de janvier de l'année en cours et celui du mois de janvier de l'année précédente.

§ 2. Le nombre global de points visé au paragraphe 1^{er} est réajusté chaque année scolaire et est égal au nombre d'élèves régulièrement inscrits dans l'enseignement ordinaire organisé ou subventionné par la Communauté française au 15 janvier de l'année scolaire précédente.

§ 3. Chaque année, le nombre de points de base attribué à chaque pôle territorial correspond au nombre d'élèves régulièrement inscrits dans les écoles coopérantes du pôle concerné au 15 janvier de l'année scolaire précédente.

Section 3. — Du financement complémentaire

Article 6.2.5-4. Les pôles territoriaux qui prennent en charge des élèves qui présentent des besoins spécifiques sensori-moteurs nécessitant un suivi important visés à l'article 6.2.3-1, alinéa 2, 2^o, b), reçoivent entre 44 et 352 points complémentaires par élève en fonction des conclusions de l'évaluation visée à l'alinéa 2. Pour les élèves qui génèrent également des points en application de l'article 6.2.5-5, le nombre global de points généré est de maximum 352 points par élève.

Le gouvernement fixe la procédure et la fréquence d'évaluation de l'ampleur des besoins spécifiques sensori-moteurs des élèves, pour déterminer s'ils doivent bénéficier d'aménagements raisonnables nécessitant un suivi important ouvrant le droit au subventionnement visé à l'alinéa 1^{er}. Sur la base du diagnostic visé à l'article 1.7.8-1, § 1^{er}, alinéa 2, cette évaluation est réalisée par le coordonnateur du pôle territorial avec les membres de l'équipe pluridisciplinaire du pôle territorial et/ou avec les membres de l'équipe éducative de l'école d'enseignement spécialisé. Pour ce faire, le gouvernement fixe une échelle permettant d'évaluer les besoins des élèves et le nombre de points affectés au pôle territorial en fonction des conclusions de l'évaluation visée au présent alinéa.

Article 6.2.5-5. Pour chaque élève en intégration permanente totale dans l'enseignement fondamental ou secondaire ordinaire en application de l'article 132 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, il est octroyé 88 points complémentaires par élève au pôle territorial qui accompagne cet élève.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour chaque élève, spécialisé de type 4, 6 ou 7 et intégré dans le 3^e degré de l'enseignement secondaire en application de l'article 132 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, il est octroyé 352 points complémentaires au pôle territorial qui accompagne cet élève.

Section 4. — De l'enveloppe de points du pôle territorial

Article 6.2.5-6. § 1^{er}. Le pouvoir organisateur de l'école siège reçoit pour le pôle territorial qu'il organise un financement spécifique sous la forme d'une enveloppe de points.

Le calcul de l'enveloppe de points de chaque pôle territorial est réalisé de la manière suivante :

1^o chaque pôle territorial se voit attribuer un nombre de points de base parmi le nombre global de points conformément à l'article 6.2.5-3 ;

2^o certains pôles territoriaux se voient attribuer des points complémentaires conformément aux articles 6.2.5-4 et 6.2.5-5.

§ 2. Le pouvoir organisateur de l'école siège peut répartir son enveloppe de points de la manière suivante :

1^o minimum 80 pourcents des points doivent être affectés à des traitements ou des subventions-traitements ;

2^o maximum 20 pourcents des points doivent être affectés à des dotations ou des subventions de fonctionnement.

Le pouvoir organisateur de l'école siège communique chaque année la répartition du nombre de points aux services du gouvernement.

§ 3. Les services du gouvernement versent au pouvoir organisateur de l'école siège les dotations ou subventions de fonctionnement en multipliant le nombre de points affectés par le pôle à des dotations/subventions de fonctionnement par la valeur d'un point calculée conformément à l'article 6.2.5-3, §1^{er}.

Pour les pôles territoriaux qui relèvent d'une école siège organisée par la Communauté française, les montants affectés aux dotations de fonctionnement sont majorés en appliquant la formule suivante :

$$Dfct = Nfct + [Nfct \times 33 / 100]$$

Dans cette formule :

« Dfct » désigne la dotation de fonctionnement octroyée à l'école siège organisée par la Communauté française ;

« Nfct » désigne le montant calculé conformément à l'alinéa 1^{er}.

Chaque pôle territorial peut utiliser ses moyens de fonctionnement pour engager du personnel administratif. Pour ce faire, un pouvoir organisateur peut décider d'adhérer, pour le pôle territorial qu'il organise, à un centre de gestion visé aux articles 114 et suivants du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement. La convention d'adhésion visée à l'article 115 du décret du 2 février 2007 précité précise la part des moyens de fonctionnement du pôle territorial qui sont octroyés au centre de gestion.

Section 5. — Des conditions de renouvellement

Article 6.2.5-7. Lorsque le pouvoir organisateur n'a pas notifié sa décision de non-renouvellement conformément à l'article 6.2.2-3, alinéa 2, il transmet aux services du gouvernement au moins dix mois avant l'échéance du contrat d'objectifs de l'école siège :

1° le cas échéant, la convention de partenariat ;

2° la ou les convention(s) de coopération et/ou le ressort.

Les services du gouvernement s'assurent que le pôle territorial va coopérer avec des écoles coopérantes qui comptabilisent ensemble, le nombre minimal total d'élèves régulièrement inscrits visé à l'article 6.2.5-2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, au 15 janvier de l'année civile précédant l'échéance du contrat d'objectifs.

Tout pôle territorial qui n'atteint pas ce nombre minimum total n'est pas renouvelé à l'issue du contrat d'objectifs de l'école siège.

Les services du gouvernement informent simultanément le pouvoir organisateur de l'école siège et les pouvoirs organisateurs des écoles partenaires et coopérantes de ce non-renouvellement pour le 15 mars de l'année scolaire précédant l'échéance du contrat d'objectifs.

Les règles de mise en œuvre des mesures préalables à la disponibilité et de réaffectation sont appliquées en conséquence au sein de chacun des établissements concernés.

CHAPITRE VI. — Du personnel des pôles territoriaux

Section 1. — Du cadre du personnel

Article 6.2.6-1. § 1^{er}. Chaque pôle territorial dispose d'une équipe pluridisciplinaire présentant les compétences nécessaires pour répondre aux besoins spécifiques des élèves bénéficiaires du pôle.

§ 2. Lors de la création du pôle territorial associant une école siège à une ou plusieurs écoles partenaires, les différents pouvoirs organisateurs décident sur la base d'un accord unanime :

1° soit d'affecter l'ensemble des points attribués aux traitements ou subventions-traitements à l'école siège ;

2° soit de fixer une clé de répartition entre l'école siège et la/les école(s) partenaire(s) sur la répartition des points affectés aux traitements ou subventions-traitements.

Lorsqu'il est fait application de l'alinéa 1^{er}, 2°, les emplois générés par l'utilisation des points sont affectés à chacun des pouvoirs organisateurs en fonction de la clé de répartition qui est mentionnée dans la convention de partenariat.

Les emplois générés sur la base des moyens affectés aux traitements ou subventions-traitements, y compris dans le cadre de la répartition visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, ne sont pas compris dans les calculs d'encadrement visés au chapitre IV section 10 et chapitre V, section 13, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

§ 3. Tous les six ans, concomitamment au renouvellement du pôle territorial, les différents pouvoirs organisateurs peuvent décider sur la base d'un accord unanime de modifier l'organisation visée au paragraphe 2.

Sur la base d'un accord unanime des différents pouvoirs organisateurs, il peut être conclu un avenant à la convention de partenariat relatif à la répartition des points entre les différents pouvoirs organisateurs. Cet avenant est communiqué aux services du gouvernement. Cette modification ne peut aboutir à la mise en disponibilité par défaut d'emploi ou à la perte partielle de charge d'un membre du personnel déjà nommé ou engagé à titre définitif dans un emploi au sein du pôle.

Article 6.2.6-2. Sur la base de la partie de l'enveloppe de points affectée aux traitements ou subventions-traitements conformément à l'article 6.2.5-6, § 2, et après concertation avec les organes locaux de concertation sociale, le pouvoir organisateur de l'école siège et les pouvoirs organisateurs des écoles partenaires lorsqu'une répartition de l'enveloppe a été convenue entre eux lors de la constitution du pôle, fixe(nt) collégialement la composition du cadre du personnel du pôle territorial qui leur revient en choisissant les fonctions et les volumes de charge afférant à chaque emploi sur la base des groupements de fonctions pondérés de la manière suivante :

Fonction / Groupement de fonctions	5/5	4/5	3/4	3/5	2,5/5	2/5	1/4	1/5
Coordonnateur du pôle territorial (fonction sécable par mi-temps, excepté dans le cadre des aménagements de fin de carrière)	830 points	664 points	623 points	-	415 points	-	208 points	166 points
Instituteur préscolaire Instituteur primaire Maître Professeur de CG – niveau DI	550 points	440 points	413 points	330 points	275 points	220 points	138 points	110 points
Professeur de CG – niveau DS	695 points	556 points	522 points	417 points	348 points	278 points	174 points	139 points

Professeur de CT – niveau DI Professeur de PP – niveau DI	550 points	440 points	413 points	330 points	275 points	220 points	138 points	110 points
Professeur de CT – niveau DS Professeur de PP – niveau DS	615 points	492 points	462 points	369 points	308 points	246 points	154 points	123 points
Educateur Assistant social	550 points	440 points	413 points	330 points	275 points	220 points	138 points	110 points
Logopède Ergothérapeute	565 points	452 points	424 points	339 points	283 points	226 points	142 points	113 points
Infirmier	525 points	420 points	394 points	315 points	263 points	210 points	132 points	105 points
Kinésithérapeute	615 points	492 points	462 points	369 points	308 points	246 points	154 points	123 points
Psychologue	695 points	556 points	522 points	417 points	348 points	278 points	174 points	139 points
Puériculteur	400 points	320 points	300 points	240 points	200 points	160 points	100 points	80 points

Le ou les pouvoirs organisateurs veille(nt) à garantir le caractère cohérent et pluridisciplinaire de la composition du cadre du personnel du pôle territorial. L'emploi de coordonnateur de pôle territorial est créé d'office et est toujours rattaché à l'école siège.

Les emplois créés au sein de chaque école siège et/ou partenaire ne peuvent faire l'objet d'une déclaration de vacance qu'après avoir été organisés de manière continue durant trois années scolaires consécutives.

Section 2. — Du coordonnateur

Article 6.2.6-3. Le coordonnateur du pôle territorial est chargé des missions suivantes :

1° en matière de gestion administrative et des ressources humaines du pôle territorial :

a) gérer, le cas échéant, en fonction des délégations accordées au sein du pouvoir organisateur, les ressources allouées au pôle, en particulier en gérant les attributions des membres de l'équipe pluridisciplinaire du pôle qui collaborent avec l'équipe éducative des écoles coopérantes pour répondre aux besoins spécifiques de l'élève concerné ;

b) veiller à garantir la qualité de l'encadrement et de l'accompagnement des écoles coopérantes, en assurant la répartition des moyens selon les besoins des élèves ;

c) veiller à assumer la gestion de tâches administratives, la rédaction des rapports de réunions d'évaluation, de concertation entre les équipes et veiller au suivi du dossier d'accompagnement de l'élève, le cas échéant avec le(s) membre(s) du personnel chargé(s) du soutien administratif.

2° en matière d'accompagnement et de suivi des élèves :

a) veiller à accompagner les équipes éducatives dans la gestion des élèves à besoins spécifiques et participer au dispositif d'évaluation régulière des besoins spécifiques ;

b) veiller à accompagner l'élaboration par l'école et l'équipe pluridisciplinaire des dispositifs spécifiques complémentaires de différenciation et d'accompagnement personnalisé et les aménagements raisonnables à prévoir en exécution des dossiers d'accompagnement des élèves pour les élèves pris en charge par le pôle territorial ;

c) veiller à collaborer avec le(s) Centre(s) PMS compétents pour les écoles coopérantes. Cette collaboration impliquera, entre autres, l'établissement d'un document préalable à la rédaction du rapport d'inscription dans l'enseignement spécialisé qui décrit l'accompagnement et les aménagements raisonnables mis en place dans l'enseignement ordinaire, et développer les raisons pour lesquelles ceux-ci se sont révélés insuffisants pour assurer un apprentissage adapté aux besoins spécifiques de l'élève.

3° en matière d'information des écoles sur les aménagements raisonnables :

a) veiller à assurer un rôle d'interface entre les écoles d'enseignement spécialisé et d'enseignement ordinaire pour permettre des échanges d'expériences sur les pratiques ;

b) veiller à contribuer à assurer le lien entre les différents partenaires, internes et externes à l'école, qui jouent un rôle de soutien aux élèves ;

c) veiller à assister les écoles dans l'information aux équipes éducatives, aux autres élèves et aux parents.

4° toute mission que lui déléguerait le directeur de l'école siège en lien avec les missions générales des pôles territoriaux.

Une charge complète de coordonnateur comporte 36 heures de prestations par semaine. La charge d'un coordonnateur ne peut être scindée que par mi-temps, sauf dans le cadre de l'aménagement de fin de carrière où d'autres fractions de charge sont admises.

Dans le cas où plusieurs emplois de coordonnateurs sont créés au sein du même pôle, leurs lettres de mission établissent de manière claire et précise la répartition de leurs attributions respectives en regard des missions fixées au présent article.

La lettre de mission du directeur de l'école siège à laquelle ces emplois sont rattachés est également adaptée afin de viser la supervision du/des coordonnateur(s) et l'action du pôle territorial.

Section 3. — De l'équipe pluridisciplinaire

Article 6.2.6-4. Sur la base de la répartition des points visées à l'article 6.2.5-6, § 2, et après concertation de leur organe local de concertation sociale respectif, le ou les pouvoirs organisateurs concernés, chacun pour ce qui les concerne, procède(nt) aux attributions des emplois générés dans les fonctions de recrutement prévues pour l'enseignement spécialisé au chapitre II du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

Le choix des fonctions et des volumes de charge est effectué annuellement avant la fin de l'année scolaire précédente, en vue des attributions pour l'année scolaire suivante. Ces choix ne peuvent aboutir à la mise en disponibilité par défaut d'emploi ou à la perte partielle de charge d'un membre du personnel déjà nommé ou engagé à titre définitif dans un emploi au sein du pôle, sauf en cas de réduction globale du volume d'emploi disponible au sein du pôle.

Article 6.2.6-5. Après concertation avec l'organe local de concertation sociale sur les besoins du pôle, le pouvoir organisateur fixe le profil de la fonction à pourvoir, qui est composé de deux parties :

1° le profil générique reprenant les missions des pôles territoriaux telles que définies à l'article 6.2.3-1. ;

2° un profil spécifique précisant la ou les fonctions à pourvoir et des éventuels critères complémentaires qui visent à répondre aux besoins spécifiques des bénéficiaires du pôle.

Article 6.2.6-6. § 1^{er}. Le pouvoir organisateur lance un appel à candidature pouvant être ouvert :

1° en interne au pôle territorial aux membres du personnel de l'école siège et des écoles partenaires ;

2° en externe aux membres du personnel d'une école spécialisée extérieure au pôle, ou d'une école ordinaire ou d'un Centre PMS ;

3° à tous candidats qui ne seraient pas repris sous le 1° et 2°.

§ 2. Cet appel à candidatures reprend le profil de fonction recherché, le volume de charge de l'emploi qui sera créé et s'il est ouvert uniquement en interne ou en interne et en externe.

Article 6.2.6-7. Pour chacune des fonctions à conférer, le pouvoir organisateur classe les candidats qui ont fait acte de candidature dans la forme et le délai fixés par l'appel en fonction de l'adéquation de leur profil aux missions et objectifs du pôle.

À défaut de candidat repris sous le 1° du paragraphe 1^{er} de l'article 6.2.6-6 correspondant au profil de fonction recherché, le pouvoir organisateur choisit un candidat repris sous le 2° correspondant au profil de fonction recherché.

À défaut de candidat repris sous le 2° correspondant au profil de fonction recherché, le pouvoir organisateur choisit un candidat repris sous le 3° correspondant au profil de fonction recherché.

Le pouvoir organisateur rattache ensuite l'emploi auquel il est ainsi pourvu à une fonction de recrutement telle que définie pour l'enseignement spécialisé par le décret du 11 avril 2014 précité, indépendamment du niveau d'enseignement de l'établissement, et pour laquelle le candidat dispose d'un titre requis ou à défaut, d'un titre suffisant ou à défaut, d'un titre de pénurie ou à défaut d'un autre titre tels que fixés dans l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 5 juin 2014 relatif aux fonctions, titres de capacité et barèmes portant exécution des articles 7, 16, 50 et 263 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

Les dispositions statutaires et barémiques applicables au membre du personnel choisi sont celles applicables à la fonction à laquelle l'emploi est rattaché.

Nul ne peut être nommé ou engagé à titre définitif dans ces fonctions s'il ne peut se prévaloir des compétences particulières liées aux missions des pôles territoriaux, telles que définies à l'article 35 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, s'il n'a pas initialement répondu à l'appel visé à l'article 6.2.6-6 au sein du pouvoir organisateur et s'il ne répond pas aux conditions de nomination et ou d'engagement à titre définitif fixées pour la fonction occupée par les règles statutaires applicables au sein de l'école siège ou partenaire à laquelle l'emploi a été affecté.

Article 6.2.6-8. § 1^{er}. Le pouvoir organisateur de l'école siège peut décider de confier à un membre du personnel de l'équipe pluridisciplinaire du pôle territorial une mission de soutien à la coordination du pôle territorial et de suivi des dossiers et référent protocoles.

Il peut être fait application de cette possibilité à concurrence d'un mi-temps à partir du moment où le nombre d'élèves régulièrement inscrits dans les écoles coopérantes du pôle territorial est supérieur à 1,5 fois le nombre minimal total d'élèves régulièrement inscrits visé à l'article 6.2.5-2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Il peut ensuite être fait application de cette possibilité à concurrence d'un mi-temps chaque fois que le nombre d'élèves régulièrement inscrits dans les écoles coopérantes du pôle territorial atteint une nouvelle tranche supérieure à 0,5 fois le nombre minimal total d'élèves régulièrement inscrits visé à l'article 6.2.5-2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Il est mis fin à cette possibilité pour le mi-temps concerné dès que le pôle n'atteint plus la tranche nécessaire.

§ 2. Afin d'attribuer cette mission, le pouvoir organisateur de l'école siège, après concertation avec l'organe local de concertation sociale et avis des directions des écoles partenaires, lance un appel à candidatures.

Cet appel à candidatures est distribué à tous les membres du personnel affectés au pôle territorial. L'appel à candidatures précise :

a) le contenu de la mission ;

b) le nombre de périodes allouées et le temps de prestation ;

c) la durée de la mission et son caractère éventuellement renouvelable ;

d) la formation exigée ;

e) les éventuels critères complémentaires définis sur proposition du coordonnateur de pôle.

L'appel prévoit une période minimum de dix jours ouvrables pour le dépôt des candidatures. L'appel est soumis à l'avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise ou, de l'organe local de concertation sociale, ou à défaut, de la délégation syndicale.

Les périodes consacrées à l'exercice des missions précitées doivent être accrochées par le pouvoir organisateur à une fonction de recrutement telle que définie pour l'enseignement spécialisé par le décret du 11 avril 2014 précité, indépendamment du niveau d'enseignement de l'établissement, et pour laquelle le candidat dispose d'un titre requis ou à défaut, d'un titre suffisant ou à défaut, d'un titre de pénurie ou à défaut, d'un autre titre tels que fixés dans l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 5 juin 2014 relatif aux fonctions, titres de capacité et barèmes portant exécution des articles 7, 16, 50 et 263 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

Article 6.2.6-9. En cas de désaccord sur l'application des dispositions reprises à la présente section sur la mise en œuvre des procédures présidant à la constitution des équipes pluridisciplinaires, le différend peut être évoqué devant le bureau de conciliation de la commission paritaire compétente dans l'enseignement subventionné et devant le comité intermédiaire de concertation créé au sein du pouvoir organisateur de l'enseignement organisé. ».

CHAPITRE II

Dispositions modificatives

SECTION PREMIER

Dispositions modificatives diverses

Art. 2. Dans le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, l'article 44quater est abrogé.

Art. 3. Dans le même décret, l'article 97bis est abrogé.

Art. 4. Dans l'article 130 du même décret, les mots « 15 janvier » sont remplacés par les mots « 15 octobre ».

Art. 5. Dans l'article 132 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Pour chaque élève visé à l'alinéa précédent, des moyens sont octroyés au pôle territorial compétent conformément à l'article 6.2.5-5 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.

Le personnel d'accompagnement du pôle territorial qui accompagne l'élève en intégration permanente totale est choisi en tenant compte de la spécificité des types et des besoins de l'enfant, tels que définis à l'article 8. » ;

2° les paragraphes 2 à 5 et 7 sont abrogés ;

3° dans le paragraphe 6, alinéa 1^{er}, les mots « de l'enseignement spécialisé » sont remplacés par les mots « du pôle territorial compétent ».

Art. 6. Dans l'article 133 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 4, les mots « d'une école d'enseignement spécialisé de type 7 chargé de l'immersion en langue des signes » sont remplacés par les mots « du pôle territorial compétent » ;

2° les paragraphes 2 à 5 sont abrogés.

Art. 7. Dans l'article 135 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « et le pôle territorial compétent » sont insérés entre les mots « avec l'équipe éducative » et les mots «, accepte d'être partenaire » ;

2° l'alinéa 2 est complété par un 3° rédigé comme suit :

« 3° le coordonnateur du pôle territorial ou son délégué avec lequel l'école ordinaire concernée coopère. ».

Art. 8. Dans l'article 136 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots « de l'enseignement spécialisé » sont remplacés par les mots « du pôle territorial compétent » ;

b) l'alinéa 1^{er} est complété par un 6° rédigé comme suit :

« 6° l'accord du coordonnateur du pôle territorial compétent. » ;

c) dans l'alinéa 2, les mots « et dans le pôle territorial compétent » sont insérés après les mots « Une copie en est également conservée dans l'école d'enseignement ordinaire ».

Art. 9. Dans l'article 141, alinéas 1^{er} et 2, du même décret, les mots « de l'enseignement spécialisé » sont chaque fois remplacés par les mots « du pôle territorial compétent ».

Art. 10. L'article 142 du même décret est abrogé.

Art. 11. Dans l'article 143, alinéa 6, du même décret, les mots « des articles 132 et 142 » seront remplacés par les mots « de l'article 132 ».

Art. 12. L'article 144 du même décret est abrogé.

Art. 13. L'article 153 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Le cas échéant, l'école d'enseignement spécialisé informe le pôle territorial de la mise en place d'un protocole pour les élèves concernés par une possible intégration permanente totale. ».

Art. 14. Dans l'article 4, alinéa 1^{er}, du décret du 28 mars 2019 relatif aux cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des conseillers au soutien et à l'accompagnement les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est complété par les mots « ainsi que pour l'élaboration de l'annexe relative au pôle territorial visée à l'article 6.2.4-1, du Code » ;

b) le 2° est complété par les mots « ainsi que pour accompagner et suivre la mise en œuvre de l'annexe relative au pôle territorial visée à l'article 6.2.4-1, du Code ».

Art. 15. L'article 14, § 1^{er}, du même décret est complété par les 13° et 14° rédigés comme suit :

« 13° faciliter la création des pôles territoriaux visés au Livre 6, Titre 3, du Code, en étant notamment des facilitateurs pour une répartition géographique optimale des pôles et des écoles coopérantes, y compris, le cas échéant, dans une dynamique inter-réseaux ;

14° conseiller et accompagner le coordonnateur et les membres de l'équipe pluridisciplinaire des pôles territoriaux, entre autres concernant la mutualisation des ressources. ».

Art. 16. Dans l'article 1.3.1-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, les modifications suivantes sont apportées :

a) il est inséré un 18°/1 rédigé comme suit :

« 18°/1 contrat d'objectifs : le contrat visé à l'article 1.5.2-2 » ;

b) il est inséré un 33°/2 rédigé comme suit :

« 33°/2 équipe pluridisciplinaire du pôle territorial : le coordonnateur et les autres membres du personnel du pôle territorial » ;

c) il est inséré un 41°/2 rédigé comme suit :

« 41°/2 intégration permanente totale : le dispositif visé au chapitre X du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé ; » ;

d) il est inséré un 45°/1 et un 45°/2 rédigés comme suit :

« 45°/1 plan de pilotage : le plan visé à l'article 1.5.2-1 ;

45°/2 pôle territorial : le pôle territorial chargé de soutenir les écoles de l'enseignement ordinaire dans la mise en œuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale visé à l'article 6.2.2-1 ; » ;

e) il est inséré un 61°/1 rédigé comme suit :

« 61°/1 type : l'un des types d'enseignement spécialisé définis à l'article 1.2.1-9. ».

Art. 17. Dans l'article 1.5.2-3 du même Code, le paragraphe 1^{er} est complété par un 9° rédigé comme suit :

« 9° pour les écoles sièges d'un pôle territorial, l'annexe relative au pôle territorial visée à l'article 6.2.4-1 ; ».

Art. 18. Dans l'article 1.5.3-1 du même Code, le paragraphe 2 est complété par les 10°, 11° et 12° rédigés comme suit :

« 10° de mener annuellement, pour les écoles de l'enseignement ordinaire, une réflexion globale sur le caractère inclusif de l'école. A cette occasion, le conseil de participation invite les parents des élèves pour lesquels le pôle assure la mise en œuvre d'une intégration permanente totale ou d'aménagements raisonnables et peut entendre un représentant du pôle territorial ;

11° d'être informé, pour les écoles de l'enseignement ordinaire, au moment de la conclusion de la convention de coopération entre l'école et son pôle territorial, en particulier sur les modalités d'information et de collaboration avec les élèves et les parents des élèves auprès desquels le pôle intervient ;

12° de remettre un avis, pour les écoles de l'enseignement ordinaire, sur la collaboration de l'école avec le pôle territorial, avant l'évaluation intermédiaire et l'évaluation finale de l'annexe visée à l'article 6.2.4-1. A cette occasion, le conseil de participation entend un représentant du pôle territorial et invite les parents des élèves pour lesquels le pôle assure la mise en œuvre d'une intégration permanente totale ou d'aménagements raisonnables. Cet avis est communiqué au pôle territorial compétent. ».

Art. 19. Dans l'article 1.7.8-1 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le diagnostic invoqué pour la mise en place des aménagements est établi par un spécialiste dans le domaine médical, paramédical ou psycho-médical, ou par une équipe médicale pluridisciplinaire. Le gouvernement fixe la liste exhaustive des professions habilitées à poser ledit diagnostic. Lorsque la demande de mise en place d'aménagements raisonnables est introduite par les parents de l'élève mineur ou de l'élève lui-même s'il est majeur ou de toute personne investie de l'autorité parentale ou qui assume la garde en fait de l'enfant mineur, par un membre du conseil de classe ou par le centres psycho-médico-sociaux, ce dernier est également habilité à établir un diagnostic.»

2° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Au moment où la demande est introduite pour la première fois dans une école, le Centre PMS de la dernière école fréquentée par l'élève peut transmettre au Centre PMS de la nouvelle école des éléments du dossier de l'élève. » ;

3° dans le même paragraphe, un alinéa 5 est introduit :

« A la demande des parents de l'élève mineur ou de l'élève lui-même s'il est majeur, à la demande d'un membre de l'équipe éducative ou d'un membre de l'équipe pluridisciplinaire du pôle territorial compétent ou d'initiative, le Centre PMS de la dernière école fréquentée par l'élève, s'il dispose de l'information et des compétences disciplinaires adéquates, peut remettre un avis sur l'opportunité d'actualiser le diagnostic invoqué pour la mise en place des aménagements raisonnables. A défaut, un nouveau diagnostic est établi conformément à l'alinéa 2. » ;

4° le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, 3°, est remplacé par ce qui suit :

« 3° un représentant du Centre PMS compétent pour l'école ordinaire concernée, si l'un des partenaires ou le directeur du Centre PMS l'estime nécessaire » ;

5° le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, est complété par un 5° rédigé comme suit :

« 5° un représentant du pôle territorial compétent lorsque la prise en charge de l'élève concerné par le pôle pourrait être nécessaire. » ;

6° le paragraphe 3 est complété par l'alinéa suivant :

« En cas d'absence du Centre PMS aux réunions collégiales de concertation, le directeur de l'école ou son délégué informe le Centre PMS des décisions prises.» ;

7° dans le paragraphe 4, l'alinéa 6 est complété par la phrase suivante : « Les écoles communiquent aux services du gouvernement l'identité des élèves concernés par un tel protocole. ».

SECTION II

Dispositions statutaires

SOUS-SECTION PREMIERE

Dispositions modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Art. 20. A l'alinéa 2 du paragraphe 2 de l'article 25 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les mots « , en ce compris ceux visés à l'article 44quater, » sont insérés entre les mots « relatifs aux différentes fonctions » et les mots « font l'objet d'une publication ».

Art. 21. Dans le chapitre III du même arrêté royal, il est inséré une section 2ter intitulée « Des membres du personnel d'un pôle territorial ».

Art. 22. Dans la section 2ter, il est inséré un article 44quater, rédigé comme suit :

« Article 44quater. § 1^{er} Chaque année, au plus tard dans la première quinzaine du mois de juin, le pouvoir organisateur lance des appels internes et externes spécifiques aux candidats à une désignation au sein d'un pôle territorial tel que visé par le Livre 6, Titre 3, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, par avis inséré au *Moniteur belge*.

L'appel interne est ouvert aux membres du personnel désignés à titre temporaire, temporaire prioritaire ou nommés à titre définitif et affectés à titre principal ou à titre complémentaire, dans l'école siège ou dans une des écoles spécialisées partenaires.

L'appel externe est ouvert aux membres du personnel désignés à titre temporaire, temporaire prioritaire ou nommés à titre définitif et affectés, à titre principal ou à titre complémentaire, dans une école spécialisée extérieure au pôle ou dans une école ordinaire ou dans un centre psycho-médico-social.

L'avis indique la fonction dans laquelle l'emploi est créé, le volume de charge et le profil de fonction recherché, ainsi que la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites.

§ 2. Les candidats sont classés selon l'adéquation de leur profil aux missions et objectifs du pôle.

Les membres du personnel nommés à titre définitif, soumis au présent arrêté, sont réputés y bénéficier immédiatement d'un changement d'affectation ou d'un changement provisoire d'affectation, selon le caractère définitivement ou temporairement vacant de l'emploi, si celui-ci est rattaché à un autre établissement que celui dans lequel ils sont affectés ou affectés à titre principal et relève de la même fonction et si les prestations qui le composent sont égales ou supérieures à la charge de nomination du membre du personnel.

Les membres du personnel, nommés à titre définitif, soumis au présent arrêté, lorsqu'ils sont désignés au terme de ces appels dans un emploi de la même fonction au sein d'un pôle territorial, bénéficient du congé visé au chapitre IIIbis de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements lorsqu'ils sont désignés au terme de ces appels dans un emploi au sein d'un pôle territorial si les prestations qui composent cet emploi sont inférieures à la charge de nomination du membre du personnel.

Après deux désignations consécutives dans cet emploi, portant chacune sur des années scolaires complètes, les membres du personnel visés à l'alinéa précédent et exerçant la même fonction se voient accorder, à leur demande, un changement d'affectation ou un changement provisoire d'affectation, selon le caractère définitivement ou temporairement vacant de l'emploi.

Art. 23. Dans la section 2ter du même arrêté royal, il est inséré un article 44quinquies, rédigé comme suit :

« Article 44quinquies. § 1^{er} Les dispositions relatives à l'évaluation des membres du personnel désignés à titre temporaire, temporaire prioritaire ou temporaire protégé et à l'évaluation des membres du personnel nommés à titre définitif sont applicables aux membres du personnel désignés au sein d'un pôle territorial.

§ 2. Le rapport sur la manière de servir ou le bulletin de signalement, rédigé par le chef d'établissement, peut se baser sur les faits circonstanciés constatés par le coordonnateur du pôle territorial. ».

Art. 24. Dans la section 2ter du même arrêté royal, il est inséré un article 44sexies, rédigé comme suit :

« Article 44sexies. § 1^{er} Les dispositions relatives au licenciement des membres du personnel désignés à titre temporaire et au régime disciplinaire des membres du personnel nommés à titre définitif sont applicables aux membres du personnel désignés au sein d'un pôle territorial.

§ 2. La proposition de licenciement ou de peine disciplinaire, émise par le chef d'établissement, peut se baser sur les faits circonstanciés constatés par le coordonnateur du pôle territorial. ».

SOUS-SECTION II

Disposition modifiant l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Art. 25. L'article 1^{er}, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Par dérogation aux dispositions qui précèdent, les coordonnateurs de pôles territoriaux bénéficient d'un congé de vacances annuelles fixé comme suit :

a) Vacances de Noël : du 21 décembre au 3 janvier inclus ou du 22 décembre au 4 janvier inclus ou du 23 décembre au 5 janvier inclus ;

b) Vacances de Pâques : deux semaines ;

c) Vacances d'été : du 6 juillet au 25 août inclus. ».

SOUS-SECTION III

Dispositions modifiant le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné

Art. 26. Dans le chapitre IV du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, l'intitulé de la section II est complété par ce qui suit : « et de la fonction de coordonnateur de pôle territorial ».

Art. 27. Dans le chapitre IV du même décret, il est inséré une section IV intitulée « Dispositions particulières à la fonction de coordonnateur de pôle territorial ».

Art. 28. Dans la section IV insérée par l'article 27, les articles suivants sont insérés :

« Article 54^{duodecies}. Nul ne peut être engagé à titre temporaire dans la fonction de coordonnateur de pôle territorial s'il ne répond au moment de l'engagement aux conditions suivantes :

1° être engagé ou nommé à titre définitif dans une fonction de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant, du personnel paramédical, du personnel social, du personnel psychologique et du personnel auxiliaire d'éducation au sein de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, de niveau fondamental ou secondaire, ordinaire ou spécialisé ;

2° être porteur d'un titre de niveau bachelier au moins ;

3° répondre aux critères du profil de fonction visé à l'article 54^{quindecies}, §2 ;

4° compter trois années d'ancienneté dans l'enseignement spécialisé ;

5° avoir suivi une formation spécifique sanctionnée par un certificat de réussite ou s'engager à suivre cette formation permettant d'en disposer dans les deux années de la prise de fonction ;

6° avoir répondu à l'appel à candidatures visé à l'article 54^{quindecies}.

À défaut de candidat répondant aux conditions visées à l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur peut engager un candidat répondant à toutes les conditions de l'alinéa 1^{er} mais revêtant la qualité de membre du personnel engagé ou désigné à titre temporaire dans une fonction visée à l'alinéa 1^{er}, 1° ou de membre du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux et/ou ne remplissant pas la condition visée au 4°.

Article 54^{terdecies}. Le pouvoir organisateur engage le coordonnateur de pôle à titre définitif dans l'emploi vacant qu'il occupe après l'expiration d'un délai de deux ans, éventuellement prolongé de six mois en application de l'article 61^{septdecies}, § 2, alinéa 2, après que sa seconde ou, le cas échéant, troisième évaluation ait été clôturée, s'il remplit les conditions suivantes :

1° être titulaire du certificat de formation spécifique visé à l'article 54^{duodecies} ;

2° ne pas avoir un rapport d'évaluation « défavorable ».

Pour le calcul de la durée de deux ans, éventuellement prolongé de six mois, sont seuls pris en considération les services effectifs accomplis après la désignation, en ce compris les vacances annuelles, les congés prévus aux articles 5, 5^{bis} et 7 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, ainsi que les congés en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse et les congés de maternité prévus respectivement, au chapitre IIbis et au chapitre XIII du même arrêté royal du 15 janvier 1974.

Article 54^{quaterdecies}. - L'engagement à titre définitif dans une fonction de coordonnateur de pôle territorial ne peut se faire que si l'emploi est occupé en fonction principale.

Article 54^{quindecies}. - § 1^{er}. Le pouvoir organisateur qui doit engager un membre du personnel dans une fonction de sélection de coordonnateur de pôle territorial à titre temporaire pour plus de quinze semaines :

1° consulte le directeur de l'établissement siège ainsi que, selon le cas, le conseil d'entreprise, l'instance de concertation locale, ou à défaut, la délégation syndicale de l'établissement siège sur le profil de la fonction de sélection à pourvoir ;

2° reçoit des membres du personnel de l'équipe pluridisciplinaire du pôle territorial toute information que ceux-ci jugent utile de lui communiquer en vue de l'engagement à titre temporaire.

§ 2. Le pouvoir organisateur, après application du § 1^{er} :

1° arrête le profil de la fonction de sélection à pourvoir, en tenant compte des besoins spécifiques liés à son projet éducatif et pédagogique ainsi que des caractéristiques propres de l'école dans laquelle le poste est à pourvoir. Au-delà de compétences comportementales et techniques au choix du pouvoir organisateur, le profil de fonction reprend en tout cas les compétences comportementales suivantes :

- a) analyser l'information ;
- b) résoudre des problèmes ;
- c) travailler en équipe ;
- d) s'adapter ;
- e) faire preuve de fiabilité ;
- f) avoir le sens de l'écoute et de la communication.

Il reprend aussi les critères principaux de sélection des candidats et la pondération attribuée à chacun d'eux. Il peut comprendre des conditions d'engagement complémentaires, soit obligatoires, soit constituant un atout pour le poste à pourvoir.

2° lance un appel à candidatures selon les formes fixées par le gouvernement sur proposition de la Commission paritaire centrale compétente.

§ 3. Le pouvoir organisateur procède à l'engagement après avoir suivi la procédure de sélection décrite à l'article 61sexies/3.

Article 54sexdecies. – § 1^{er}. Lorsque le titulaire de la fonction est temporairement absent ou durant le temps nécessaire à une procédure d'appel à candidatures, le pouvoir organisateur peut désigner un membre du personnel remplissant les conditions visées à l'article 54duodecies pour une durée égale ou inférieure à quinze semaines. Par dérogation à l'article 54duodecies, la condition de l'appel à candidatures n'est pas exigée.

Cet engagement pour 15 semaines maximum peut être renouvelé pour autant que la durée totale d'engagement n'excède pas douze mois.

Si l'absence du titulaire de la fonction se prolonge, le pouvoir organisateur lance un appel à candidatures au plus tard le dernier jour de la période d'engagement visée à l'alinéa précédent.

Par dérogation à l'alinéa 2, l'engagement visé à l'alinéa 1^{er} est prolongé pendant la période entre l'appel à candidatures et l'engagement d'un candidat.

Le pouvoir organisateur engage un candidat dans les trois mois qui suivent l'appel à candidatures. À défaut, au terme de ces trois mois, l'emploi n'est plus subventionné.

§ 2. Tout engagement temporaire dans un emploi de coordonnateur de pôle est établi par écrit, conformément à l'article 31 et à l'exception du 8°.

§ 3. Un engagement temporaire dans une fonction de coordonnateur de pôle prend fin, par décision du pouvoir organisateur ou par application du chapitre VIII.

Toutefois, la fin de l'année scolaire est sans incidence sur l'engagement temporaire dans un emploi de coordonnateur de pôle.

§ 4. Le pouvoir organisateur ne peut procéder à un engagement à titre temporaire dans un emploi de coordonnateur de pôle s'il est tenu, par les dispositions relatives à la réaffectation, de conférer cet emploi à un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi dans la même fonction. ».

Art. 29. Dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'article 61sexies du même décret, les mots « § 1^{er}, 1° à 3° et 5° », sont remplacés par les mots « § 1^{er}, 1° à 3°, 5° et 8° ».

Art. 30. Dans l'article 61sexies/2 du même décret, il est inséré un second alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'appel à candidatures pour l'emploi de coordonnateur de pôle territorial précise toujours qu'il s'adresse à toute personne répondant aux conditions d'accès à la fonction. ».

Art. 31. Dans le paragraphe 1^{er} de l'article 61sexies/3, il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit entre les actuels alinéas 1^{er} et 2 :

« Un représentant par pouvoir organisateur des écoles partenaires est également membre de la commission de sélection composée pour la sélection d'un coordonnateur de pôle territorial. ».

Art. 32. Dans le chapitre Vbis - De l'appel à candidatures, de la commission de sélection, de la lettre de mission, de l'évaluation et de la fin de l'exercice de certaines fonctions de promotion et de sélection du même décret, il est inséré une section 3 intitulée « De la lettre de mission, de l'évaluation et de la fin de l'exercice de la fonction de coordonnateur de pôle territorial exercée à titre temporaire ».

Art. 33. Dans la section 3, insérée par l'article 32, les articles suivants sont insérés :

« Article 61quaterdecies. Les articles 61septies à 61terdecies ne s'appliquent pas aux coordonnateurs de pôles territoriaux.

Article 61quinquedecies. Dès l'entrée en fonction du coordonnateur de pôle engagé à titre temporaire, le directeur de l'école siège lui confie une lettre de mission approuvée préalablement par le pouvoir organisateur de l'école siège. Y sont spécifiées les missions du coordonnateur du pôle et les priorités qui lui sont assignées en fonction des besoins des écoles coopérantes du pôle territorial.

Préalablement à la rédaction de la lettre de mission, le pouvoir organisateur de l'école siège consulte l'organe local de concertation sociale.

La lettre de mission a une durée de six ans. Le contenu de la lettre de mission peut être modifié avant son échéance par le directeur en raison de l'évolution des besoins et du fonctionnement du pôle, ou d'un commun accord entre le coordonnateur du pôle et le directeur.

La lettre de mission modifiée est soumise à l'approbation du pouvoir organisateur.

Article 61sexdecies. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 61quinquedecies, alinéa 1^{er}, le directeur de l'école siège, si besoin est et moyennant approbation préalable du pouvoir organisateur, peut confier une lettre de mission au membre du personnel engagé à titre temporaire comme coordonnateur de pôle territorial pour une durée inférieure à un an.

Le directeur de l'école siège confie d'office une lettre de mission approuvée préalablement par le pouvoir organisateur au membre du personnel engagé à titre définitif et au le membre du personnel engagé à titre temporaire comme coordonnateur de pôle territorial pour une durée égale ou supérieure à un an, ou dont la durée de la désignation a atteint au moins un an.

§ 2. La lettre de mission visée au présent article peut consister dans la confirmation de la lettre de mission du coordonnateur de pôle territorial faisant l'objet d'un remplacement ou dans un nouveau document.

Art. 61septdecies. § 1^{er}. Le coordonnateur du pôle engagé à titre temporaire est évalué par le pouvoir organisateur de l'école siège à, au moins, deux reprises avant de pouvoir être engagé à titre définitif. La première évaluation est initiée entre le 9^e mois effectif et la fin du 12^e mois effectif de la première année de la prise de fonction du coordonnateur de pôle. La seconde évaluation est initiée entre le 9^e mois effectif et la fin du 12^e mois effectif de la deuxième année. Si ce délai prend cours durant une période de vacances scolaires, sa prise de cours est reportée au premier jour qui suit cette période de vacances.

L'évaluation se fonde sur la lettre de mission et sur le bon suivi de la formation permettant de disposer du certificat de réussite visé à l'article 54duodecies si le coordonnateur du pôle n'en disposait pas avant son engagement. Elle tient compte du contexte global dans lequel est amené à évoluer le coordonnateur du pôle et des moyens qui sont mis à sa disposition.

Le gouvernement fixe le modèle de rapport d'évaluation et ses modalités sur proposition de la Commission paritaire centrale compétente.

La mention attribuée au terme de l'évaluation peut être « favorable », « réservée » ou « défavorable ».

Le rapport d'évaluation motivé du directeur de l'école siège proposant l'une des mentions visées à l'alinéa 4 est soumis au coordonnateur du pôle qui dispose d'un délai de dix jours pour introduire une réclamation auprès du pouvoir organisateur. Dans les quinze jours de la réception de la réclamation, le pouvoir organisateur notifie sa décision au coordonnateur de pôle.

En cas de mention « défavorable », le coordonnateur de pôle dispose d'un délai de vingt jours pour adresser un recours à l'encontre de son évaluation devant la Chambre de recours compétente.

La Chambre de recours dispose d'un délai de 45 jours à dater de la réception du recours pour rendre son avis sur la mention « défavorable » qui devrait être attribuée au coordonnateur de pôle.

Le pouvoir organisateur attribue la mention définitive au coordonnateur de pôle dans le mois qui suit la réception de l'avis de la Chambre de recours.

À défaut d'avoir été initiées dans les délais mentionnés à l'alinéa 1^{er}, les évaluations du coordonnateur du pôle sont réputées « favorables ».

§ 2. Si la première évaluation définitivement attribuée en application de la procédure prévue au paragraphe 1^{er}, est « réservée », la seconde évaluation ne peut être que « favorable » ou « défavorable ».

Si la seconde évaluation définitivement attribuée est « réservée », la désignation temporaire est prolongée d'office de six mois. Le coordonnateur de pôle est évalué une troisième fois. La troisième évaluation est initiée six mois après que la seconde évaluation ait été définitivement attribuée et est attribuée endéans le mois qui suit ce délai. Elle ne peut être que « favorable » ou « défavorable ».

Si la première, la seconde ou, le cas échéant, la troisième évaluation définitivement attribuée est « défavorable », il est mis fin d'office à l'engagement du coordonnateur de pôle. ».

Art. 34. Dans l'article 71nonies du même décret, un tiret rédigé comme suit est ajouté in fine :

« - suite à l'application de l'article 61septdecies, § 2, alinéa 3 ».

SOUS-SECTION IV

Dispositions modifiant le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné

Art. 35. L'intitulé de la section 2 du chapitre IV du même décret est complété par les mots « et de la fonction de coordonnateur de pôle territorial ».

Art. 36. Dans le chapitre IV du même décret, il est inséré une section 4 intitulée « Dispositions particulières à la fonction de coordonnateur de pôle territorial ».

Art. 37. Dans la section 4, insérée par l'article 36, les articles suivants sont insérés :

« Article 44decies/1. Nul ne peut être désigné à titre temporaire dans la fonction de coordonnateur de pôle territorial s'il ne répond au moment de la désignation à titre temporaire aux conditions suivantes :

1° être nommé ou engagé à titre définitif dans une fonction de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant, du personnel paramédical, du personnel social, du personnel psychologique et du personnel auxiliaire d'éducation au sein de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, de niveau fondamental ou secondaire, ordinaire ou spécialisé ;

2° être porteur d'un titre de niveau bachelier au moins ;

3° répondre aux critères du profil de fonction visé à l'article 44decies/4, § 2 ;

4° compter trois années d'ancienneté dans l'enseignement spécialisé ;

5° avoir suivi une formation spécifique sanctionné par un certificat de réussite ou s'engager à suivre cette formation permettant d'en disposer dans les deux années de la prise de fonction ;

6° avoir répondu à l'appel à candidatures visé à l'article 44decies/4.

À défaut de candidat répondant aux conditions visées à l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur peut engager un candidat répondant à toutes les conditions de l'alinéa 1^{er} mais revêtant la qualité de membre du personnel engagé ou désigné à titre temporaire dans une fonction visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, ou de membre du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux et/ou ne remplissant pas la condition visée au 4°.

Article 44*decies*/2. Le pouvoir organisateur nomme le coordonnateur de pôle à titre définitif dans l'emploi vacant qu'il occupe après l'expiration d'un délai de deux ans, éventuellement prolongé de six mois en application de l'article 52*septdecies*, § 2, alinéa 2, après que sa seconde ou, le cas échéant, troisième évaluation ait été clôturée, s'il remplit les conditions suivantes :

- 1° être titulaire du certificat de la formation spécifique visé à l'article 44*decies*/1 ;
- 2° ne pas avoir un rapport d'évaluation « défavorable ».

Pour le calcul de la durée de deux ans, éventuellement prolongée de six mois, sont seuls pris en considération les services effectifs accomplis après la désignation, en ce compris les vacances annuelles, les congés prévus aux articles 5, 5*bis* et 7 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, ainsi que les congés en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse et les congés de maternité prévus respectivement, au chapitre II*bis* et au chapitre XIII du même arrêté royal du 15 janvier 1974.

Article 44*decies*/3. – Nul ne peut être nommé dans une fonction de coordonnateur de pôle territorial si l'emploi de cette fonction n'est pas occupé en fonction principale.

Article 44*decies*/4. - § 1^{er}. Le pouvoir organisateur qui doit désigner à titre temporaire pour plus de 15 semaines un membre du personnel dans la fonction de coordonnateur de pôle territorial :

- 1° consulte la commission paritaire locale de l'école siège sur le profil de la fonction de sélection à pourvoir ;
- 2° reçoit des membres du personnel de l'équipe pluridisciplinaire du pôle territorial toute information que ceux-ci jugent utile de lui communiquer en vue de la désignation à titre temporaire.

§ 2. Le pouvoir organisateur, après application du § 1^{er} :

1° arrête le profil de la fonction de sélection de coordonnateur de pôle à pourvoir en tenant compte des besoins spécifiques liés pôle ainsi que des caractéristiques propres de l'école siège dans laquelle le poste est à pourvoir. Au-delà de compétences comportementales et techniques au choix du pouvoir organisateur, le profil de fonction reprend en tout cas les compétences comportementales suivantes :

- a) analyser l'information ;
- b) résoudre des problèmes ;
- c) travailler en équipe ;
- d) s'adapter ;
- e) faire preuve de fiabilité ;
- f) avoir le sens de l'écoute et de la communication.

Il reprend aussi les critères principaux de sélection des candidats et la pondération attribuée à chacun d'eux. Il peut comprendre des conditions de désignation complémentaires, soit obligatoires, soit constituant un atout pour le poste à pourvoir ;

2° lance un appel à candidatures selon les formes fixées par le gouvernement sur proposition de la Commission paritaire centrale compétente.

§ 3. Le pouvoir organisateur procède à la désignation après avoir suivi la procédure de sélection décrite à l'article 52*quinquies*/3.

Article 44*decies*/5. - § 1^{er}. Lorsque le titulaire de la fonction est temporairement absent ou durant le temps nécessaire à une procédure d'appel à candidatures, le pouvoir organisateur peut désigner un membre du personnel remplissant les conditions visées à l'article 44*decies*/1 pour une durée égale ou inférieure à 15 semaines. Par dérogation à l'article 44*decies*/1, la condition de l'appel à candidatures n'est pas exigée.

Par ailleurs, les autorités visées à l'article 27*bis* sont habilitées à effectuer ces désignations d'une durée égale ou inférieure à quinze semaines.

Cette désignation pour 15 semaines maximum peut être renouvelée pour autant que la durée totale de désignation n'excède pas 12 mois.

Si l'absence du titulaire de la fonction se prolonge, le pouvoir organisateur lance un appel à candidatures au plus tard le dernier jour de la période de désignation visée à l'alinéa précédent.

Par dérogation à l'alinéa 3, la désignation visée à l'alinéa 1^{er} est prolongée pendant la période entre l'appel à candidatures et la désignation d'un candidat.

Le pouvoir organisateur désigne un candidat dans les trois mois qui suivent l'appel à candidatures. A défaut, au terme de ces trois mois, l'emploi n'est plus subventionné.

§ 2. Toute désignation temporaire dans un emploi de coordonnateur de pôle territorial est établie par écrit, en reprenant les mentions visées à l'article 21, à l'exception du 7° § 2.

§ 3. Le pouvoir organisateur ne peut procéder à une désignation temporaire dans un emploi de coordonnateur de pôle territorial s'il est tenu, par les dispositions relatives à la réaffectation, de conférer cet emploi à un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi.

§ 4. Une désignation temporaire dans un emploi de sélection prend fin :

- a) d'un commun accord ;
- b) par décision du pouvoir organisateur suite à la procédure visée au § 5 du présent article ;
- c) ou par application de l'article 22, alinéa 1^{er}.

Toutefois, la fin de l'année scolaire est sans incidence sur la désignation temporaire dans un emploi de coordonnateur de pôle territorial.

§ 5. Moyennant un préavis de quinze jours, le pouvoir organisateur soit sur proposition du directeur, soit d'initiative peut mettre fin à la désignation d'un membre du personnel désigné à titre temporaire dans une fonction de coordonnateur de pôle territorial.

Préalablement à la notification de toute décision de fin de désignation, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le pouvoir organisateur.

La convocation à l'audition, ainsi que les motifs en raison desquels le pouvoir organisateur envisage de mettre fin à la désignation du membre du personnel lui sont notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement officiel subventionné ou par un représentant d'une organisation syndicale représentant les membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné affiliée à des organisations siégeant au Conseil national du Travail. L'audition fait l'objet d'un procès-verbal. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté. »

Art. 38. Dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'article 52quinquies du même décret, les mots « 5, § 1^{er}, 1^o à 3^o et 5^o », sont remplacés par les mots « 5, § 1^{er}, 1^o à 3^o, 5^o et 8^o ».

Art. 39. Dans l'article 52quinquies/2 du même décret, il est inséré un second alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'appel à candidatures pour l'emploi de coordonnateur de pôle territorial précise toujours qu'il s'adresse à toute personne répondant aux conditions d'accès à la fonction. ».

Art. 40. Dans le paragraphe 1^{er} de l'article 52quinquies/3, il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit entre les actuels alinéas 1^{er} et 2 :

« Un représentant par pouvoir organisateur des écoles partenaires du pôle est également membre de la commission de sélection composée pour la sélection d'un coordonnateur de pôle ».

Art. 41. Dans le chapitre Vbis – De l'appel à candidatures, de la commission de sélection, de la lettre de mission, de l'évaluation et de la fin de l'exercice de certaines fonctions de promotion et de sélection du même décret, il est inséré une section 4 intitulée « De la lettre de mission, de l'évaluation et de la fin de l'exercice de la fonction de coordonnateur de pôle territorial exercée à titre temporaire ».

Art. 42. Dans la section 4 insérée par l'article 41, les articles suivants sont insérés :

« Article 52^{quaterdecies}. Les articles 52^{sexies} à 52^{terdecies} ne s'appliquent pas aux coordonnateurs de pôles territoriaux.

Article 52^{quinquedecies}. Dès l'entrée en fonction du coordonnateur de pôle désigné à titre temporaire, le directeur de l'école siège lui confie une lettre de mission approuvée préalablement par le pouvoir organisateur de l'école siège. Y sont spécifiées les missions du coordonnateur du pôle et les priorités qui lui sont assignées en fonction des besoins des écoles coopérantes du pôle.

Préalablement à la rédaction de la lettre de mission, le pouvoir organisateur de l'école siège consulte l'organe local de concertation sociale.

La lettre de mission a une durée de six ans. Le contenu de la lettre de mission peut être modifié avant son échéance par le directeur en raison de l'évolution des besoins et du fonctionnement du pôle ou d'un commun accord entre le coordonnateur du pôle et le directeur.

La lettre de mission modifiée est soumise à l'approbation du pouvoir organisateur.

Art. 52^{sexdecies}. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 52^{quinquedecies}, alinéa 1^{er}, le directeur de l'école siège, si besoin est et moyennant approbation préalable du pouvoir organisateur, peut confier une lettre de mission au membre du personnel désigné à titre temporaire comme coordonnateur de pôle territorial pour une durée inférieure à un an.

Le directeur de l'école siège confie d'office une lettre de mission approuvée préalablement par le pouvoir organisateur au membre du personnel nommé à titre définitif et le membre du personnel désigné à titre temporaire comme coordonnateur de pôle territorial pour une durée égale ou supérieure à un an, ou dont la durée de la désignation a atteint au moins un an.

§ 2. La lettre de mission visée au présent article peut consister dans la confirmation de la lettre de mission du coordonnateur de pôle territorial faisant l'objet d'un remplacement ou dans un nouveau document.

Article 52^{septdecies}. § 1^{er}. Le coordonnateur du pôle désigné à titre temporaire est évalué par le pouvoir organisateur de l'école siège à au moins deux reprises avant de pouvoir être nommé à titre définitif. La première évaluation est initiée entre le 9^e mois effectif et la fin du 12^e mois effectif de la première année de la prise de fonction du coordonnateur de pôle. La seconde évaluation est initiée entre le 9^e mois effectif et la fin du 12^e mois effectif de la deuxième année. Si ce délai prend cours durant une période de vacances scolaires, sa prise de cours est reportée au premier jour qui suit cette période de vacances.

L'évaluation se fonde sur la lettre de mission et, le cas échéant, sur le bon suivi de la formation spécifique visé à l'article 44^{decies}/1 si le coordonnateur du pôle n'en disposait pas avant sa désignation. Elle tient compte du contexte global dans lequel est amené à évoluer le coordonnateur du pôle et des moyens qui sont mis à sa disposition.

Le gouvernement fixe le modèle de rapport d'évaluation et ses modalités sur proposition de la Commission paritaire centrale compétente.

La mention attribuée au terme de l'évaluation peut être « favorable », « réservé » ou « défavorable ».

Le rapport d'évaluation motivé du directeur de pôle proposant l'une des mentions visées à l'alinéa 4 est soumis au coordonnateur du pôle qui dispose d'un délai de dix jours pour introduire une réclamation auprès du pouvoir organisateur. Dans les quinze jours de la réception de la réclamation le pouvoir organisateur notifie sa décision au coordonnateur de pôle.

En cas de mention « défavorable », le coordonnateur de pôle dispose d'un délai de vingt jours pour adresser un recours à l'encontre de son évaluation devant la Chambre de recours compétente.

La Chambre de recours donne son avis au pouvoir organisateur dans un délai de 45 jours à partir de la date de réception du recours.

Le pouvoir organisateur attribue la mention définitive au coordonnateur de pôle dans le mois de la réception de l'avis de la Chambre de recours. Si il omet de se prononcer dans le délai requis, la décision est réputée conforme à l'avis.

À défaut d'avoir été initiées dans les délais mentionnés à l'alinéa 1^{er}, les évaluations du coordonnateur du pôle sont réputées « favorables ».

§ 2. Si la première évaluation définitivement attribuée en application de la procédure prévue au paragraphe 1^{er}, est « réservée », la seconde évaluation ne peut être que « favorable » ou « défavorable ».

Si la seconde évaluation définitivement attribuée est « réservée », la désignation temporaire est prolongée d'office de six mois. Le coordonnateur de pôle est évalué une troisième fois. La troisième évaluation est initiée six mois après que la seconde évaluation ait été définitivement attribuée et la mention est attribuée endéans le mois qui suit ce délai. Elle ne peut être que « favorable » ou « défavorable ».

Si la première, la seconde ou, le cas échéant, la troisième évaluation définitivement attribuée est « défavorable », il est mis fin d'office à la désignation du coordonnateur de pôle.

Article 52octiesdecies - Nul ne peut être nommé à une fonction de coordonnateur de pôle territorial si l'emploi de cette fonction n'est pas occupé en fonction principale ».

Art. 43. Dans l'article 58 du même décret, il est inséré un point 10° rédigé comme suit :

« 10° dans l'hypothèse d'un rapport d'évaluation défavorable tel que visé à l'article 52sexdecies, § 2, alinéa 3 ».

SOUS-SECTION V

Dispositions modifiant le décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection

Art. 44. A l'article 5, du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est ajouté au paragraphe 1^{er} un 8° rédigé comme suit :

« 8° coordonnateur d'un pôle territorial » ;

2° il est ajouté au paragraphe 3 un 3° rédigé comme suit :

« 3° coordonnateur d'un pôle territorial ».

Art. 45. Dans le même décret, il est inséré un chapitre IIter intitulé « De la fonction de sélection de coordonnateur d'un pôle territorial ».

Art. 46. Dans le chapitre IIter inséré par l'article 51, il est inséré un article 7ter, rédigé comme suit :

« Art. 7ter. La fonction de sélection de coordonnateur d'un pôle territorial peut être exercée par un membre du personnel de l'enseignement maternel, primaire, fondamental ou secondaire, ordinaire ou spécialisé. ».

Art. 47. Dans l'article 8, § 1^{er}, du même décret, les mots « à l'exception des fonctions de coordinateur d'un pôle territorial et de coordinateur de centre de technologies avancées » sont insérés entre les termes « fonction de promotion ou de sélection » et « aux conditions suivantes ».

Art. 48. Dans le même décret, il est inséré un article 12sexies, rédigé comme suit :

« Article 12sexies. § 1^{er}. Pour être désignés à la fonction de sélection de coordonnateur d'un pôle territorial relevant de l'enseignement organisé par la Communauté française, les membres du personnel doivent :

1° être nommés ou engagés à titre définitif dans une fonction de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant, du personnel paramédical, du personnel social, du personnel psychologique et du personnel auxiliaire d'éducation au sein de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, de niveau fondamental ou secondaire, ordinaire ou spécialisé ;

2° être porteurs d'un titre de niveau bachelier au moins ;

3° répondre aux critères du profil de fonction visé au § 2 ;

4° compter trois années d'ancienneté dans l'enseignement spécialisé ;

5° être titulaires du brevet visé à l'article 21quater ou s'engager à suivre une formation permettant d'en disposer dans les deux années de la prise de fonction.

A défaut de candidat répondant à la condition visée à l'alinéa 1^{er}, les membres du personnel désignés à titre temporaire dans une fonction visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, ou désignés en qualité de membre du personnel technique des Centres psycho-médico-sociaux et/ou ne remplissant pas la condition visée au 4° peuvent également être désignés à la fonction de coordonnateur d'un pôle territorial.

§ 2. Le directeur de l'école siège informe le pouvoir organisateur de la vacance de l'emploi de coordonnateur de pôle.

Le profil de fonction pour le recrutement d'un coordonnateur de pôle est composé de deux parties :

- un profil générique sur proposition de la Commission permanente visée à l'article 22 ;

- un profil spécifique proposé par la commission de recrutement dans les quatre semaines qui suivent la communication de la vacance.

Le profil de fonction spécifique reprend aussi les critères principaux de sélection des candidats et la pondération attribuée à chacun d'eux. Il peut comprendre des conditions de désignation complémentaires, soit obligatoires, soit constituant un atout pour le poste à pourvoir.

Après approbation du profil, le pouvoir organisateur publie un appel à candidats pour cet emploi dans les deux mois de la communication de sa vacance. Si ce délai échoit durant une période de vacances scolaires, il est prolongé jusqu'à l'issue de la première semaine qui suit cette période de vacances.

§ 3. Pour chaque fonction à pourvoir, le pouvoir organisateur crée une Commission de recrutement dont il arrête la composition et les règles de fonctionnement. Les candidatures à une fonction de coordonnateur de pôle territorial sont examinées par la Commission de recrutement concernée. Elle remet un rapport motivé ainsi que son avis au pouvoir organisateur. Le pouvoir organisateur désigne le coordonnateur en qualité de temporaire.

§ 4. Dès l'entrée en fonction du coordonnateur de pôle, le directeur de l'école siège lui confie une lettre de mission approuvée préalablement par le pouvoir organisateur de l'école siège. Y sont spécifiées les missions du coordonnateur du pôle et les priorités qui lui sont assignées en fonction des besoins des écoles coopérantes du pôle.

La lettre de mission a une durée de six ans. Le contenu de la lettre de mission peut être modifié avant son échéance par le directeur en raison de l'évolution des besoins et du fonctionnement du pôle ou d'un commun accord entre le coordonnateur du pôle et le directeur. La lettre de mission modifiée est soumise à l'approbation du pouvoir organisateur.

§ 5. Le coordonnateur du pôle est évalué à au moins deux reprises avant de pouvoir être nommé à titre définitif. La première évaluation est initiée entre le 9^e mois effectif et la fin du 12^e mois effectif de la première année de la prise de fonction du coordonnateur de pôle. La seconde évaluation est initiée entre le 9^e mois effectif et la fin du 12^e mois effectif de la deuxième année. Si ce délai prend cours durant une période de vacances scolaires, sa prise de cours est reportée au premier jour qui suit cette période de vacances.

L'évaluation se fonde sur la lettre de mission et sur le bon suivi de la formation permettant de disposer du brevet visé à l'article 21quater si le coordonnateur du pôle n'en disposait pas avant sa désignation. Elle tient compte du contexte global dans lequel est amené à évoluer le coordonnateur du pôle et des moyens qui sont mis à sa disposition. Le modèle de rapport d'évaluation et ses modalités sont fixés par le gouvernement sur proposition de la Commission permanente visée à l'article 22.

La mention attribuée au terme de l'évaluation peut être « favorable », « réservé » ou « défavorable ».

Le rapport d'évaluation motivé du directeur de l'établissement siège du pôle territorial proposant l'une des mentions visées à l'alinéa 3 est soumis au coordonnateur du pôle qui dispose d'un délai de dix jours pour introduire une réclamation auprès du pouvoir organisateur. Dans les quinze jours de la réception du recours le pouvoir organisateur notifie sa décision au coordonnateur de pôle. En cas de mention « défavorable », le coordonnateur de pôle dispose d'un délai de vingt jours pour adresser un recours à l'encontre de son évaluation devant la Chambre de recours compétente.

La Chambre de recours dispose d'un délai de 45 jours pour rendre son avis sur la mention qui devrait être attribuée au coordonnateur de pôle.

Le pouvoir organisateur attribue la mention définitive au coordonnateur de pôle dans le mois de la réception de l'avis de la Chambre de recours. S'il omet de se prononcer dans le délai requis, la décision est réputée conforme à l'avis.

À défaut d'avoir été initiées dans les délais mentionnés à l'alinéa 1^{er}, les évaluations du coordonnateur du pôle sont réputées « favorables ».

§ 6. Si la première évaluation définitivement attribuée en application de la procédure prévue au paragraphe 5, est « réservé », la seconde évaluation ne peut être que « favorable » ou « défavorable ».

Si la seconde évaluation définitivement attribuée est « réservé », la désignation temporaire est prolongée d'office de six mois. Le coordonnateur de pôle est évalué une troisième fois. La troisième évaluation est initiée six mois après que la seconde évaluation a été définitivement attribuée et la mention est attribuée endéans le mois qui suit ce délai. Elle ne peut être que « favorable » ou « défavorable ».

Si la première, la seconde ou, le cas échéant, la troisième évaluation définitivement attribuée est « défavorable », il est mis fin d'office à la désignation du coordonnateur de pôle.

§ 7. Le pouvoir organisateur nomme le coordonnateur de pôle à titre définitif dans l'emploi vacant qu'il occupe après l'expiration d'un délai de deux ans, éventuellement prolongé de six mois en application du paragraphe 6 après que sa seconde ou, le cas échéant, troisième évaluation a été clôturée, s'il remplit les conditions suivantes :

- 1° être titulaire du brevet visé à l'article 21quater ;
- 2° ne pas avoir un rapport d'évaluation « défavorable » ;
- 3° être d'une conduite irréprochable.

Pour le calcul de la durée de deux ans, éventuellement prolongé de six mois, sont seuls pris en considération les services effectifs accomplis après la désignation, en ce compris les vacances annuelles, les congés prévus aux articles 5, 5bis et 7 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974, ainsi que les congés en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse et les congés de maternité prévus respectivement, au chapitre IIbis et au chapitre XIII du même arrêté royal du 15 janvier 1974. ».

Art. 49. Dans le chapitre IV du même décret, il est inséré un article 21quater, rédigé comme suit :

« Article 21quater. Les brevets de coordonnateur d'un pôle territorial, sont délivrés au terme de trois sessions de formation sanctionnées chacune par une épreuve distincte.

La première session de formation vise à développer chez les candidats :

1° des aptitudes relationnelles, en particulier la gestion des ressources humaines : communication interne et externe, prise de parole en public, prise de décision, animation des organes de concertation et de participation, gestion des conflits, techniques de négociation, techniques d'évaluation du personnel, conduite et motivation des groupes, intégration de l'action éducative des partenaires extérieurs aux pôles (écoles partenaires et coopérantes, parents, Centres PMS, SAI, Phare, Aviq...);

2° l'acquisition d'une méthode d'évaluation de sa propre action et de l'action du pôle territorial.

La deuxième session vise à développer chez les candidats des aptitudes pédagogiques et porte notamment sur les objectifs généraux de l'éducation, leur mise en œuvre, sur les concepts de l'inclusion scolaire et de la pédagogie universelle, la pédagogie différenciée, l'évaluation diagnostique, formative et sommative, les référentiels en lien avec le niveau d'enseignement du pôle territorial, les plans de formation des membres du personnel du pôle territorial aux formations en cours de carrière, obligatoires ou volontaires.

La troisième session vise à développer chez les candidats les aptitudes législatives et réglementaires, le développement de capacités de gestion administrative et informatique dans l'exercice de leur fonction.

Le contenu et les thèmes de la formation sont adaptés, en fonction du niveau d'enseignement concerné.

Le membre du personnel qui satisfait aux épreuves est titulaire du brevet en rapport avec la fonction ».

Art. 50. Dans l'article 22, § 2, du même décret, les mots « 21ter et 21 » sont remplacés par les mots « 21, 21ter et 21quater ».

Art. 51. Dans l'article 23 du même décret, les mots « 21ter et 21 » sont remplacés par les mots « 21, 21ter et 21quater ».

Art. 52. Dans l'article 24, alinéa 3, du même décret, les mots « 21 et 21^{ter} » sont remplacés par les mots « 21, 21^{ter} et 21^{quater} ».

SOUS-SECTION VI

Disposition modifiant le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement

Art. 53. A l'article 27, § 4, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement, il est inséré un 3^{ème} et dernier alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation aux paragraphes 1^{er} à 3, lorsque qu'une annexe au contrat d'objectifs a été établie au sein de l'école siège d'un pôle territorial, conformément à l'article 6.2.4.-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, le pouvoir organisateur de l'école siège organisée ou subventionnée par la Communauté française est tenu de modifier le contenu de la lettre de mission afin d'en assurer la cohérence avec la mise en œuvre des missions du pôle territorial et le(s) objectif(s) spécifique(s) repris dans cette annexe ».

SOUS-SECTION VII

Disposition modifiant le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française

Art. 54. A l'article 35 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « ou au sein de l'équipe pluridisciplinaire d'un pôle territorial constituée sur base de l'article 6.2.5-12 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire » sont insérés entre les mots « en application des articles 8^{bis} et 8^{ter} du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé » et les mots « et dans l'enseignement ordinaire en application du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « ou par une attestation visant l'expérience du membre du personnel dans la mise en œuvre de dispositifs d'intégration et/ou d'aménagements raisonnables, établie par l'employeur auprès duquel elle a été acquise » sont ajoutés après les mots « par un organisme de formation reconnu par le gouvernement ».

SOUS-SECTION VIII

Disposition modifiant le décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateur

Art. 55. Dans le décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs, il est inséré un titre IV/1 intitulé « Dispositions relatives aux membres du personnel accompagnant des pôles territoriaux ».

Art. 56. Dans le titre IV/1 du même décret, il est inséré un article 18/1 rédigé comme suit :

« Article 18/1. L'horaire de travail hebdomadaire des membres du personnel de l'enseignement spécialisé affectés aux pôles territoriaux, dans le cadre d'une fonction à prestations complètes, comporte 36 périodes. Cet horaire de travail, qui comprend également le service à l'école et aux élèves et le travail en et pour la classe, recouvre :

1° des missions relatives à l'accompagnement des écoles coopérantes du pôle territorial dans lequel ils sont affectés :

- a) informer les équipes éducatives sur les aménagements raisonnables et l'intégration permanente totale ;
- b) assurer le lien entre les différents partenaires qui jouent un rôle de soutien aux élèves, notamment afin de faciliter l'échange d'expériences ;
- c) accompagner et soutenir les membres de l'équipe éducative des écoles coopérantes dans l'organisation des aménagements raisonnables, notamment par le conseil ou la mise à disposition d'outils ;
- d) accompagner les écoles coopérantes dans l'élaboration de protocoles d'aménagements raisonnables lorsqu'une prise en charge individuelle de l'élève concerné par le pôle territorial s'avère nécessaire ;

2° des missions relatives à l'accompagnement des élèves inscrits dans les écoles coopérantes du pôle territorial dans lequel ils sont affectés :

- a) accompagner individuellement les élèves présentant des besoins spécifiques dans le cadre de la mise en œuvre des aménagements raisonnables si cela s'avère nécessaire au regard de leurs besoins et de leurs protocoles d'aménagements raisonnables ;
- b) accompagner individuellement les élèves présentant des besoins spécifiques sensori-moteurs nécessitant un suivi important dans le cadre de la mise en œuvre des aménagements raisonnables si cela s'avère nécessaire au regard de l'échelle des besoins visée à l'article 6.2.5-4 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;
- c) collaborer, pour les élèves pris en charge par le pôle territorial, à l'évaluation des protocoles d'aménagements raisonnables et, le cas échéant, à l'orientation vers l'enseignement spécialisé en cas d'insuffisance des aménagements raisonnables pour assurer un apprentissage adapté aux besoins spécifiques de l'élève ;
- d) accompagner les élèves à besoins spécifiques dans le cadre du dispositif d'intégration permanente totale pour les élèves issus de l'enseignement spécialisé ;

3° le travail collaboratif :

- a) avec les autres membres du personnel et le cas échéant le coordonnateur affectés dans le pôle territorial ;
- b) avec les membres du personnel des écoles coopérantes dans le cadre des composantes de l'horaire de travail précisées en 1° et 2° ;
- c) avec les autres partenaires du pôle territorial concernés par les besoins spécifiques des élèves, notamment les Centres PMS ;

4° le processus de formation en cours de carrière visé par le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire et le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière. ».

SOUS-SECTION IX

Dispositions modifiant la réglementation en matière de mise en disponibilité par défaut d'emploi et réaffectation dans l'enseignement subventionné

Art. 57. Au paragraphe 2 de l'article 11 de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécial, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « ou dans la structure d'un pôle territorial. » sont ajoutés après les mots « de la même fonction dans l'enseignement spécialisé » ;

2° à l'alinéa 3, les mots « ou dans la structure d'un pôle territorial. » sont ajoutés après les mots « dans l'enseignement ordinaire ».

Art. 58. Au paragraphe 2 de l'article 11 de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécial, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré entre les alinéas 1 et 2 un nouvel alinéa rédigé comme suit : « Les obligations de réaffectation et de remise au travail ne peuvent également conduire à l'obligation, pour le pouvoir organisateur de confier, ni pour le membre du personnel mis en disponibilité d'accepter, un emploi vacant dans la structure d'un pôle territorial, sauf si le membre du personnel y bénéficie déjà d'un engagement à titre définitif » ;

2° à l'alinéa 2, devenu alinéa 3, les mots « ou une remise au travail » sont insérés entre les mots « une réaffectation » et les mots « doit justifier ce refus ».

Art. 59. A l'alinéa 2 du paragraphe 2 de l'article 8 de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique officiels subventionnés, les mots « ou dans la structure d'un pôle territorial » sont ajoutés entre les mots « dans l'enseignement spécialisé, » et les mots « dans l'enseignement de promotion sociale ».

Art. 60. Au § 1^{er}, alinéa 4, de l'article 12 du même arrêté, les mots « ou dans la structure d'un pôle territorial » sont ajoutés entre les mots « dans l'enseignement spécialisé, » et les mots « dans l'enseignement de promotion sociale ».

Art. 61. A l'article 12, § 6, de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique libres subventionnés, il est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2^{ème} un nouvel alinéa rédigé comme suit : « La réaffectation ne peut conduire à l'obligation, pour le pouvoir organisateur de confier, ni pour le membre du personnel d'accepter, un emploi vacant dans la structure du pôle, sauf si le membre du personnel y bénéficie déjà d'un engagement à titre définitif ».

Art. 62. A l'article 14, § 4, alinéa 2, du même arrêté, les mots « ou dans la structure d'un pôle territorial, » sont ajoutés entre les mots « dans l'enseignement spécialisé, » et les mots « dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ».

Art. 63. A l'article 5, paragraphe 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné, les mots « la structure d'un pôle territorial, » sont ajoutés entre les mots « l'enseignement secondaire, ordinaire et spécialisé, » et les mots « l'enseignement de promotion sociale, ».

Art. 64. A l'article 11, paragraphe 3, alinéa 2, de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale libre subventionné, les mots « dans la structure d'un pôle territorial, » sont ajoutés entre les mots « dans l'enseignement spécialisé » et les mots « ou dans l'enseignement à horaire réduit ».

CHAPITRE III

Dispositions transitoires

SECTION PREMIERE

De la mise en place des pôles territoriaux

SOUS-SECTION PREMIERE

De l'octroi et de la répartition des moyens entre les pôles territoriaux et les écoles d'enseignement spécialisé durant les années scolaires 2021-2022 à 2025-2026

Art. 65. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 6.2.5-3 et 6.2.5-5 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, tel qu'introduits par l'article 1^{er}, les moyens suivants sont prévus :

1° pour l'année scolaire 2021-2022 : un montant 92.200.000 euros ;

2° pour l'année scolaire 2022-2023 : un montant 90.200.000 euros ;

3° pour l'année scolaire 2023-2024 : un montant 88.100.000 euros ;

4° pour l'année scolaire 2024-2025 : un montant 86.100.000 euros ;

5° pour l'année scolaire 2025-2026 : un montant 80.900.000 euros.

Ces moyens sont affectés :

1° aux traitements, subventions-traitements, dotations de fonctionnement et subvention de fonctionnement des pôles territoriaux créés en application de l'article 67 ;

2° le solde est affecté à la prise en charge des élèves qui bénéficient, avant le 2 septembre 2020, de l'intégration permanente totale en application de l'article 132 du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

§ 2. Au cours de l'année scolaire 2021-2022, l'ensemble des coordonnateurs des pôles territoriaux à créer en application de l'article 63 sont soit recrutés à partir du 1^{er} septembre 2021, soit recrutés à partir du 1^{er} janvier 2022. Les moyens destinés à financer ces recrutements sont prélevés dans le budget visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°.

Les coordonnateurs de pôle recrutés au 1^{er} septembre 2021 le sont pour la seule durée de l'année scolaire 2021-2022.

Dans l'attente du lancement de l'appel prévu respectivement aux articles 54*quindécies* du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné, 44*decies*/4 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné et 12*sexies*, §2, du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, le pouvoir organisateur procède à leur recrutement selon une procédure similaire à celle fixée respectivement aux articles 54*sexdecies* du décret du 1^{er} février 1993, 44 *decies*/5 du décret du 6 juin 1994 et 28, §3 du décret du 4 janvier 1999.

Les coordonnateurs de pôle recrutés à partir du 1^{er} janvier 2022 le sont conformément aux dispositions des articles 54*duodécies* du décret du 1^{er} février 1993, 44*decies*/1 du décret du 6 juin 1994 et 12*sexies* du décret du 4 janvier 1999.

Un budget de 3.710.000 euros est prélevé du budget visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, et est destiné à financer l'accompagnement des élèves disposant d'un protocole d'aménagements raisonnables visé à l'article 1.7.8-1, § 4, alinéa 6, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et dont les besoins spécifiques rendent l'accompagnement individuel nécessaire au regard de leurs besoins et de leurs protocoles d'aménagements raisonnables.

Ce budget est converti en périodes. Ces périodes sont réparties entre les écoles sièges désignés par le gouvernement pour créer un pôle territorial en application de l'article 73 proportionnellement au nombre d'élèves de l'enseignement ordinaire régulièrement inscrits dans les futures écoles coopérantes de chaque pôle territorial. Les services du gouvernement attribuent ces périodes à l'école siège à partir du recrutement effectif d'un coordonnateur en son sein conformément à l'alinéa 1^{er}, lequel est chargé d'assurer la répartition des moyens entre les élèves relevant des futures écoles coopérantes.

Un budget de 400.000 euros est prélevé du budget visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, et est destiné à financer l'octroi de périodes dérogatoires par le gouvernement lorsque l'école d'enseignement spécialisé et l'école d'enseignement ordinaire qui sont partenaires de l'intégration sont situées à au moins 40 km l'une de l'autre.

Le solde du budget visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, est converti en périodes d'accompagnement par les services du gouvernement.

Ces périodes sont réparties entre les élèves de l'enseignement fondamental ou secondaire qui sont entrés en intégration permanente totale au plus tard avant le 2 septembre 2020 en application de l'article 132 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

Ces périodes sont octroyées à l'école d'enseignement spécialisé dont relève le personnel d'accompagnement en charge de l'élève concerné. Le nombre de périodes octroyé à l'école d'enseignement spécialisé est arrondi à l'unité la plus proche.

Le personnel d'accompagnement est choisi en tenant compte de la spécificité des types et des besoins de l'enfant tels que définis à l'article 8 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

Les dotations ou subventions de fonctionnement relatives aux élèves en intégration permanente totale dans le 3e degré de l'enseignement secondaire sont dues à l'école d'enseignement spécialisé et non à l'école d'enseignement ordinaire dans laquelle est scolarisé l'élève concerné. En contrepartie, l'école d'enseignement spécialisé doit mettre à la disposition de l'école d'enseignement ordinaire le matériel spécifique nécessaire à l'élève intégré dans les limites des moyens octroyés.

Pour chaque élève relevant de l'enseignement secondaire spécialisé de type 8, l'accompagnement est assuré par du personnel de l'enseignement secondaire spécialisé de type 8 ou par du personnel de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 ou de forme 4.

§ 3. Pour l'application du paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 1°, le nombre global des points est calculé pour les années scolaires 2022-2023 à 2024-2025 en appliquant la formule suivante :

$$Ntr = [N / 100] \times 30$$

Dans cette formule :

« Ntr » désigne le nombre de points à répartir entre les pôles territoriaux pour l'année scolaire concernée ;

« N » désigne le nombre global de points fixés à l'article 6.2.5-3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Pour l'application du paragraphe 1^{er}, 5°, la formule suivante est appliquée pour l'année scolaire 2025-2026 :

$$N25-26 = [N / 100] \times 35$$

Dans cette formule :

« N25-26 » désigne le nombre de points à répartir entre les pôles territoriaux pour l'année scolaire concernée ;

« N » désigne le nombre global de points fixés à l'article 6.2.5-3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Pour l'ensemble des années scolaires concernées, le nombre global de points est réparti entre les pôles territoriaux proportionnellement au nombre d'élèves inscrits dans l'enseignement ordinaire organisé ou subventionné par la Communauté française en appliquant le principe visé à l'article 6.2.5-3, §3.

Il n'est pas fait application de l'article 6.2.5-3, § 1^{er}, alinéa 2 et § 2, lors des années scolaires visées par la présente disposition.

§ 4. Pour l'application du paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2°, durant les années scolaires 2022-2023 à 2025-2026, le solde du budget est converti en périodes d'accompagnement par les services du gouvernement.

Ces périodes sont réparties entre les élèves de l'enseignement fondamental ou secondaire qui sont entrés en intégration permanente totale au plus tard avant le 2 septembre 2020 en application de l'article 132 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

Ces périodes sont octroyées :

1° soit à l'école d'enseignement spécialisé dont relève le personnel d'accompagnement en charge de l'élève concerné :

a) lorsqu'elle n'est pas l'école siège ou l'école partenaire du pôle territorial avec lequel l'école d'enseignement ordinaire a conclu une convention de coopération ;

b) lorsqu'elle n'a pas conclu de convention de partenariat spécifique avec un pôle territorial pour la prise en charge de l'élève concerné ;

2° soit au pôle territorial concerné :

a) lorsque l'école d'enseignement spécialisé concernée est l'école siège ou une école partenaire du pôle territorial avec lequel l'école d'enseignement ordinaire a conclu une convention de coopération ;

b) lorsque l'école d'enseignement spécialisé concernée a conclu une convention de partenariat spécifique avec le pôle territorial pour la prise en charge de l'élève concerné.

Ces périodes sont attribuées au pôle territorial et converties en points. Une période équivaut à 22 points.

Le nombre de périodes octroyé à l'école d'enseignement spécialisé ou au pôle territorial est arrondi à l'unité la plus proche.

Le personnel d'accompagnement est choisi en tenant compte de la spécificité des types et des besoins de l'enfant tels que définis à l'article 8 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

Lorsque les périodes sont octroyées à l'école d'enseignement spécialisé conformément à l'alinéa 3, 1° :

1° les dotations ou subventions de fonctionnement relatives aux élèves en intégration permanente totale dans le 3e degré de l'enseignement secondaire sont dues à l'école d'enseignement spécialisé et non à l'école d'enseignement ordinaire dans laquelle est scolarisé l'élève concerné. En contrepartie, l'école d'enseignement spécialisé doit mettre à la disposition de l'école d'enseignement ordinaire le matériel spécifique nécessaire à l'élève intégré dans les limites des moyens octroyés ;

2° pour chaque élève relevant de l'enseignement secondaire spécialisé de type 8, l'accompagnement est assuré par du personnel de l'enseignement secondaire spécialisé de type 8 ou par du personnel de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 ou de forme 4.

Art. 66. § 1^{er}. Pour l'année scolaire 2021-2022 et par dérogation à l'article 6.2.5-5, alinéa 2, un montant annuel de 9.100.000 euros est affecté à l'accompagnement des élèves en intégration permanente totale dans le 3e degré de l'enseignement secondaire avant le 2 septembre 2020 en application de l'article 132 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé et qui relèvent de l'enseignement spécialisé de type 4, 6 ou 7. Ces moyens sont octroyés pour chaque élève à l'école d'enseignement spécialisé en charge de l'élève à concurrence de 8 périodes et à l'école d'enseignement ordinaire en charge de l'élève à concurrence de 8 périodes.

Pour les années scolaires 2022-2023 à 2025-2026 et par dérogation aux articles 6.2.5-4 et 6.2.5-5, alinéa 2, un montant annuel de 9.100.000 euros est affecté à l'accompagnement :

1° des élèves qui présentent des besoins spécifiques sensori-moteurs nécessitant un suivi important visé à l'article 6.2.3-1, alinéa 2, 2°, b) ;

2° des élèves en intégration permanente totale dans le 3e degré de l'enseignement secondaire avant le 2 septembre 2020 en application de l'article 132 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé et qui relèvent de l'enseignement spécialisé de type 4, 6 ou 7.

Pour l'application de l'alinéa 2, 1°, il est octroyé au pôle territorial entre 44 et 352 points complémentaires pour l'élève concerné en fonction des conclusions de l'évaluation visée à l'article 6.2.5-4, alinéa 2.

Pour l'application de l'alinéa 2, 2°, ces moyens sont octroyés à chaque élève selon les modalités suivantes :

1° soit à l'école d'enseignement spécialisé en charge de l'élève à concurrence de 8 périodes et à l'école d'enseignement ordinaire en charge de l'élève à concurrence de 8 périodes :

a) lorsque l'école d'enseignement spécialisé concernée n'est pas l'école siège ou l'école partenaire du pôle territorial avec lequel l'école d'enseignement ordinaire a conclu une convention de coopération ;

b) lorsqu'elle n'a pas conclu de convention de partenariat spécifique avec un pôle territorial pour la prise en charge de l'élève concerné ;

2° soit au pôle territorial concerné à concurrence de 352 points complémentaires :

a) lorsque l'école d'enseignement spécialisé en charge de l'élève est l'école siège ou une école partenaire avec lequel l'école d'enseignement ordinaire a conclu une convention de coopération ;

b) lorsque l'école d'enseignement spécialisé concernée a conclu une convention de partenariat spécifique avec le pôle territorial pour la prise en charge de l'élève concerné.

Le gouvernement fixe les modalités et conditions de répartition pour les moyens visés au présent paragraphe.

§ 2. Pour l'année scolaire 2021-2022, il est accordé pour chaque élève entré en intégration permanente totale entre le 2 septembre 2020 et le 31 août 2021 :

1° soit 4 périodes à l'école d'enseignement spécialisé en charge d'un élève en intégration permanente totale ;

2° soit 16 périodes pour les élèves en intégration permanente totale qui relèvent de l'enseignement spécialisé de type 4, 6 ou 7 et qui sont intégrés dans le 3e degré de l'enseignement secondaire. Ces périodes sont réparties à concurrence de 8 périodes pour l'école de l'enseignement spécialisé en charge de l'élève et de 8 périodes pour l'école d'enseignement ordinaire en charge de l'élève.

Durant les années scolaires 2022-2023 à 2025-2026, il est accordé pour chaque élève entré en intégration permanente totale entre le 2 septembre 2020 et le 31 août 2022 :

1° soit 88 points complémentaires au pôle territorial lorsque l'école d'enseignement spécialisé en charge de l'élève est l'école siège ou une école partenaire du pôle territorial avec lequel l'école d'enseignement ordinaire a conclu une convention de coopération ;

2° soit 352 points complémentaires au pôle territorial lorsque l'école d'enseignement spécialisé en charge de l'élève est l'école siège ou une école partenaire du pôle territorial et que les élèves relèvent de l'enseignement spécialisé de type 4, 6 ou 7 et sont intégrés dans le 3e degré de l'enseignement secondaire ;

3° soit 4 périodes à l'école d'enseignement spécialisé en charge d'un élève en intégration permanente totale lorsque l'école d'enseignement spécialisé n'est pas l'école siège ou l'école partenaire du pôle territorial avec lequel l'école d'enseignement ordinaire a conclu une convention de coopération;

4° soit 16 périodes pour les élèves en intégration permanente totale qui relèvent de l'enseignement spécialisé de type 4, 6 ou 7 et qui sont intégrés dans le 3e degré de l'enseignement secondaire lorsque l'école d'enseignement spécialisé n'est pas l'école siège ou l'école partenaire d'un pôle territorial. Ces périodes sont réparties à concurrence de 8 périodes pour l'école de l'enseignement spécialisé en charge de l'élève et de 8 périodes pour l'école d'enseignement ordinaire en charge de l'élève.

SOUS-SECTION II

De la création des pôles territoriaux

Art. 67. § 1^{er}. Les pôles territoriaux sont créés à partir du 1^{er} septembre 2022.

Sur la base d'un modèle de dossier de candidature mis à disposition par les services du gouvernement, les pouvoirs organisateurs d'écoles d'enseignement spécialisé qui souhaitent organiser un pôle territorial communiquent leur dossier de candidature aux services du gouvernement pour le 1^{er} octobre 2021 au plus tard. Ce dossier reprend les éléments suivants :

- 1° l'identification de l'école siège ;
- 2° l'identification des éventuelles écoles partenaires et de leur pouvoir organisateur ;
- 3° l'identification des écoles coopérantes et de leur pouvoir organisateur ;

Lorsque le dossier de candidature comprend une ou plusieurs demandes de dérogations visées aux articles 6.2.2-4, § 1^{er}, dernier alinéa, et 6.2.2-6, § 1^{er}, alinéa 3, l'avis du ou des conseils généraux est repris dans ledit dossier.

Pour l'application de l'alinéa 2, 2°, et par dérogation à l'article 6.2.2-4, § 1^{er}, le dossier de candidature reprend, le cas échéant, un engagement ferme du pouvoir organisateur de l'école siège et de tous les pouvoirs organisateurs des écoles d'enseignement spécialisé à conclure la convention de partenariat ou de partenariat spécifique. Ces conventions sont conclues dans un délai de trois mois à partir du moment où l'arrêté fixant les modèles visés aux articles 6.2.2-4, § 1^{er}, alinéa 4 et 6.2.2-5, dernier alinéa, est publié au *Moniteur belge*. A défaut d'être conclues dans ce délai, le gouvernement met en place une procédure de conciliation entre les pouvoirs organisateurs concernés en vue de permettre la conclusion de cette convention. Lorsque l'école siège et les écoles partenaires sont organisées par un même pouvoir organisateur, celui-ci communique la liste des écoles partenaires du pôle territorial dans les ressorts mis en place conformément à l'article 6.2.2-8, dans son dossier de candidature.

Pour l'application de l'alinéa 2, 3°, et par dérogation à l'article 6.2.2-6, § 1^{er}, le dossier de candidature reprend un engagement ferme du pouvoir organisateur de l'école siège et de tous les pouvoirs organisateurs des écoles d'enseignement ordinaire à conclure une convention de coopération. Ces conventions sont conclues dans un délai de trois mois à dater de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté fixant le modèle visé à l'article 6.2.2-6, § 1^{er}, alinéa 2. A défaut d'être conclues dans ce délai, le gouvernement met en place une procédure de conciliation entre les pouvoirs organisateurs concernés en vue de permettre la conclusion de cette convention. Lorsque l'école siège et les écoles coopérantes sont organisées par un même pouvoir organisateur, celui-ci communique les ressorts mis en place conformément à l'article 6.2.2-8 dans son dossier de candidature. Ces ressorts sont communiqués dans un délai de trois mois à dater de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté fixant le modèle visé à l'article 6.2.2-8, alinéa 2.

§ 2. Les pouvoirs organisateurs d'écoles de l'enseignement spécialisé qui souhaitent introduire leur candidature peuvent solliciter, selon le cas, le soutien de la fédération de pouvoirs organisateurs à laquelle ils sont affiliés ou avec laquelle ils sont conventionnés ou de Wallonie-Bruxelles Enseignement pour les écoles subventionnées qui lui sont conventionnées. Ce soutien consiste, notamment :

- 1° en un support pour établir le dossier de candidature ;
- 2° en une mise en relation avec des écoles partenaires potentielles. Ces écoles peuvent relever, le cas échéant, de réseaux d'enseignement différents ;
- 3° en une mise en relation avec des écoles coopérantes potentielles. Ces écoles peuvent relever, le cas échéant, de réseaux d'enseignement différents.

Dans le cadre de cette mission de soutien, Wallonie-Bruxelles Enseignement et l'ensemble des Fédérations de pouvoirs organisateurs veillent à collaborer afin de faciliter la mise en relation des écoles de l'enseignement spécialisé candidates avec les écoles de l'enseignement ordinaire. Dans ce cadre, Wallonie-Bruxelles Enseignement et l'ensemble des Fédérations de pouvoirs organisateurs orientent les écoles de l'enseignement ordinaire vers des pôles territoriaux qui sont susceptibles d'établir une coopération avec elles.

§ 3. Le pouvoir organisateur de l'école candidate doit avoir conclu une coopération conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 5, avec des écoles de l'enseignement ordinaire qui comptent ensemble, au 15 janvier 2021 la date de création du pôle territorial, au moins 12.300 élèves inscrits.

Le gouvernement arrête, pour chaque zone, une liste reprenant les différents pôles territoriaux, leur structure et les écoles coopérantes et les pouvoirs organisateurs qui en dépendent. Les services du gouvernement publient sur le site internet de référence la liste des pôles territoriaux, leur structure, les pouvoirs organisateurs impliqués et les écoles partenaires et coopérantes.

Par dérogation à l'article 6.2.2-3, alinéa 1^{er}, le pôle est créé jusqu'à l'échéance du contrat d'objectifs de l'école siège. Le pouvoir organisateur de l'école siège peut ensuite décider de renouveler le pôle territorial dans le respect des conditions de renouvellement. Lorsque le pouvoir organisateur du pôle créé en vertu de la présente disposition n'a pas encore conclu de contrat d'objectifs pour son école siège, la durée du pôle est prolongée jusqu'à l'échéance du futur contrat d'objectifs.

SOUS-SECTION III

De la déclaration de vacance d'emploi durant la période de constitution du pôle territorial

Art. 68. Lors de la constitution des pôles visée à l'article 67, les emplois générés au sein de ceux-ci ne peuvent être déclarés vacants qu'au terme de la période de cinq années scolaires s'écoulant de 2021-2022 à 2025-2026.

Durant cette période, les membres du personnel définitifs recrutés au sein d'un emploi généré par la structure des pôles territoriaux restent titulaires de l'emploi dans lequel ils sont nommés ou engagé à titre définitif, le cas échéant auprès de leur pouvoir organisateur d'origine.

Art. 69. Durant la période de constitution du pôle visée à l'article 65, les emplois générés dans le cadre de l'intégration permanente totale, visés à l'article 132 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, ne peuvent donner lieu à une déclaration de vacance d'emploi et à une nomination ou à un engagement à titre définitif dans l'école siège et les écoles partenaires au pôle.

SECTION II

De la modification des contrats d'objectifs des écoles impliquées dans la création des pôles territoriaux

Art. 70. § 1^{er}. Les écoles de l'enseignement spécialisé qui sont désignées comme écoles siège d'un pôle territorial en application de l'article 67 sont tenues d'intégrer l'annexe relative au pôle territorial visée à l'article 6.2.4-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire dans leur plan de pilotage si elles n'ont pas conclu leur contrat d'objectifs conformément à l'article 1.5.2-5 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire avant le 1^{er} septembre 2022.

Par dérogation à l'article 6.2.4-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, il n'est pas tenu compte des avis visés à l'article 1.5.3-1, § 2, 12^o, pour l'élaboration de l'année relative au pôle territorial.

§ 2. Les écoles de l'enseignement spécialisé qui sont désignées comme écoles sièges d'un pôle territorial en application de l'article 67 sont tenues d'initier une modification de leur contrat d'objectifs afin d'y intégrer l'annexe relative au pôle territorial si elles ont conclu leur contrat d'objectifs conformément à l'article 1.5.2-5 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire avant le 1^{er} septembre 2022.

Le directeur de l'école siège propose une modification du contrat d'objectifs pour le 1^{er} décembre 2022. À défaut d'être envoyée dans ce délai, il est fait application de l'article 1.5.2-8 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.

Par dérogation à l'article 6.2.4-1, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, l'annexe relative au pôle territorial est établie par le directeur de l'école siège avec l'appui du coordonnateur de pôle et, en collaboration avec l'équipe pluridisciplinaire du pôle, en tenant compte du contexte spécifique du pôle et de ses écoles coopérantes, des lignes directrices fixées par le pouvoir organisateur de l'école siège et des moyens disponibles. Cette annexe relative au pôle territorial fait l'objet d'un avis des organes locaux de concertation sociale et d'un dialogue concerté avec les différents pouvoirs organisateurs des écoles siège et partenaires impliqués dans le pôle territorial.

Dans les 15 jours calendrier du dépôt de la proposition de modification du contrat d'objectifs, le délégué au contrat d'objectifs analyse cette modification avec le directeur et le pouvoir organisateur.

S'il estime cette modification conforme aux objectifs d'amélioration et, le cas échéant, aux objectifs particuliers visés à l'article 1.5.2-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, il soumet le contrat d'objectifs modifié à la signature du directeur de zone. Au besoin, la lettre de mission du directeur est modifiée conformément aux articles 26 et 27 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et des directrices dans l'enseignement.

Si la proposition de modification du contrat d'objectifs n'est pas jugée en adéquation aux objectifs d'amélioration et, le cas échéant, aux objectifs particuliers visés à l'article 1.5.2-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, le délégué au contrat d'objectifs émet des recommandations motivées à l'attention du directeur et du pouvoir organisateur afin que le contrat d'objectifs soit adapté. Les recommandations formulées s'inscrivent dans le respect de la liberté du pouvoir organisateur en matière de méthodes pédagogiques.

Le directeur et, s'il est recruté le coordonnateur de pôle, en collaboration avec l'équipe pluridisciplinaire du pôle territorial adapte la proposition d'annexe spécifique au pôle territorial. Il la soumet pour avis aux organes locaux de concertation sociale et à l'approbation du pouvoir organisateur.

La proposition de modification du contrat d'objectifs adaptée est renvoyée au délégué au contrat d'objectifs dans un délai de 20 jours ouvrables scolaires à partir de la notification des recommandations du délégué au contrat d'objectifs. Le délégué au contrat d'objectifs dispose ensuite de 10 jours calendrier pour procéder à une nouvelle analyse de son adéquation aux objectifs visés à l'article 1.5.2-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.

S'il estime cette modification conforme aux objectifs d'amélioration et, le cas échéant, aux objectifs particuliers visés à l'article 1.5.2-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, il soumet le contrat d'objectifs modifié à la signature du directeur de zone. Au besoin, la lettre de mission du directeur est modifiée conformément aux articles 26 et 27 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et des directrices dans l'enseignement.

En cas de désaccord persistant entre une école et le délégué au contrat d'objectifs sur le projet d'annexe spécifique au pôle territorial à annexer au contrat d'objectifs, l'école peut saisir, sur la base d'une demande motivée, une instance collégiale composée du Délégué coordonnateur et du directeur de zone concerné dans le délai prévu par le présent article pour l'adaptation du contrat d'objectifs. Le cas échéant, cette instance peut adapter les recommandations du délégué au contrat d'objectifs et prolonger le délai laissé à l'école pour s'y conformer.

CHAPITRE IV

Dispositions finales

Art. 71. L'article 65, §§ 1^{er}, alinéas 1^{er}, 1^o, et 2, et l'article 67, §§ 1^{er}, alinéas 2 à 5, et 2, produisent leurs effets le jour de l'adoption du présent décret.

Art. 72. L'article 4 entre en vigueur le 1^{er} septembre 2022.

Art. 73. Sauf en ce qui concerne l'entrée en vigueur prévue aux articles 71 et 72, le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2021.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 17 juin 2021.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance,
de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—
Note

Session 2020-2021

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 245-1. – Amendement(s) en commission, n° 245-2 - Rapport de commission, n° 245-3 - Texte adopté en commission, n° 245-4 – Amendement(s) en séance, n°245 - Texte adopté en séance plénière, n° 245-6

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 16 juin 2021.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/31947]

17 JUNI 2021. — Decreet houdende oprichting van territoriale polen belast met de ondersteuning aan scholen voor gewoon onderwijs in de uitvoering van redelijke aanpassingen en volledige permanente integratie

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I

Invoeging van een Titel II betreffende de territoriale polen belast met de ondersteuning van scholen voor gewoon onderwijs in de uitvoering van redelijke aanpassingen en volledige permanente integratie

Artikel 1. In het Boek 6 van het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs wordt een Titel 2 ingevoegd, luidend als volgt: "Territoriale polen belast met de ondersteuning aan scholen voor gewoon onderwijs in de uitvoering van redelijke aanpassingen en volledige permanente integratie", waarvan de inhoud volgt:

"TITEL II. — Territoriale polen belast met de ondersteuning aan scholen voor gewoon onderwijs in de uitvoering van redelijke aanpassingen en volledige permanente integratie

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 6.2.1-1 – In het kader van deze titel wordt verstaan onder:

1° samenwerkingsovereenkomst: de overeenkomst bedoeld in artikel 6.2.2-6 die een samenwerkende school aan een territoriale pool verbindt;

2° partnerschapsovereenkomst: de overeenkomst bedoeld in artikel 6.2.2-4 die één of meer partnerscholen aan een territoriale pool verbindt;

3° samenwerkende school: de school voor gewoon onderwijs waarvan de inrichtende macht een samenwerkingsovereenkomst gesloten heeft met de inrichtende macht van de territoriale pool of waarvan de samenwerking bepaald wordt door zijn inrichtende macht bij de vaststelling van het ambtsgebied van de territoriale pool;

4° partnerschool: de school voor gespecialiseerd onderwijs waarvan de inrichtende macht een partnerschapsovereenkomst gesloten heeft met de inrichtende macht van de territoriale pool of waarvan het partnerschap bepaald wordt door zijn inrichtende macht bij de vaststelling van het ambtsgebied van een territoriale pool;

5° hoofdschool: de school voor gespecialiseerd onderwijs organiseert een territoriale pool overeenkomstig artikel 6.2.2-1;

6° sensomotorische specifieke behoeften: de specifieke behoeften bedoeld in artikel 1.3.1-1, 5°, permanent of semipermanent als gevolg van lichamelijke beperkingen, visuele beperkingen of gehoorbeperkingen;

7° ambtsgebied: het geheel van partner- of samenwerkende scholen die ressorteren onder een territoriale pool georganiseerd door één enkele inrichtende macht bedoeld in artikel 6.2.2-8.

HOOFDSTUK II. — *Structuur van de territoriale polen**Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

Artikel 6.2.2-1. Een territoriale pool belast met de ondersteuning van scholen voor gewoon onderwijs in de uitvoering van redelijke aanpassingen en volledige permanente integratie is een structuur die geplaatst wordt onder de verantwoordelijkheid van de inrichtende macht van een school georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap van het gespecialiseerd onderwijs, "hoofdschool" genoemd, die eventueel samenwerkt met één of meer andere scholen voor gespecialiseerd onderwijs, "partnerscholen" genoemd en die de opdrachten uitoefenen zoals bedoeld in artikel 6.2.3-1 in de scholen voor gewoon onderwijs, "samenwerkende scholen" genoemd.

Alle scholen voor gewoon onderwijs zijn ertoe gehouden samen te werken met een territoriale pool.

Deze samenwerking wordt bepaald in de samenwerkingsovereenkomst en/of door de vaststelling van een ambtsgebied.

Een school voor gespecialiseerd onderwijs kan niet de hoofdschool of de partnerschool van meer dan één territoriale pool zijn.

De territoriale pool en haar hoofdschool, partnerscholen en samenwerkende scholen kunnen worden georganiseerd door afzonderlijke inrichtende machten, die onder afzonderlijke onderwijsnetwerken en -niveaus vallen.

Artikel 6.2.2-2. De territoriale pool wordt onder de verantwoordelijkheid van de inrichtende macht van de hoofdschool geplaatst. De pool heeft een coördinator en een multidisciplinair team, die onder het gezag van de directeur van de hoofdschool geplaatst worden.

Artikel 6.2.2-3. De territoriale pool wordt samengesteld voor een periode van zes jaar die begint te lopen op de datum van de sluiting van de doelstellingenovereenkomst van de hoofdschool. Zij kan worden hernieuwd in overeenstemming met artikel 6.2.5-7.

De inrichtende macht die beslist om de territoriale pool die ze organiseert niet te hernieuwen, brengt de inrichtende machten van haar partnerscholen en samenwerkende scholen evenals de diensten van de regering minstens één jaar voor de vervaldatum van haar overeenkomst op de hoogte. Bij gebreke daarvan wordt de territoriale pool hernieuwd overeenkomstig artikel 6.2.5-7 voor de duur van de nieuwe doelstellingenovereenkomst van de hoofdschool.

Afdeling 2. — Partnerschap tussen de territoriale pool en de partnerscholen

Artikel 6.2.2-4. §1. De inrichtende macht van de territoriale pool kan, in voorkomend geval, een partnerschapsovereenkomst sluiten met één of meer inrichtende machten van partnerscholen gevestigd in dezelfde zone.

Deze overeenkomst wordt gesloten door het geheel van de inrichtende machten die betrokken zijn bij de territoriale pool en bevat ten minste de volgende elementen:

1° de identificatie van de inrichtende macht van de territoriale pool en van haar hoofdschool;

2° de identificatie van de partnerschool(en) en van haar inrichtende macht(en);

3° de nadere regels voor de samenwerking tussen de inrichtende machten en tussen de territoriale pool en de partnerscholen, met inbegrip van de nadere regels voor de raadpleging van de partijen, het nemen van beslissingen en het oplossen van geschillen;

4° de algemene nadere regels voor de samenwerking met de samenwerkende scholen, met inbegrip van de nadere regels voor het oplossen van geschillen;

5° de algemene nadere regels voor de samenwerking met partners buiten de territoriale pool, inzonderheid de PMS-centra bevoegd voor de samenwerkende scholen van de territoriale pool;

6° de organisatorische keuze gemaakt met toepassing van artikel 6.2.6-1, § 2, eerste lid, voor wat betreft het beheer van het personeel van de territoriale pool;

7° de nadere regels voor de informatie en de samenwerking met de ouders van leerlingen bij wie de pool optreedt;

Deze overeenkomst is van toepassing voor het geheel van de periode van de samenstelling van de pool bedoeld in artikel 6.2.2-3. Een school voor gespecialiseerd onderwijs kan de territoriale pool niet integreren als partnerschool tijdens de periode van de samenstelling van de pool bedoeld in artikel 6.2.2-3.

De regering bepaalt het model van de overeenkomst bedoeld in het eerste lid. De partnerschapsovereenkomst wordt bezorgd aan de diensten van de regering volgens de nadere regels vastgesteld door de regering. Ze wordt ook ter beschikking gesteld van de samenwerkende scholen van de territoriale pool en van de PMS-centra die ervan afhangen.

In afwijking van het eerste lid kan de regering, op advies van de algemene raad (en) bevoegd voor het (de) georganiseerde onderwijsniveau(s), het sluiten van een partnerschap toelaten tussen de inrichtende macht van de territoriale pool en de inrichtende macht van een school voor gespecialiseerde onderwijs gelegen in twee aaneengesloten zones. Daartoe dient de inrichtende macht van de territoriale pool een met redenen omkleed verzoek in, in voorkomend geval ondertekend door de twee betrokken inrichtende machten. Voor de toepassing van deze bepaling wordt de zone Brussel geacht aaneengesloten te zijn met de zone Waals-Brabant.

§ 2. Met het oog op een partnerschap met een territoriale pool dient de inrichtende macht van een school voor gespecialiseerd onderwijs een partnerschapsaanvraag in bij de inrichtende macht van de opgerichte of in oprichting zijnde territoriale pool van haar keuze.

Elke weigering van partnerschap moet worden gemotiveerd door de inrichtende macht van de opgerichte of in oprichting zijnde territoriale pool. Wallonie-Bruxelles Enseignement kan niet weigeren een partnerschap te sluiten.

De inrichtende macht van de school voor gespecialiseerd onderwijs kan een beroep aantekenen bij de regering voor de weigering om een partnerschapsovereenkomst af te sluiten. Indien zij deze weigering onredelijk acht, kan de regering, volgens de procedure bedoeld in het vijfde lid, een van de volgende sancties opleggen met betrekking tot de opgerichte of in oprichting zijnde territoriale pool:

1° een verwittiging;

2° een boete waarvan het bedrag gelijk is aan 10% van de jaarlijkse werkingsmiddelen van de betrokken territoriale pool. Voor de toepassing van deze bepaling wordt rekening gehouden met de verdeling bedoeld in artikel 6.2.5-6, § 2, die toegepast werd bij het vorige schooljaar of die aangegeven wordt voor het eerste jaar voor de werking van de territoriale pool;

3° in geval van herhaling binnen een periode van zeven jaar, de intrekking van alle werkingssubsidies betaald aan de hoofdschool voor de territoriale pool die zij organiseert en voor een volledig schooljaar. Voor de toepassing van deze bepaling wordt rekening gehouden met de verdeling bedoeld in artikel 6.2.5-6, § 2, die tijdens het vorige schooljaar toegepast werd.

Als de boete bedoeld in het derde lid, 2°, niet betaald wordt binnen een termijn van drie maanden na de kennisgeving van de sanctie, trekt de regering van de werkingssubsidies betaald aan de inrichtende macht voor de territoriale pool die zij organiseert of die zij gaat organiseren het bedrag van de boete verhoogd met 2,5% in.

Zodra er een klacht bij hen is ingediend, onderzoeken de diensten van de regering de zaak en kunnen daartoe iedereen horen die een nuttige bijdrage kan leveren aan hun informatie. Wanneer zij informatie hebben waaruit blijkt dat er een overtreding is begaan, melden de diensten van de regering hun bezwaren aan de betrokken inrichtende macht. Deze beschikt over 30 dagen om het dossier te raadplegen en schriftelijke opmerkingen in te dienen. De regering neemt een beslissing binnen zestig dagen na het verstrijken van de reactietermijn die aan de betrokken inrichtende macht is overgelaten.

§ 3. In afwijking van paragraaf 1, wanneer de territoriale pool en de partnerscholen georganiseerd worden door één enkele inrichtende macht, deelt deze de partnerschappen mee die zijn opgericht in het ambtsgebied bedoeld in artikel 6.2.2-8. Deze partnerschappen leven mutatis mutandis de voorwaarden bedoeld in dit artikel na.

§ 4. Een nieuwe partnerschapsovereenkomst wordt gesloten bij vernieuwing van de territoriale pool.

Elke beslissing van een van de partijen om het partnerschap niet te verlengen, moet uiterlijk één jaar voor de einddatum van de partnerschapsovereenkomst aan de andere partij en aan de diensten van de regering worden meegedeeld. Bij gebreke hiervan wordt het partnerschap tussen de betrokken partijen automatisch verlengd voor de duur van de nieuwe doelstellingenovereenkomst van de hoofdschool van de territoriale pool.

Elke weigering om het partnerschap te hernieuwen door de inrichtende macht van de territoriale pool moet gemotiveerd zijn en kan het voorwerp uitmaken van een klacht die behandeld wordt overeenkomstig de nadere regels bedoeld in paragraaf 2, derde lid en volgende.

Artikel 6.2.2-5. Wanneer een territoriale pool voor een of meer leerling(en) met specifieke sensomotorische behoeften zorgt, kan de inrichtende macht van de territoriale pool specifieke partnerschappen sluiten met de inrichtende macht van de scholen voor gespecialiseerd onderwijs die de types 4, 6 of 7 organiseren, afhankelijk van de specifieke behoefte van de leerling (en).

Wanneer een territoriale pool de zorg voor één of meer leerling(en) op zich neemt die onder het gespecialiseerd onderwijs van type 5 vallen, kan de inrichtende macht van de territoriale pool een specifiek partnerschap sluiten met de inrichtende macht van een school voor gespecialiseerd onderwijs die het type 5 organiseert.

De territoriale pool en de betrokken school voor gespecialiseerd onderwijs kunnen in verschillende zone gelegen worden. Dit specifieke partnerschap kan gesloten worden tijdens de periode van de samenstelling van de pool bedoeld in artikel 6.2.2-3 en blijft geldig tot de vervaldatum van deze periode.

Het sluiten van een specifiek partnerschap door een school voor gespecialiseerd onderwijs belet niet dat deze de hoofdschool of de partnerschool van een andere territoriale pool is.

De regering bepaalt het model van de specifieke partnerschapsovereenkomst en de nadere regels voor de overdracht van de gesloten overeenkomsten aan de diensten van de regering.

Afdeling 3. — De samenwerking tussen de territoriale pool en de samenwerkende scholen

Artikel 6.2.2-6. § 1. Overeenkomstig artikel 6.2.2-1, tweede lid, sluit elke inrichtende macht van een school voor gewoon onderwijs een samenwerkingsovereenkomst met de inrichtende macht van een territoriale pool die opgericht is of in oprichting is, gelegen in dezelfde zone. Deze overeenkomst is van toepassing voor het geheel van de periode van samenstelling van de pool bedoeld in artikel 6.2.2-3.

De inrichtende macht van de territoriale pool bezorgt de overeenkomst(en) gesloten met de inrichtende macht(en) van de samenwerkende scholen aan de diensten van de regering volgens de nadere regels bepaald door de regering. De regering bepaalt het model van overeenkomst bedoeld in het eerste lid.

In afwijking van het eerste lid kan de regering, op advies van de algemene raad(en) bevoegd voor het georganiseerde (de) onderwijsniveau(s), het sluiten van een samenwerking toelaten tussen de inrichtende macht van een territoriale pool en de inrichtende macht van een school voor gewoon onderwijs gelegen in twee aaneengesloten gebieden. Daartoe dient de inrichtende macht van de territoriale pool een met redenen omkleed verzoek in, eventueel ondertekend door de twee betrokken inrichtende machten. Voor de toepassing van deze bepaling wordt de zone Brussel geacht aaneengesloten te zijn met de zone Waals-Brabant.

§ 2. Met het oog op het sluiten van een samenwerkingsovereenkomst dient de inrichtende macht van een school voor gewoon onderwijs een aanvraag om samenwerking in bij de inrichtende macht van de territoriale pool die is opgericht of in oprichting is van haar keuze.

Elke weigering om samen te werken moet worden gemotiveerd door de inrichtende macht van de territoriale pool die opgericht of in oprichting is. Wallonie Bruxelles Enseignement kan niet weigeren een samenwerking te sluiten.

De inrichtende macht van de school voor gewoon onderwijs kan een beroep aantekenen bij de regering voor de weigering om een samenwerkingsovereenkomst te sluiten. Indien zij deze weigering onredelijk acht, kan de regering, volgens de procedure bedoeld in het vijfde lid, een van de volgende sancties opleggen ten opzicht van de inrichtende macht van de territoriale pool die opgericht of in oprichting is:

1° een verwittiging;

2° een boete waarvan het bedrag gelijk is aan 10% van de jaarlijkse werkingsmiddelen van de betrokken territoriale pool. Voor de toepassing van deze bepaling wordt rekening gehouden met de verdeling bedoeld in artikel 6.2.5-6, § 2, die toegepast werd bij het vorige schooljaar of die aangegeven wordt voor het eerste jaar voor de werking van de territoriale pool;

3° in geval van herhaling binnen een periode van zeven jaar, de intrekking van alle werkingssubsidies betaald aan de hoofdschool voor de territoriale pool die zij organiseert en voor een volledig schooljaar. Voor de toepassing van deze bepaling wordt rekening gehouden met de verdeling bedoeld in artikel 6.2.5-6, § 2, die tijdens het vorige schooljaar toegepast werd.

Als de boete bedoeld in het derde lid, 2°, niet betaald wordt binnen een termijn van drie maanden na de kennisgeving van de sanctie, trekt de regering van de werkingssubsidies betaald aan de inrichtende macht voor de territoriale pool die zij organiseert of die zij gaat organiseren het bedrag van de boete verhoogd met 2,5% in.

Zodra er een klacht bij hen is ingediend, onderzoeken de diensten van de regering de zaak en kunnen daartoe iedereen horen die een nuttige bijdrage kan leveren aan hun informatie. Wanneer zij informatie hebben waaruit blijkt dat er een overtreding is begaan, melden de diensten van de regering hun bezwaren aan de betrokken inrichtende macht. Deze beschikt over 30 dagen om het dossier te raadplegen en schriftelijke opmerkingen in te dienen.

De regering neemt een beslissing binnen zestig dagen na het verstrijken van de reactietermijn die aan de betrokken inrichtende macht is overgelaten.

Artikel 6.2.2-7. Elke beslissing van een van beide partijen om de samenwerkingsovereenkomst niet te verlengen, moet uiterlijk één jaar voor de einddatum van de samenwerkingsovereenkomst aan de andere partij en aan de diensten van de regering worden meegedeeld. Bij gebreke hiervan wordt de samenwerkingsovereenkomst tussen de betrokken partijen automatisch verlengd voor de duur van de nieuwe doelstellingenovereenkomst van de hoofdschool van de territoriale pool.

Elke weigering om de samenwerkingsovereenkomst te verlengen door de inrichtende macht van de territoriale pool moet gemotiveerd zijn en kan het voorwerp uitmaken van een klacht, die behandeld wordt overeenkomstig de nadere regels bedoeld in artikel 6.2.2-6, § 2, derde lid en volgende.

Op het einde van de niet-hernieuwde samenwerkingsovereenkomst sluit de inrichtende macht van de school voor gewoon onderwijs een samenwerkingsovereenkomst met de inrichtende macht van een andere territoriale pool, waardoor de continuïteit van de begeleiding van haar school en de daar ingeschreven leerlingen wordt gewaarborgd.

Artikel 6.2.2-8. In afwijking van artikel 6.2.2-6, wanneer de territoriale pool en de samenwerkende scholen georganiseerd worden door eenzelfde inrichtende macht, deelt deze aan de diensten van de regering het ambtsgebied dat een territoriale pool aan zijn samenwerkende scholen verbindt. Zij kan dit ambtsgebied aanvullen met één of meerdere samenwerkingsovereenkomst(en) afgesloten met één of meerdere andere inrichtende macht(en).

De regering bepaalt het model van document dat het ambtsgebied bedoeld in het eerste lid vaststelt.

Dit ambtsgebied leeft mutatis mutandis de voorwaarden bedoeld in artikel 6.2.2-6, § 1 na. Dit ambtsgebied is van toepassing voor het geheel van de periode van de samenstelling van de pool bedoeld in artikel 6.2.2-3.

De inrichtende macht die beslist om het ambtsgebied van de territoriale pool die zij organiseert te wijzigen tijdens de vernieuwing ervan of die beslist om de territoriale pool die zij organiseert niet te vernieuwen, brengt de diensten van de regering en, in voorkomend geval, de inrichtende machten op de hoogte met wie zij een partnerschapsovereenkomst of een samenwerkingsovereenkomst ten minste één jaar voor de einddatum van die overeenkomsten heeft gesloten. Bij gebreke daarvan wordt de territoriale pool verlengd overeenkomstig artikel 6.2.5-7 voor de duur van de nieuwe doelstellingenovereenkomst van de hoofdschool van de territoriale pool.

Het ambtsgebied en de aangebrachte wijzigingen worden meegedeeld aan de diensten van de regering volgens de nadere regels bepaald door de regering.

Artikel 6.2.2-9. De inrichtende macht van de school voor gewoon onderwijs licht de ouders van leerlingen die individueel begeleid worden in over elke wijziging van territoriale pool ten minste drie maanden voor de werkelijke wijziging.

HOOFDSTUK III. — *Opdrachten van de territoriale polen*

Artikel 6.2.3-1. Elke territoriale pool ondersteunt de samenwerkende scholen met wie ze een overeenkomst heeft voor de uitvoering van volledige permanente integratie en redelijke aanpassingen waarbij de territoriale pool betrokken is. De territoriale pool en de PMS-centra die bevoegd zijn voor de samenwerkende scholen, werken complementair.

Daartoe oefent de territoriale pool:

1° de volgende opdrachten uit in verband met de begeleiding van hun samenwerkende scholen:

- a) de onderwijsteams, leerlingen en ouders van leerlingen op de hoogte brengen van de redelijke aanpassingen en de volledige permanente integratie;
- b) zorgen voor de verbinding tussen de verschillende partners die een ondersteunende rol spelen voor leerlingen, inzonderheid om de uitwisseling van ervaringen te vergemakkelijken;
- c) de leden van het onderwijsteam van samenwerkende scholen begeleiden en ondersteunen bij de organisatie van redelijke aanpassingen, inzonderheid door advies te geven of hulpmiddelen ter beschikking stellen;
- d) samenwerkende scholen begeleiden bij het ontwikkelen van protocollen van redelijke aanpassingen wanneer individuele opvang van de leerling betrokken bij de territoriale pool noodzakelijk is.

2° de volgende opdrachten uit in verband met de begeleiding van leerlingen ingeschreven in hun samenwerkende scholen:

- a) de leerlingen met specifieke behoeften individueel begeleiden in het kader van de uitvoering van redelijke aanpassingen indien dit nodig blijkt gezien hun behoeften en hun protocollen van redelijke aanpassingen;
- b) de leerlingen met specifieke sensomotorische behoeften individueel begeleiden voor wie een belangrijke opvolging vereist is in het kader van de uitvoering van redelijke aanpassingen indien dit nodig blijkt ten opzichte van de omvang van de behoeften bedoeld in artikel 6.2.5-4, tweede lid;
- c) samenwerken bij de evaluatie van protocollen van redelijke aanpassingen en, in voorkomend geval, bij verwijzing naar gespecialiseerd onderwijs waar redelijke aanpassingen onvoldoende zijn om te zorgen voor het leren dat aangepast is aan de specifieke behoeften van de leerling;
- d) de leerlingen met specifieke behoeften begeleiden in het kader van het systeem van volledige permanente integratie voor de leerlingen uit het gespecialiseerd onderwijs.

HOOFDSTUK IV. — *Sturing van territoriale polen*

Artikel 6.2.4-1. De inrichtende macht van een territoriale pool is ertoe gehouden ten minste één specifieke doelstelling te ontwikkelen met betrekking tot haar opdrachten en de nieuwe strategieën en acties die moeten worden uitgevoerd om deze specifieke doelstelling(en) te bereiken. Deze elementen worden opgenomen in een bijlage bij het sturingsplan van de hoofdschool van de territoriale pool.

Deze bijlage die specifiek is voor de territoriale pool, wordt opgesteld door de directeur van de hoofdschool, met de steun van de coördinator van de pool en in samenwerking met het multidisciplinaire team van de pool, rekening houdend met de specifieke context van de pool en van zijn samenwerkende scholen, de richtlijnen bepaald door de inrichtende macht van de hoofdschool, de beschikbare middelen, de adviezen bedoeld in artikel 1.5.3-1, § 2, 12°, en de indicatoren die specifiek zijn voor de situatie van de territoriale pool en zijn samenwerkende scholen bezorgd door de diensten van de regering. De indeling van indicatoren wordt bepaald door de regering. Alvorens te worden gevoegd bij het sturingsplan van de hoofdschool is deze bijlage het onderwerp van een gecoördineerde dialoog met de verschillende inrichtende machten van de hoofdscholen en partners die betrokken zijn bij de territoriale pool.

De steun- en begeleidingscel bevoegd voor de hoofdschool biedt haar steun aan de territoriale pool voor de ontwikkeling en implementatie van deze bijlage.

Deze bijlage maakt integraal deel uit van het sturingsplan van de hoofdschool en maakt het voorwerp uit van het contractualiseringsproces waarnaar wordt verwezen in de artikelen 1.5.2-5 en volgende.

In afwijking van artikel 1.5.2-6, eerste lid, stelt de directeur van de hoofdschool of de coördinator van de pool de bijlage in verband met de territoriale pool voor die opgenomen is in de doelstellingenovereenkomst van de hoofdschool aan:

- 1° het multidisciplinaire team van de pool;
- 2° de steun- en begeleidingscel indien deze aan de ontwikkeling ervan heeft deelgenomen;
- 3° de plaatselijke organen voor sociaal overleg van de hoofdschool en, in voorkomend geval, de partnerscholen van de territoriale pool;
- 4° de leden van de participatieraden van de samenwerkende scholen van de territoriale pool;
- 5° de partners buiten de territoriale pool, inzonderheid de PMS-centra bevoegd voor de samenwerkende scholen van de territoriale pool.

Artikel 6.2.4-2. Elke territoriale pool deelt elk jaar gegevens mee voor de sturing van het onderwijssysteem en de sturing van territoriale polen. De regering bepaalt de lijst van deze gegevens en nadere regels voor de mededeling.

De diensten van de regering delen elk jaar gegevens en indicatoren mee die specifiek zijn voor de situatie van de territoriale pool en de samenwerkende scholen. De regering bepaalt de lijst van deze gegevens en de nadere regels voor de mededeling.

Artikel 6.2.4-3. Op basis van inzonderheid de gegevens bedoeld in artikel 6.2.4-2 en de verslagen bedoeld in artikel 15 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende de steun- en begeleidingscellen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs en het statuut van steun- en begeleidingsadviseurs voeren de diensten van de regering elk jaar een monitoring uit om de implementatie van territoriale polen op het terrein alsook de opvang van leerlingen met specifieke behoeften te volgen. Dit toezicht omvat een luik over de structuur, de schoolbevolking en de omkadering van de polen, een luik over het traject van leerlingen met specifieke behoeften, een begrotingsluik dat met name de evolutie analyseert van de financiële middelen die worden toegewezen aan de begeleiding van leerlingen in volledige permanente integratie en leerlingen met specifieke sensomotorische behoeften die een aanzienlijke opvolging vereisen.

Deze monitoring wordt aan de regering en de algemene raden bedoeld in artikel 1.3.1-1, 15° en 16° bezorgd.

Artikel 6.2.4-4. Om de vier jaar en voor het eerst tijdens het schooljaar 2024-2025 evalueert de regering de uitvoering van de bepalingen van deze titel en brengt verslag ervan uit aan het Parlement. In voorkomend geval gaat het samen met de nodige aanpassingsvoorstellen.

Dit verslag wordt inzonderheid opgesteld op basis van de jaarlijkse analyses die gevoerd worden met toepassing van artikel 6.2.4-3 en van het advies van de Algemene raden bepaald in artikel 1.3.1-1, 15° en 16°.

De regering baseert zich bij het opstellen van haar verslag tevens op het evaluatieverslag over het bereiken van de doelstellingen ter verbetering van het onderwijssysteem bedoeld in artikel 1.5.2-2, en analyseert de bijdrage van het systeem van de territoriale polen aan de zesde verbeteringsdoelstelling bedoeld in artikel 1.5.2-2, eerste lid, 6°.

HOOFDSTUK V. — *Financiering van de territoriale polen*

Afdeling 1. — Voorwaarden voor de toelating tot financiering

Artikel 6.2.5-1. § 1. De Franse Gemeenschap subsidieert de territoriale polen met inachtneming van de voorwaarden bepaald bij de wet, het decreet en de reglementaire norm.

De diensten van de regering hebben als opdrachten te controleren dat elke territoriale pool ook aan de volgende verplichtingen voldoet:

- 1° zich aan de controle van de Algemene Inspectiedienst onderwerpen;
- 2° over een personeel beschikken dat de gezondheid van de leerlingen niet in het gevaar kan brengen.

§ 2. De Franse Gemeenschap neemt de wedden en de weddesubsidies ten laste van de personeelsleden van de territoriale polen die ze organiseert of die ze subsidieert.

De wedden en weddesubsidies hebben ten doel de coördinator en de leden van het multidisciplinaire team van de territoriale pool te bezoldigen.

Ze betaalt rechtstreeks en maandelijks de wedden en weddensubsidies aan de personeelsleden van de territoriale polen

Behoudens andersluidende bepalingen worden de wedden en de weddesubsidies ten laste genomen door de Franse Gemeenschap onder dezelfde nadere regels en dezelfde voorwaarden als die welke van toepassing zijn op scholen.

§ 3. De Franse Gemeenschap betaalt jaarlijks, naargelang het geval, een dotatie of een werkingssubsidie die bedoeld is om de kosten te dekken die verband houden met de werking en de uitrusting van de territoriale polen die zij organiseert of subsidieert.

De dotaties of de werkingssubsidies zijn bedoeld om de kosten te dekken die verband houden met de werking en de uitrusting van de territoriale polen en met de terugbetaling van de kilometerkosten die worden gemaakt door de personeelsleden van de territoriale polen die wedden of weddesubsidies ontvangen.

Ze betaalt de dotaties en de werkingssubsidies aan de inrichtende macht van de territoriale pool.

Behoudens andersluidende bepalingen worden de dotaties en de werkingssubsidies ten laste genomen door de Franse Gemeenschap volgens dezelfde nadere regels en dezelfde voorwaarden als die welke van toepassing zijn op scholen.

§ 4. Onverminderd de bijzondere procedure bedoeld in de artikelen 6.2.2-4, § 2, derde lid en volgende, en 6.2.2-6, § 2, derde lid en volgende, indien een inrichtende macht niet voldoet aan de voorwaarden bedoeld in paragraaf 1, stuurt de regering haar een ingebrekestelling waarmee zij haar binnen dertig schoolwerkdagen vanaf de datum van deze ingebrekestelling uitnodigt om de of de overtreden bepaling na te leven (s) en om de wettigheid te herstellen.

Indien de inrichtende macht binnen de termijn van dertig schoolwerkdagen bedoeld in het eerste lid het bewijs levert dat zij de nodige maatregelen heeft genomen om de overtreden bepaling(en) na te leven en de wettigheid te herstellen, blijven de dotaties of de werkingssubsidies nog steeds aan haar toegekend. De diensten van de regering zullen niettemin binnen zes maanden na de reactie van de inrichtende macht met een controleopdracht moeten starten om ervoor te zorgen dat de overtreden bepaling(en) nu worden nageleefd.

Indien de inrichtende macht aan het einde van de termijn van dertig schoolwerkdagen bedoeld in het eerste lid, niet het bewijs heeft geleverd dat zij de nodige maatregelen heeft genomen om te voldoen aan voornoemde bepalingen en om de wettigheid te herstellen, past de regering haar een intrekking op van 5% van de dotatie of de werkingssubsidie van de territoriale pool toegekend overeenkomstig paragraaf 3, en berekend op basis van de dotaties of subsidies toegekend tijdens het voorgaande schooljaar.

Indien zes maanden na de datum van de beslissing om 5% van de dotaties of werkingssubsidies in te trekken, de inrichtende macht nog steeds niet het bewijs heeft geleverd dat zij de nodige maatregelen heeft genomen om te voldoen aan de overtreden bepaling (en) en om de wettigheid te herstellen, kan de regering de toekenning van dotaties of werkingssubsidies voor de territoriale pool voor onbepaalde tijd opschorten.

De dotaties of de werkingssubsidies worden door de regering opnieuw vastgesteld op de datum bepaald door de diensten van de regering waarop alle voorwaarden bedoeld in paragraaf 1 opnieuw zullen nageleefd geweest zijn.

Artikel 6.2.5-2. § 1. Om in aanmerking te komen voor financiering moet elke territoriale pool samenwerkingsovereenkomsten bedoeld in artikel 6.2.2-6 gesloten hebben met samenwerkende scholen die samen, op 15 januari van het vorige kalenderjaar een totaal minimumaantal regelmatig ingeschreven leerlingen tellen, berekend door de volgende formule toe te passen:

Geheel van de leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn in het gewoon onderwijs

Totaal minimumaantal leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn in het gewoon onderwijs waarbij de oprichting van een territoriale pool mogelijk is

70

De diensten van de regering delen elk jaar uiterlijk op 15 maart het totaal minimumaantal leerlingen mee die regelmatig ingeschreven zijn voor het gewoon onderwijs zoals bedoeld in het eerste lid.

Elke inrichtende macht van een hoofdschool dient een aanvraag in tot toelating tot de financiering van een territoriale pool volgens de door de regering vastgestelde nadere regels. Deze aanvraag bevat ten minste de lijst van de partnerscholen en de samenwerkende scholen samen met de samenwerkingsovereenkomsten of het ambtsgebied.

Een nieuwe territoriale pool kan niet voor financiering in aanmerking worden genomen als deze niet het totale minimumaantal bedoeld in het eerste lid op 15 januari van het kalenderjaar dat aan de oprichting ervan voorafgaat, meetelt.

§ 2. Na verificatie van de naleving van de voorwaarde bepaald in paragraaf 1, eerste lid, alsook van de geldigheid van de afgesloten overeenkomsten, stelt de regering voor elke zone een lijst op met de verschillende territoriale polen, hun structuur, de betrokken inrichtende machten en de partner- en samenwerkende scholen.

De diensten van de overheid publiceren de lijsten bedoeld in het eerste lid op hun referentiewebsite die specifiek gewijd is aan het onderwijs.

Afdeling 2. — Basisfinanciering

Artikel 6.2.5-3. § 1. Een globaal aantal van 861.340 punten wordt toegewezen aan de werkings- en personeelskosten van de territoriale polen. De waarde van een punt is 93€/punt.

Vanaf het schooljaar 2026-2027 wordt de waarde van het punt dat van toepassing was tijdens het voorgaande jaar jaarlijks geïndexeerd volgens de verhouding tussen de evaluatie bedoeld in het tweede lid. Voor leerlingen die met die van de maand januari van het voorgaande jaar.

§ 2. Het totaal aantal punten bedoeld in paragraaf 1 wordt elk schooljaar aangepast en is gelijk aan het aantal leerlingen die op 15 januari van het vorige schooljaar regelmatig ingeschreven zijn in het gewoon onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

§ 3. Elk jaar stemt het aantal basispunten dat aan elke territoriale pool wordt toegekend overeen met het aantal leerlingen die op 15 januari van het vorige schooljaar regelmatig ingeschreven zijn in de samenwerkende scholen van de betrokken pool.

Afdeling 3. — Aanvullende financiering

Artikel 6.2.5-4. De territoriale polen die leerlingen opvangen met specifieke sensomotorische behoeften die een grondige opvolging vereisen zoals bedoeld in artikel 6.2.3-1, tweede lid, 2°, b), ontvangen tussen de 44 en 352 extra punten per leerling afhankelijk van de conclusies van de evaluatie bedoeld in het tweede lid. Voor leerlingen die met toepassing van artikel 6.2.5-5 ook punten behalen, bedraagt het totaal aantal behaalde punten maximaal 352 punten per leerling.

De regering stelt de procedure en de frequentie van de evaluatie van de omvang van de specifieke sensomotorische behoeften van de leerlingen vast, om te bepalen of zij in aanmerking komen voor redelijke aanpassingen die een significante opvolging vereisen om het recht op de subsidiëring bedoeld in het eerste lid te openen. Op basis van de diagnose bedoeld in artikel 1.7.8-1, § 1, tweede lid, wordt deze evaluatie uitgevoerd door de coördinator van de territoriale pool met de leden van het multidisciplinaire team van de territoriale pool en/of met de leden van het onderwijsteam van de school voor gespecialiseerd onderwijs. Hiertoe stelt de regering een schaal vast om de behoeften van de leerlingen en het aantal punten dat wordt toegekend aan de territoriale pool volgens de conclusies van de evaluatie bedoeld in het eerste lid, te evalueren.

Artikel 6.2.5-5. Voor elke leerling in volledige permanente integratie in het gewoon basis- of secundair onderwijs met toepassing van artikel 132 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, worden 88 extra punten toegekend per leerling aan de territoriale pool die deze leerling begeleidt.

In afwijking van het eerste lid, voor elke leerling, gespecialiseerd van type 4, 6 of 7 en geïntegreerd in de 3e graad van het secundair onderwijs met toepassing van artikel 132 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, worden 352 extra punten toegekend aan de territoriale pool die deze leerling begeleidt.

Afdeling 4. — De envelop van punten van de territoriale pool

Artikel 6.2.5-6. § 1. De inrichtende macht van de hoofdschool krijgt voor de territoriale pool die zij organiseert een specifieke financiering in de vorm van een envelop met punten.

De berekening van de envelop met punten van elke territoriale pool wordt als volgt uitgevoerd:

1° aan elke territoriale pool wordt een aantal basispunten toegekend onder het totaal aantal punten overeenkomstig artikel 6.2.5-3;

2° aan bepaalde territoriale polen worden extra punten toegekend overeenkomstig de artikelen 6.2.5-4 en 6.2.5-5.

§ 2. De inrichtende macht van de hoofdschool kan haar envelop met punten als volgt verdelen:

1° minimaal 80 procent van de punten moet worden toegekend aan wedden of weddesubsidies;

2° maximaal 20 procent van de punten moet worden toegekend aan dotaties of werkingsubsidies.

De inrichtende macht van de hoofdschool deelt jaarlijks de verdeling van het aantal punten aan de diensten van de regering mee.

§ 3. De diensten van de regering betalen de dotaties of werkingsubsidies aan de inrichtende macht van de hoofdschool door het aantal punten dat door de pool wordt toegekend aan dotaties / werkingsubsidies te vermenigvuldigen met de waarde van één punt berekend overeenkomstig artikel 6.2.5-3, §1.

Voor de territoriale polen die onder een door de Franse Gemeenschap georganiseerde hoofdschool ressorteren, worden de bedragen toegewezen aan werkingsdotaties verhoogd door de volgende formule toe te passen:

$$Dfct = Nfct + [Nfct \times 33 / 100]$$

In deze formule:

duidt « Dfct » de werkingsdotatie aan die toegekend wordt aan de hoofdschool georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

duidt « Nfct » het bedrag aan dat berekend wordt overeenkomstig het eerste lid.

Elke territoriale pool kan haar werkingsmiddelen gebruiken om het administratief personeel aan te werven. Daartoe kan een inrichtende macht beslissen om voor de territoriale pool die zij organiseert, toe te treden tot een beheercentrum bedoeld in de artikelen 114 en volgende van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs en directrices in het onderwijs. De lidmaatschapsovereenkomst bedoeld in artikel 115 van voormeld decreet van 2 februari 2007 bepaalt het aandeel van de werkingsmiddelen van de territoriale pool die aan het beheercentrum worden toegekend.

Afdeling 5. — Verlengingsvoorwaarden

Artikel 6.2.5-7. Wanneer de inrichtende macht haar beslissing tot niet-verlenging niet heeft meegedeeld overeenkomstig artikel 6.2.2-3, tweede lid, deelt ze ten minste tien maanden voor de vervaldatum van de doelstellingenovereenkomst van de hoofdschool aan de diensten van de regering het volgende mee:

1° in voorkomend geval, de partnerschapsovereenkomst;

2° de samenwerkingsovereenkomst(en) en/of het ambtsgebied.

De diensten van de regering zorgen ervoor dat de territoriale pool samenwerkt met samenwerkende scholen die samen het totale minimumaantal regelmatig ingeschreven leerlingen, bedoeld in artikel 6.2.5-2, § 1, eerste lid, tellen op 15 januari van het kalenderjaar voorafgaand aan het einde van de doelstellingenovereenkomst.

Elke territoriale pool die dit totale minimumaantal niet bereikt, wordt niet vernieuwd aan het einde van de doelstellingenovereenkomst van de hoofdschool.

De diensten van de regering brengen de inrichtende macht van de hoofdschool en de inrichtende machten van de partner- en samenwerkende scholen gelijktijdig op de hoogte van deze niet-verlenging tegen 15 maart van het schooljaar voorafgaand aan de vervaldatum van de doelstellingenovereenkomst.

De regels voor de uitvoering van maatregelen voorafgaand aan de terbeschikkingstelling en reffectatie worden binnen elk van de betrokken inrichtingen dienovereenkomstig toegepast.

HOOFDSTUK VI. — *Het personeel van de territoriale polen*

Afdeling 1. — Personeelsformatie

Artikel 6.2.6-1. § 1. Elke territoriale pool heeft een multidisciplinair team met de nodige competenties om te voldoen aan de specifieke behoeften van de leerlingen die in aanmerking komen voor de pool.

§ 2. Bij de oprichting van de territoriale pool die een hoofdschool verbindt met een of meer partnerscholen, beslissen de verschillende inrichtende machten op basis van eenparigheid van stemmen:

1° ofwel om alle punten die toegekend worden aan wedden of weddesubsidies aan de hoofdschool te geven;

2° ofwel om een verdeelsleutel vast te stellen tussen de hoofdschool en de partnerschool(en) over de verdeling van punten die toegekend worden aan wedden of weddesubsidies.

Bij toepassing van het eerste lid, 2°, worden de betrekkingen gecreëerd door het gebruik van punten toegewezen aan elk van de inrichtende machten volgens de verdeelsleutel die wordt vermeld in de partnerschapsovereenkomst.

De betrekkingen die gecreëerd worden op basis van de middelen toegewezen aan wedden of weddesubsidies, ook in het kader van de verdeling bedoeld in het eerste lid, 2°, worden niet meegeteld in de kaderberekeningen bedoeld in hoofdstuk IV afdeling 10 en hoofdstuk V, afdeling 13, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

§ 3. Om de zes jaar, gelijktijdig met de vernieuwing van de territoriale pool, kunnen de verschillende inrichtende machten op basis van eenparigheid van stemmen beslissen om de organisatie bedoeld in paragraaf 2 te wijzigen.

Op basis van een unaniem akkoord van de verschillende inrichtende machten kan een aanhangsel bij de partnerschapsovereenkomst met betrekking tot de puntenverdeling tussen de verschillende inrichtende machten worden afgesloten. Dit aanhangsel wordt meegedeeld aan de diensten van de regering. Deze wijziging mag niet leiden tot de terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking of wegens gedeeltelijk opdrachtverlies van een personeelslid dat al benoemd of aangeworven is in vast verband in een betrekking binnen de pool.

Artikel 6.2.6-2. Op basis van het deel van de envelop met punten dat overeenkomstig artikel 6.2.5-6, § 2 wordt toegekend aan wedden of weddesubsidies, en na overleg met de plaatselijke organen voor sociaal overleg, de inrichtende macht van de hoofdschool en de inrichtende machten van partnerscholen wanneer een verdeling van de envelop tussen hen is overeengekomen tijdens de samenstelling van de pool, legt (gen) collegiaal de samenstelling van de personeelsformatie vast van de territoriale pool die hen toebehoort door de ambten en de werklust te kiezen die betrekking hebben op elke betrekking op de basis van de gewogen groeperingen van functies als volgt:

Ambt / Groepering van ambten	5/5	4/5	3/4	3/5	2,5/5	2/5	1/4	1/5
Coördinator van de territoriale pool (deelbaar ambt per halftijdse prestatie, behalve in het kader van de aanpassingen van de eindloopbaan)	830 punten	664 punten	623 punten	-	415 punten	-	208 punten	166 punten
Kleuteronderwijzer Onderwijzer lager onderwijs Meester Leraar CG – niveau DI	550 punten	440 punten	413 punten	330 punten	275 punten	220 punten	138 punten	110 punten
Leraar CG – niveau DS	695 punten	556 punten	522 punten	417 punten	348 punten	278 punten	174 punten	139 punten
Leraar CT – niveau DI Leraar de PP – niveau DI	550 punten	440 punten	413 punten	330 punten	275 punten	220 punten	138 punten	110 punten
Leraar CT – niveau DS Leraar PP – niveau DS	615 punten	492 punten	462 punten	369 punten	308 punten	246 punten	154 punten	123 punten
Opvoeder Maatschappelijk assistent	550 punten	440 punten	413 punten	330 punten	275 punten	220 punten	138 punten	110 punten
Logopedist Ergotherapeut	565 punten	452 punten	424 punten	339 punten	283 punten	226 punten	142 punten	113 punten
Verpleger	525 punten	420 punten	394 punten	315 punten	263 punten	210 punten	132 punten	105 punten
Kinesitherapeut	615 punten	492 punten	462 punten	369 punten	308 punten	246 punten	154 punten	123 punten
Psycholoog	695 punten	556 punten	522 punten	417 punten	348 punten	278 punten	174 punten	139 punten
Kinderverzorger	400 punten	320 punten	300 punten	240 punten	200 punten	160 punten	100 punten	80 punten

De inrichtende macht(en) zorgt(en) voor het coherente en multidisciplinaire karakter van de samenstelling van de personeelsformatie van de territoriale pool. De betrekking van coördinator van de territoriale pool wordt ambtshalve gecreëerd en is altijd verbonden aan de hoofdschool.

De betrekkingen die binnen elke hoofdschool en/of partnerschool worden gecreëerd, kunnen pas vacant worden verklaard als ze gedurende drie opeenvolgende schooljaren ononderbroken georganiseerd zijn.

Afdeling 2. — De coördinator

Artikel 6.2.6-3. De coördinator van de territoriale pool is belast met de volgende opdrachten:

1° inzake administratief beheer en personeelsbeleid van de territoriale pool:

a) indien nodig, volgens de delegaties die binnen de inrichtende macht worden toegekend, de middelen beheren die aan de pool worden toegewezen, in het bijzonder door de toewijzingen te beheren van de leden van het multidisciplinaire team van de pool die samenwerken met het onderwijsteam van de samenwerkende scholen om aan de specifieke behoeften van de betrokken leerling te beantwoorden;

b) zorgen voor de kwaliteit van toezicht en begeleiding voor samenwerkende scholen, en zorgen voor de verdeling van middelen volgens de behoeften van de leerlingen;

c) zorgen voor het beheer van administratieve taken, het opstellen van verslagen van vergaderingen, overleg tussen de teams en zorgen voor de opvolging van het dossier van de begeleiding van de leerling, in voorkomend geval, met het lid/de leden van het personeel belast met de administratieve steun.

2° inzake begeleiding en opvolging van leerlingen:

a) zorgen voor de begeleiding van onderwijsteam in het beheer van leerlingen met specifieke behoeften en deelnemen aan het systeem van regelmatige evaluatie van specifieke behoeften;

b) zorgen voor de begeleiding van de ontwikkeling door de school en het multidisciplinaire team van specifieke aanvullende differentiatie- en gepersonaliseerde begeleidingsmaatregelen en de redelijke aanpassingen die moeten worden gemaakt bij de uitvoering van ondersteuningsdossiers voor de leerlingen die opgevangen worden door territoriale pool;

c) zorgen voor de samenwerking met het (de) PMS-centrum (centra) bevoegd voor de samenwerkende scholen. Deze samenwerking omvat onder meer het opstellen van een document voorafgaand aan het opstellen van het inschrijvingsverslag in het gespecialiseerd onderwijs waarin de begeleiding en redelijke aanpassingen in het gewoon onderwijs worden beschreven, en de redenen ontwikkelen waarom deze onvoldoende bleken om te zorgen voor een leersysteem dat aangepast is aan de specifieke behoeften van de leerling.

3° inzake informatie van de scholen over de redelijke aanpassingen:

- a) zorgen voor een interfacerol tussen scholen voor gespecialiseerd onderwijs en gewoon onderwijs om de uitwisseling van ervaringen over praktijken mogelijk te maken;
- b) ervoor zorgen dat de link wordt gelegd tussen de verschillende partners, intern en extern aan de school, die een ondersteunende rol spelen voor leerlingen;
- c) ervoor zorgen dat scholen worden geholpen bij het verstrekken van informatie aan onderwijsteams, andere leerlingen en ouders.

4° elke opdracht die door de directeur van de hoofdschool aan hem wordt gedelegeerd in verband met de algemene opdrachten van de territoriale polen.

Een volledige opdrachtlast van coördinator omvat 36 uur prestaties per week. De opdrachtlast van een coördinator kan alleen worden gesplitst in halftijds werk, behalve in het kader van eindeloopbaanregelingen waar andere fracties van opdrachtlasten zijn toegestaan.

In het geval dat er binnen dezelfde pool meerdere betrekkingen van coördinatoren worden gecreëerd, wordt in hun opdrachtblad duidelijk en nauwkeurig de verdeling van hun respectieve toewijzingen met betrekking tot de in dit artikel vastgelegde opdrachten vastgelegd.

De opdrachtlast van de directeur van de hoofdschool waaraan deze betrekkingen worden verbonden, wordt ook aangepast om het toezicht op de coördinator(en) en de actie van de territoriale pool te dekken.

Afdeling 3. — Het multidisciplinaire team

Artikel 6.2.6-4. Op basis van de verdeling van de punten bedoeld in artikel 6.2.5-6, § 2, en na overleg met hun plaatselijke orgaan voor sociaal overleg verdeelt (en) de betrokken inrichtende macht(en), elk voor zover het hen betreft, de betrekkingen gegenereerd in de aanwervingsambten voorzien voor het gespecialiseerd onderwijs in hoofdstuk II van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.

De keuze van de ambten en opdrachtlasten wordt elk jaar gemaakt voor het einde van het voorafgaande schooljaar, met het oog op de toewijzingen voor het volgende schooljaar. Deze keuzes mogen niet leiden tot de terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking of tot het gedeeltelijk opdrachtverlies van een personeelslid dat al benoemd of aangeworven wordt in vast verband in een betrekking binnen de pool, behalve in het geval van een globale vermindering van het volume van de betrekkingen beschikbaar binnen de pool.

Artikel 6.2.6-5. Na overleg met het plaatselijke orgaan voor sociaal overleg over de behoeften van de pool bepaalt de inrichtende macht het profiel van het te begeven ambt, dat uit twee delen samengesteld is:

- 1° het generieke profiel met de opdrachten van de territoriale polen zoals bedoeld in artikel 6.2.3-1.;
- 2° een specifiek profiel met vermelding van één of meer te begeven ambten en de mogelijke bijkomende criteria die ten doel hebben te beantwoorden aan de specifieke behoeften van de begunstigden van de pool.

Artikel 6.2.6-6. § 1. De inrichtende macht lanceert een oproep tot kandidaten die open kan zijn:

- 1° binnen de territoriale pool aan de personeelsleden van de hoofdschool en de partnerscholen;
- 2° buiten de personeelsleden van een gespecialiseerde school buiten de pool, of van een gewone school of van een PMS-centrum;
- 3° aan alle kandidaten die niet opgenomen zouden worden onder 1° en 2°.

§ 2. In deze oproep tot kandidaten staan onder meer het gewenste ambtsprofiel, de opdrachtenlast van de betrekking die gecreëerd zal worden en of deze alleen intern of intern of extern openstaat.

Artikel 6.2.6-7. Voor elk van de te verlenen ambten classificeert de inrichtende macht de kandidaten die zich hebben aangemeld in de vorm en binnen de termijn bepaald door de oproep volgens de geschiktheid van hun profiel voor de opdrachten en doelstellingen van de pool.

Bij gebrek aan kandidaten vermeld onder 1° van paragraaf 1 van artikel 6.2.6-6 die overeenkomt met het gewenste ambtsprofiel, kiest de inrichtende macht een kandidaat vermeld onder 2° die overeenkomt met het gewenste ambtsprofiel.

Bij gebrek aan kandidaten vermeld onder 2° die overeenkomt met het vereiste ambtsprofiel, kiest de inrichtende macht een kandidaat vermeld onder 3° die overeenkomt met het gewenste ambtsprofiel.

De inrichtende macht verbindt vervolgens de betrekking waarvoor ze aldus wordt voorzien, aan een aanwervingsambt zoals bepaald voor het gespecialiseerd onderwijs door voormeld decreet van 11 april 2014, ongeacht het onderwijsniveau van de inrichting, en waarvoor de kandidaat over een vereiste bekwaamheidsbewijs beschikt of bij gebreke daarvan, over een voldoende bekwaamheidsbewijs of bij gebreke daarvan, een schaarstebekwaamheidsbewijs of bij gebreke daarvan over een ander bekwaamheidsbewijs zoals bepaald in het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 5 juni 2014 betreffende de ambten, bekwaamheidsbewijzen en barema's tot uitvoering van de artikelen 7, 16, 50 en 263 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.

De wettelijke bepalingen en barema's die van toepassing zijn op het gekozen personeelslid zijn die welke van toepassing zijn op het ambt waaraan de betrekking is verbonden.

Niemand kan in deze ambten worden benoemd of aangeworven in vast verband indien hij/zij geen beroep kan doen op de specifieke competenties die verband houden met de opdrachten van de territoriale polen, zoals bepaald in artikel 35 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs als hij/zij in eerste instantie niet heeft gereageerd op de oproep bedoeld in artikel 6.2.6-6 binnen de inrichtende macht en als hij/zij niet beantwoordt aan de voorwaarden voor de benoeming en of van aanwerving in vast verband bepaald voor het ambt dat wordt ingenomen door de wettelijke regels die gelden binnen de hoofdschool of de partnerschool waaraan het ambt toegewezen.

Artikel 6.2.6-8. § 1. De inrichtende macht van de hoofdschool kan beslissen om een personeelslid van het multidisciplinaire team van de territoriale pool te belasten met de opdracht om de coördinatie van de territoriale pool en de opvolging van dossiers en referentieprotocollen te ondersteunen.

Deze mogelijkheid kan worden toegepast naar rata van een halve tijd vanaf het moment dat het aantal leerlingen die regelmatig zijn ingeschreven in de samenwerkende scholen van de territoriale pool hoger is dan 1,5 maal het totale minimumaantal leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn, zoals bedoeld in artikel 6.2.5-2, § 1, eerste lid.

Deze mogelijkheid kan vervolgens worden toegepast naar rata van een halve tijd telkens als het aantal leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn in de samenwerkende scholen van de territoriale pool een nieuwe schijf bereikt die hoger is dan 0,5 keer het totale minimumaantal leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn, zoals bedoeld in artikel 6.2.5-2, § 1, eerste lid.

Er wordt een einde gemaakt aan deze mogelijkheid voor de betrokken halve tijd zodra de pool de nodige schijf niet meer bereikt.

§ 2. Om deze opdracht toe te kennen, lanceert de inrichtende macht van de hoofdschool, na overleg met het plaatselijke orgaan voor sociaal overleg en advies van de directies van de partnerscholen, een oproep tot kandidaten.

Deze oproep tot kandidaten wordt verdeeld aan alle personeelsleden betrokken bij de territoriale pool. De oproep tot kandidaat bepaalt:

- a) de inhoud van de opdracht;
- b) het aantal toegekende lestijden en de tijd van de prestatie;
- c) de duur van de opdracht en de mogelijkheid om deze te verlengen;
- d) de vereiste opleiding;
- e) de mogelijke bijkomende criteria bepaald op voorstel van de coördinator van de pool.

De oproep voorziet in een periode van minimaal tien werkdagen voor de indiening van de kandidaturen. De oproep is onderworpen aan het voorafgaand advies, in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, van het basisoverlegcomité, in het officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de plaatselijke paritaire commissie, en in het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de ondernemingsraad of het plaatselijke orgaan voor sociaal overleg, of bij gebreke daarvan van de vakbondsafvaardiging.

De lestijden bestaan aan de uitoefening van voormelde opdrachten moeten door de inrichtende macht worden verbonden aan een aanwervingsambt zoals bepaald voor het gespecialiseerd onderwijs door voornoemd decreet van 11 april 2014, ongeacht het onderwijsniveau van de instelling, en waarvoor de kandidaat over een vereist bekwaamheidsbewijs beschikt of bij gebreke daarvan over een voldoende bekwaamheidsbewijs of bij gebreke daarvan over een schaarstebekwaamheidsbewijs of bij gebreke daarvan over een ander bekwaamheidsbewijs zoals bepaald in het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 5 juni 2014 betreffende de ambten, bekwaamheidsbewijzen en barema's tot uitvoering van de artikelen 7, 16, 50 en 263 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.

Artikel 6.2.6-9. Bij onenigheid over de toepassing van de bepalingen in deze afdeling betreffende de uitvoering van de procedures voor de samenstelling van multidisciplinaire teams, kan het geschil worden voorgelegd aan het bemiddelingsbureau van de paritaire commissie die bevoegd is voor het gesubsidieerd onderwijs en voor het intermediair overlegcomité opgericht binnen de inrichtende macht van het georganiseerde onderwijs."

HOOFDSTUK II

Wijzigingsbepalingen

AFDELING I

Diverse wijzigingsbepalingen

Art. 2. In het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs wordt artikel 44quater opgeheven.

Art. 3. In hetzelfde decreet wordt artikel 97bis opgeheven.

Art. 4. In artikel 130 van hetzelfde decreet worden de woorden "15 januari" vervangen door de woorden "15 oktober".

Art. 5. In artikel 132 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

"Voor elke leerling bedoeld in het vorige lid worden middelen toegekend aan de bevoegde territoriale pool overeenkomstig artikel 6.2.5-5 van het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs.

Het begeleidingspersoneel van de territoriale pool dat de leerling begeleidt in totale permanente integratie wordt gekozen op grond van de specificiteit van de typen en de behoeften van het kind zoals bepaald in artikel 8.;"

2° de paragrafen 2 tot 5 en 7 worden opgeheven;

3° in paragraaf 6, eerste lid, worden de woorden « van het gespecialiseerd onderwijs" vervangen door de woorden « van de bevoegde territoriale pool".

Art. 6. In artikel 133 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, vierde lid, worden de woorden "voor gespecialiseerd onderwijs van type 7 belast met taalbadonderwijs in de gebarentaal gezorgd worden" vervangen door de woorden "van de bevoegde territoriale pool";

2° de paragrafen 2 tot 5 worden opgeheven.

Art. 7. In artikel 135 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "en van de bevoegde territoriale pool" ingevoegd tussen de woorden "met de opvoedingsploeg" en de woorden «, aanvaardt partner te zijn";

2° het tweede lid wordt aangevuld met een 3°, luidend als volgt:

"3° de coördinator van de territoriale pool of zijn afgevaardigde met wie de betrokken gewone school samenwerkt."

Art. 8. In artikel 136 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid, 2°, worden de woorden « van het gespecialiseerd onderwijs" vervangen door de woorden "van de bevoegde territoriale pool";

b) het eerste lid wordt aangevuld met een 6°, luidend als volgt:

"6° de toestemming van de coördinator van de bevoegde territoriale pool.;"

c) in het tweede lid worden de woorden "en in de bevoegde territoriale pool" ingevoegd na de woorden "Een kopie wordt eveneens bewaard in de inrichting voor gewoon onderwijs".

Art. 9. In artikel 141, eerste en tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « van het gespecialiseerd onderwijs" telkens vervangen door de woorden "van de bevoegde territoriale pool".

Art. 10. Artikel 142 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 11. In artikel 143, zesde lid, van hetzelfde decreet zullen de woorden "van de artikelen 132 en 142" vervangen worden door de woorden "van artikel 132".

Art. 12. Artikel van 144 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 13. Artikel 153 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgende lid:

"In voorkomend geval brengt de school voor gespecialiseerd onderwijs de territoriale pool op de hoogte van het opstellen van een protocol voor de leerlingen die betrokken zijn bij een eventuele volledige permanente integratie."

Art. 14. In artikel 4, eerste lid, van het decreet van 28 maart 2019 betreffende de steun- en begeleidingscellen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs en het statuut van steun- en begeleidingsadviseurs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) 1° wordt aangevuld als volgt "alsook voor het opstellen van de bijlage betreffende de internationale pool bedoeld in artikel 6.2.4-1, van het wetboek";

b) 2° wordt aangevuld als volgt "alsook om de uitvoering van de bijlage betreffende de territoriale pool bedoeld in artikel 6.2.4-1, van het wetboek te begeleiden en te volgen".

Art. 15. Artikel 14, § 1, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met 13° en 14°, luidend als volgt:

13° de oprichting van de territoriale polen bedoeld in Boek 6, Titel 3, van het wetboek te vergemakkelijken, in het bijzonder door facilitatoren te zijn voor een optimale geografische spreiding van de polen en samenwerkende scholen, waar nodig ook in een netoverschrijdende dynamiek;

14° de coördinator en de leden van het multidisciplinaire team van de territoriale polen advies te geven en te begeleiden, inzonderheid wat betreft het delen van de middelen."

Art. 16. In artikel 1.3.1-1 van het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) er wordt een 18°/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"18°/1 doelstellingenovereenkomst: de overeenkomst bedoeld in artikel 1.5.2-2";

b) er wordt een 33°/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"33°/2 multidisciplinair team van de territoriale pool: de coördinator en de andere personeelsleden van de territoriale pool";

c) er wordt een 41°/2 ingevoegd, luidend als volgt :

"41°/2 totale permanente integratie: het systeem bedoeld in hoofdstuk X van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;";

d) er wordt een 45°/1 en een 45°/2 ingevoegd, luidend als volgt :

"45°/1 sturingsplan: het plan bedoeld in artikel 1.5.2-1;

45°/2 territoriale pool: de territoriale pool belast met de ondersteuning van scholen van gewoon onderwijs in de uitvoering van redelijke aanpassingen en totale permanente integratie bedoeld in artikel 6.2.2-1;";

e) er wordt een 61°/1, luidend als volgt :

"61°/1 type: één van de typen van gespecialiseerd onderwijs bepaald in artikel 1.2.1-9."

Art. 17. In artikel 1.5.2-3 van hetzelfde wetboek wordt paragraaf 1 aangevuld met een 9°, luidend als volgt:

"9° voor de hoofdscholen van een territoriale pool, de bijlage betreffende de territoriale pool bedoeld in artikel 6.2.4-1;".

Art. 18. In artikel 1.5.3-1 van hetzelfde wetboek wordt paragraaf 2 aangevuld met 10°, 11° en 12°, luidend als volgt:

10° om elk jaar, voor scholen voor gewoon onderwijs, een globaal onderzoek te voeren over het inclusieve karakter van de school. Bij deze gelegenheid nodigt de participatieraad de ouders van leerlingen uit voor wie de pool zorgt voor volledige permanente integratie of redelijke aanpassingen en kan een vertegenwoordiger van de territoriale pool horen;

11° voor scholen voor gewoon onderwijs op de hoogte worden gebracht bij het sluiten van de samenwerkingsovereenkomst tussen de school en haar territoriale pool, in het bijzonder over de nadere regels voor informatie en samenwerking met leerlingen en ouders van leerlingen met wie de pool werkt;

12° voor de scholen voor gewoon onderwijs een advies uitbrengen over de samenwerking van de school met de territoriale pool, vóór de tussentijdse evaluatie en de evaluevaluatie van de bijlage bedoeld in artikel 6.2.4-1 . Bij deze gelegenheid hoort de participatieraad een vertegenwoordiger van de territoriale pool en nodigt de ouders uit van leerlingen voor wie de pool zorgt voor de uitvoering van volledige permanente integratie of redelijke aanpassingen. Dit advies wordt aan de bevoegde territoriale pool meegedeeld. "

Art. 19. In artikel 1.7.8-1 van hetzelfde wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

"De opgegeven diagnose voor de uitvoering van aanpassingen wordt gesteld door een specialist op medisch, paramedisch of psychisch-medisch gebied, of door een multidisciplinair medisch team. De regering bepaalt de volledige lijst van de beroepen die ertoe gemachtigd worden deze diagnose te stellen. Wanneer de aanvraag om de uitvoering van redelijke aanpassingen ingediend wordt door de ouders van de minderjarige leerling of van de leerling zelf indien deze meerderjarig is of van een persoon die het ouderlijk gezag uitoefent of die het minderjarige kind in feite onder zijn bewaring heeft, door een lid van de klassenraad of door de psycho-medisch-sociale centra, is deze laatste ook bevoegd om een diagnose te stellen."

2° in paragraaf 1 wordt het vierde lid vervangen als volgt:

“Op het ogenblik dat de aanvraag voor de eerste keer bij een school ingediend wordt kan het PMS-centrum van de laatste school gevolgd door de leerling de elementen van het dossier van de leerling aan het PMS-centrum van de nieuwe school bezorgen.”;

3° in dezelfde paragraaf wordt het vijfde lid ingeleid:

« Op aanvraag van de ouders van de minderjarige leerling of van de leerling zelf indien deze meerderjarig is, op aanvraag van een lid van het onderwijsteam of van een lid van het multidisciplinaire team van de bevoegde territoriale pool of op eigen initiatief, kan het PMS-centrum van de laatste school gevolgd door de leerling, indien het over de informatie en de geschikte disciplinaire competenties beschikt, een advies uitbrengen over de mogelijkheid om de opgegeven diagnose bij te werken voor de uitvoering van redelijke aanpassingen. Bij gebrek hieraan wordt een nieuwe diagnose gesteld overeenkomstig het tweede lid.”;

4° paragraaf 3, eerste lid, 3°, wordt vervangen als volgt :

“3° een vertegenwoordiger van het PMS-centrum bevoegd voor de betrokken gewone school als één van de partners of de directeur van het PMS-centrum dit nodig acht”;

5° paragraaf 3, eerste lid, wordt aangevuld met een 5°, luidend als volgt:

“5° een vertegenwoordiger van de bevoegde territoriale pool wanneer de opvang van de betrokken leerling door de pool nodig zou kunnen zijn.”;

6° paragraaf 3 wordt aangevuld met het volgende lid:

“Bij afwezigheid van het PMS-centrum bij de collegiale vergaderingen voor overleg, brengt de directeur van de school of zijn afgevaardigde het PMS-centrum op de hoogte van de genomen beslissingen.»;

7° in paragraaf 4 wordt het zesde lid aangevuld als volgt: “De scholen delen aan de diensten van de regering de identiteit mee van de leerlingen betrokken bij zo’n protocol.”.

AFDELING II

Statutaire bepalingen

ONDERAFDELING I

Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

Art. 20. In het tweede lid, paragraaf 2, van artikel 25 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden de woorden “, met inbegrip van deze bedoeld in artikel 44quater,” ingevoegd tussen de woorden “betreffende de verschillende ambten” en de woorden “worden bekendgemaakt”.

Art. 21. In hoofdstuk III van hetzelfde koninklijk besluit wordt een afdeling 2^{ter} ingevoegd, luidend als volgt: “De personeelsleden van een territoriale pool”.

Art. 22. In de afdeling 2^{ter} wordt een artikel 44quater ingevoegd, luidend als volgt:

“Artikel 44quater. § 1. Elk jaar, uiterlijk in de eerste helft van juni, lanceert de inrichtende macht specifieke interne en externe oproepen naar kandidaten voor een aanwijzing binnen een territoriale pool zoals bedoeld in Boek 6, Titel 3, van het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, bij advies ingevoegd in het *Belgisch Staatsblad*.

De interne oproep staat open voor personeelsleden aangesteld in tijdelijk verband, prioritair prioritair verband of benoemd in vast verband en toegewezen als hoofd- of aanvullende opdracht, in de hoofdschool of in één van de gespecialiseerde partnerscholen.

De externe oproep staat open voor personeelsleden aangesteld in tijdelijk, prioritair tijdelijk verband of benoemd in vast verband en toegewezen als hoofd- of aanvullende opdracht, in een gespecialiseerde school buiten de pool of in een gewone school of in een psycho-medisch-sociaal centrum.

Het advies vermeldt het ambt waarin de betrekking wordt gecreëerd, de opdrachtenlast en het gewenste ambtsprofiel, alsook de vorm en de termijn waarin de kandidaturen ingediend moeten worden.

§ 2. De kandidaten worden gerangschikt op basis van de geschiktheid van hun profiel voor de opdrachten en doelstellingen van de pool.

De personeelsleden die in vast verband benoemd worden en die onderworpen zijn aan dit besluit, worden geacht onmiddellijk in aanmerking te komen voor een wijziging van toewijzing of van een tijdelijke wijziging van toewijzing, naargelang de betrekking definitief of tijdelijk vacant is, indien deze verbonden is aan een andere instelling dan die waaraan zij zijn toegewezen of toegewezen in hoofdorde en onder hetzelfde ambt valt en indien de prestaties waaruit het is samengesteld gelijk zijn aan of groter zijn dan de opdrachtlast van de benoeming van het personeelslid.

De personeelsleden die in vast verband benoemd zijn en die onderworpen zijn aan dit besluit, wanneer ze aangesteld worden na deze oproepen in een betrekking van hetzelfde ambt binnen een territoriale pool, komen in aanmerking voor het verlof bedoeld in hoofdstuk IIIbis van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen wanneer ze aangesteld zijn na deze oproepen in een betrekking binnen een territoriale pool indien deze prestaties waaruit deze betrekking bestaat lager zijn dan de opdrachtlast van de benoeming van het personeelslid.

Na twee opeenvolgende aanstellingen in deze betrekking, elk voor volledige schooljaren, wordt aan de personeelsleden bedoeld in het vorige lid die hetzelfde ambt uitoefenen, op hun verzoek, een wijziging van toewijzing of een tijdelijke wijziging van toewijzing verleend, naargelang de betrekking definitief of tijdelijk vacant is.

Art. 23. In de afdeling 2^{ter} van hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 44quinquies ingevoegd, luidend als volgt:

« Artikel 44quinquies. § 1. De bepalingen betreffende de evaluatie van de personeelsleden die aangesteld worden in tijdelijk, prioritair tijdelijk of beschermd tijdelijk verband, en de evaluatie van de personeelsleden die in vast verband benoemd worden, zijn van toepassing op de personeelsleden die binnen de territoriale pool aangesteld worden.

§ 2. Het verslag over de wijze van dienen of de beoordelingsstaat, opgesteld door het hoofd van de inrichting, kan gebaseerd zijn op de door de coördinator van de territoriale pool vastgestelde uitvoerige feiten.”

Art. 24. In de afdeling 2^{ter} van hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 44sexies ingevoegd, luidend als volgt:

« Artikel 44sexies. § 1. De bepalingen betreffende het ontslag van de personeelsleden die in tijdelijk verband aangesteld worden en de tuchtregeling van de personeelsleden die in vast verband worden benoemd, zijn van toepassing op de personeelsleden die binnen de territoriale pool worden aangesteld.

§ 2. Het voorstel tot ontslag of tuchtsanctie, uitgevaardigd door het hoofd van de inrichting, kan gebaseerd zijn op de door de coördinator van de territoriale pool geconstateerde uitvoerige feiten.”

ONDERAFDELING II

Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

Art. 25. Artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt aangevuld door een derde lid, luidend als volgt:

”In afwijking van de bepalingen die vooraf gaan genieten de coördinatoren van de territoriale polen van jaarlijks vakantieverlof dat als volgt wordt bepaald:

a) Kerstvakantie: van 21 december tot en met 3 januari of van 22 december tot en met 4 januari of van 23 december tot en met 5 januari;

b) Paasvakantie: twee weken;

c) Zomervakantie: van 6 juli tot en met 25 augustus.”

ONDERAFDELING III

Bepalingen tot wijziging van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het vrij gesubsidieerd onderwijs

Art. 26. In hoofdstuk IV van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het vrij gesubsidieerd onderwijs, wordt aan het opschrift van afdeling II het volgende toegevoegd: ”en het ambt van territoriale poolcoördinator”.

Art. 27. In hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt een afdeling IV met als opschrift ”Bijzondere bepalingen met betrekking tot het ambt van territoriale poolcoördinator” ingevoegd.

Art. 28. In afdeling IV, ingevoegd bij artikel 27, worden de volgende artikelen ingevoegd:

”Artikel 54duodecies. Niemand kan tijdelijk als territoriale poolcoördinator in dienst worden genomen, tenzij hij op het moment van indienstneming aan de volgende voorwaarden voldoet:

1° worden aangeworven of vast benoemd in een ambt van aanwerving, selectie of bevordering in de categorie van directeur en onderwijzer, paramedisch personeel, sociaal personeel, psychologisch personeel en hulpopvoedingspersoneel binnen het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, op het niveau van het basis- of secundair onderwijs, gewoon of gespecialiseerd;

2° in het bezit zijn van ten minste een bachelorsbekwaamheidsbewijs;

3° voldoen aan de criteria van het ambtsprofiel bedoeld in artikel 54quindécies, §2;

4° drie jaar anciënniteit in het gespecialiseerd onderwijs hebben;

5° een specifieke opleiding hebben gevolgd, afgesloten met een getuigschrift, of zich ertoe verbinden een dergelijke opleiding te volgen, zodat deze binnen twee jaar na de aanvaarding van het ambt beschikbaar is;

6° hebben gereageerd op de in artikel 54quindécies bedoelde oproep tot het indienen van kandidaturen.

Indien er geen kandidaat is die voldoet aan de voorwaarden vermeld in het eerste lid, kan de inrichtende macht een kandidaat aanstellen die voldoet aan alle voorwaarden vermeld in het eerste lid, maar die een personeelslid is dat tijdelijk is aangesteld of aangeworven in een ambt, vermeld in het eerste lid, 1° of een personeelslid van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra en/of die niet voldoet aan de voorwaarde vermeld in 4°.

Artikel 54terdecies. De inrichtende macht neemt de poolcoördinator in vast verband in het vacante ambt dat hij bekleedt na het verstrijken van een periode van twee jaar, die overeenkomstig artikel 61septdecies, § 2, tweede lid, met zes maanden kan worden verlengd nadat zijn tweede of, in voorkomend geval, derde evaluatie is afgerond, indien hij aan de volgende voorwaarden voldoet:

1° houder zijn van het specifiek opleidingsgetuigschrift bedoeld in artikel 54duodecies;

2° geen ”ongunstig” evaluatieverslag hebben.

Voor de berekening van de periode van twee jaar, eventueel verlengd met zes maanden, wordt enkel rekening gehouden met de werkelijke diensttijd vervuld na de aanwijzing, met inbegrip van de jaarlijkse vakantie, de verloven voorzien in de artikelen 5, 5bis en 7 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen in toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor

kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, alsmede het verlot met het oog op adoptie en onofficiële voogdij, alsmede het moederschapverlof bedoeld in hoofdstuk IIbis, respectievelijk hoofdstuk XIII, van hetzelfde koninklijk besluit van 15 januari 1974.

Artikel 54quaterdecies. - Een vaste aanwerving in het ambt van territoriale poolcoördinator kan alleen gebeuren als het ambt als hoofdamt wordt vervuld.

Artikel 54quindécies. - § 1. Een inrichtende macht die een personeelslid in dienst neemt voor een selectieambt als territoriale poolcoördinator, op tijdelijke basis voor meer dan vijftien weken:

1° raadpleegt de directeur van het hoofdkantoor alsook, in voorkomend geval, de ondernemingsraad, het plaatselijk overlegorgaan of, bij ontstentenis daarvan, de vakbondsafvaardiging van het hoofdkantoor over het profiel van het te vervullen selectieambt;

2° ontvangt van de leden van het multidisciplinaire team van de territoriale pool alle informatie die zij nuttig achten om hem met het oog op de tijdelijke tewerkstelling te verstrekken.

De inrichtende macht moet, na toepassing van § 1:

1° beslissen over het profiel van het te vervullen selectieambt, rekening houdend met de specifieke behoeften verbonden aan haar pedagogische en didactische project en met de specifieke kenmerken van de school waar het ambt zal worden vervuld. Naast de door de inrichtende macht gekozen gedrags- en technische vaardigheden omvat het ambtsprofiel in elk geval de volgende gedragsvaardigheden:

- a) de informatie analyseren;
- b) problemen oplossen;
- c) als een team werken;
- d) zich aanpassen;
- e) betrouwbaarheid aantonen;
- f) over goede luister- en communicatievaardigheden beschikken.

Het bevat ook de belangrijkste criteria voor de selectie van kandidaten en het gewicht dat aan elk criterium wordt toegekend. Het kan aanvullende arbeidsvoorwaarden bevatten, die verplicht zijn of een pluspunt voor het te vervullen ambt.

2° een oproep tot kandidatuurstelling doen in de door de Regering bepaalde vorm op voorstel van de bevoegde centrale paritaire commissie.

§ 3. De inrichtende macht gaat de verbintenis aan na de in artikel 61sexies/3 beschreven selectieprocedure te hebben gevolgd.

Artikel 54sexdecies. - § 1. Bij tijdelijke afwezigheid van de ambtsdrager of gedurende de tijd die nodig is voor een sollicitatieoproep kan de inrichtende macht voor een periode van vijftien weken of minder een personeelslid aanwijzen dat voldoet aan de voorwaarden van artikel 54duodecies. In afwijking van artikel 54duodecies is de voorwaarde van een oproep tot het indienen van aanvragen niet vereist.

Deze verbintenis voor ten hoogste 15 weken kan worden verlengd, mits de totale duur van de verbintenis niet meer dan 12 maanden bedraagt.

Indien de afwezigheid van de ambtsdrager langer duurt, doet de inrichtende macht uiterlijk op de laatste dag van de in het vorige lid bedoelde werkperiode een oproep tot het indienen van sollicitaties uitgaan.

In afwijking van lid 2 wordt de in lid 1 bedoelde verbintenis verlengd voor de periode tussen de oproep tot kandidaatstelling en de aanstelling van een kandidaat.

De inrichtende macht neemt binnen drie maanden na de oproep tot kandidaatstelling een kandidaat in dienst. Indien de inrichtende macht dit niet binnen drie maanden doet, zal de betrekking niet langer worden gesubsidieerd.

Elke tijdelijke aanstelling in een ambt van poolcoördinator geschiedt schriftelijk, overeenkomstig artikel 31 en met uitzondering van punt 8°.

Een tijdelijke aanstelling als poolcoördinator wordt beëindigd bij beslissing van de inrichtende macht of door toepassing van hoofdstuk VIII.

Het einde van het schooljaar heeft echter geen gevolgen voor de tijdelijke aanstelling in een betrekking van poolcoördinator.

§ 4. De inrichtende macht kan niet overgaan tot een tijdelijke aanstelling in een ambt van poolcoördinator indien zij op grond van de bepalingen inzake herschikking verplicht is dat ambt toe te wijzen aan een personeelslid dat is ontslagen bij gebrek aan werkgelegenheid in hetzelfde ambt.”.

Art. 29. In paragraaf 1, eerste lid, van artikel 61sexies van hetzelfde decreet worden de woorden “§ 1, 1° tot 3° en 5°” vervangen door de woorden “§ 1, 1° tot 3°, 5° en 8°”.

Art. 30. In artikel 61sexies/2 van hetzelfde decreet wordt een tweede lid ingevoegd, dat als volgt luidt:

“In afwijking van lid 1 wordt in de oproep tot het indienen van sollicitaties voor het ambt van territoriale poolcoördinator altijd vermeld dat het openstaat voor eenieder die voldoet aan de voorwaarden voor toegang tot het ambt.”.

Art. 31. In paragraaf 1 van artikel 61sexies/3 wordt tussen het huidige lid 1 en lid 2 een lid 2 ingevoegd, dat als volgt luidt:

“Eén vertegenwoordiger per inrichtende macht van de partnerscholen is ook lid van de selectiecommissie die is samengesteld voor de selectie van een territoriale poolcoördinator.”.

Art. 32. In hoofdstuk Vbis - Over de oproep tot kandidaten, de selectiecommissie, het opdrachtenblad, de evaluatie en het einde van de uitoefening van bepaalde bevorderings- en selectieambten van hetzelfde decreet wordt een afdeling 3 ingevoegd met als titel “Over het opdrachtenblad, de evaluatie en het einde van de uitoefening van het ambt van territoriale poolcoördinator dat tijdelijk wordt uitgeoefend”.

Art. 33. In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 32, worden de volgende artikelen ingevoegd

"Artikel 61*quaterdecies*. De artikelen 61*septies* tot en met 61*terdecies* zijn niet van toepassing op territoriale poolcoördinatoren.

Artikel 61*quinquies*. Zodra de tijdelijk in dienst genomen poolcoördinator zijn ambt bekleedt, wordt hij door de directeur van de hoofdschool belast met een vooraf door de inrichtende macht van de hoofdschool goedgekeurd opdrachtenblad. In dat blad worden de opdrachten van de poolcoördinator en de aan hem toegewezen prioriteiten gespecificeerd naar gelang van de behoeften van de samenwerkende scholen van de territoriale pool.

Alvorens het opdrachtenblad op te stellen, raadpleegt de inrichtende macht van de hoofdschool het plaatselijk orgaan voor sociaal overleg.

Het opdrachtenblad heeft een looptijd van zes jaar. De inhoud van het opdrachtenblad kan vóór het verstrijken ervan door de directeur worden gewijzigd in het licht van de ontwikkeling van de behoeften en de werking van de pool, of in onderlinge overeenstemming tussen de poolcoördinator en de directeur.

Het gewijzigde opdrachtenblad wordt ter goedkeuring aan de inrichtende macht voorgelegd.

Artikel 61*sexdecies*. § 1. In afwijking van artikel 61*quindécies*, lid 1, kan de directeur van de school van het hoofdkantoor, indien nodig en na voorafgaande goedkeuring door de inrichtende macht, een personeelslid dat tijdelijk als territoriale poolcoördinator is aangesteld voor een periode van minder dan één jaar, een opdrachtenblad verstrekken.

De directeur van de hoofdschool verstrekt ambtshalve een door de inrichtende macht vooraf goedgekeurd opdrachtenblad aan het personeelslid dat in vast verband is aangesteld en aan het personeelslid dat tijdelijk als territoriale poolcoördinator is aangesteld voor een periode van één jaar of meer, of van wie de aanstelling ten minste één jaar heeft geduurd.

Het in dit artikel bedoelde opdrachtenblad kan bestaan uit een bevestiging van het opdrachtenblad van de territoriale poolcoördinator die wordt vervangen, of uit een nieuw document.

Art. 61*septdecies*. § 1. De op tijdelijke basis benoemde poolcoördinator wordt ten minste tweemaal beoordeeld door de inrichtende macht van de school waar hij werkzaam is, voordat hij op permanente basis kan worden benoemd. De eerste evaluatie vindt plaats tussen de 9e effectieve maand en het einde van de 12e effectieve maand van het eerste jaar van de aanstelling van de poolcoördinator. Met de tweede evaluatie wordt begonnen tussen de 9e effectieve maand en het einde van de 12e effectieve maand van het tweede jaar. Valt deze periode in een schoolvakantieperiode, dan wordt zij verschoven naar de eerste dag na deze vakantieperiode.

De evaluatie wordt gebaseerd op het opdrachtenblad en op de succesvolle voltooiing van de opleiding die leidt tot het in artikel 54 *duodecies* bedoelde getuigschrift van vakbekwaamheid, indien de poolcoördinator daarvoor vóór zijn benoeming niet beschikte. Er wordt rekening gehouden met de algemene context waarin de poolcoördinator moet opereren en met de middelen die hem ter beschikking worden gesteld.

De regering stelt op voorstel van de bevoegde centrale paritaire commissie het model van het evaluatieverslag en de nadere bepalingen voor de opstelling ervan vast.

De evaluatiemelding aan het eind van de evaluatie kan "gunstig", "met voorbehoud" of "ongunstig" zijn.

Het met redenen omklede evaluatieverslag van de directeur van de hoofdschool die een van de in lid 4 bedoelde vermeldingen voorstelt, wordt voorgelegd aan de coördinator van de pool, die over tien dagen beschikt om een klacht in te dienen bij de inrichtende macht. Binnen 15 dagen na ontvangst van de klacht stelt de inrichtende macht de poolcoördinator in kennis van haar beslissing.

In geval van een "ongunstige" evaluatie heeft de poolcoördinator twintig dagen tijd om tegen zijn evaluatie in beroep te gaan bij de bevoegde raad van beroep.

De raad van beroep heeft 45 dagen tijd, gerekend vanaf de datum van ontvangst van het beroep, om advies uit te brengen over de vraag of de poolcoördinator een "ongunstige" evaluatie moet krijgen.

De inrichtende macht kent binnen een maand na ontvangst van het advies van de raad van beroep de definitieve melding toe aan de poolcoördinator.

Indien de evaluaties niet binnen de in het eerste lid genoemde termijnen in gang worden gezet, worden de evaluaties van de poolcoördinator geacht "gunstig" te zijn.

§ 2. Indien de eerste volgens de procedure van lid 1 definitief toegekende melding "met voorbehoud" is, kan de tweede evaluatie alleen "gunstig" of "ongunstig" zijn.

Indien de tweede en laatste evaluatie "met voorbehoud" is, wordt de tijdelijke aanwijzing van ambtswege met zes maanden verlengd. De poolcoördinator wordt een derde keer beoordeeld. De derde evaluatie wordt gestart zes maanden nadat de tweede evaluatie definitief is toegekend en wordt binnen een maand na deze termijn toegekend. Deze kan alleen "gunstig" of "ongunstig" zijn.

Indien de eerste, tweede of, in voorkomend geval, derde evaluatie die uiteindelijk wordt toegekend "ongunstig" is, wordt de aanstelling van de poolcoördinator van ambtswege beëindigd."

Art. 34. Aan artikel 71*nonies* van voornoemd decreet wordt aan het einde een streepje toegevoegd, dat als volgt luidt

"- na toepassing van artikel 61*septdecies*, § 2, derde lid".

ONDERAFDELING IV

Bepalingen tot wijziging van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van het gesubsidieerd personeel in het officieel gesubsidieerd onderwijs

Art. 35. De woorden "en het ambt van territoriale poolcoördinator" worden toegevoegd aan het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk IV van het besluit.

Art. 36. In hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt een afdeling 4 met als opschrift "Bijzondere bepalingen met betrekking tot het ambt van territoriale poolcoördinator" ingevoegd.

Art. 37. In afdeling 4, ingevoegd bij artikel 36, worden de volgende artikelen ingevoegd

"Artikel 44*decies*/1. Een persoon kan slechts tijdelijk in het ambt van territoriale poolcoördinator worden aangesteld indien hij op het tijdstip van de tijdelijke aanstelling aan de volgende voorwaarden voldoet:

1° vast benoemd zijn of vast aangeworven zijn in een ambt van aanwerving, selectie of bevordering in de categorie van directeurs en onderwijzend personeel, paramedisch personeel, sociaal personeel, psychologisch personeel en hulpopvoedingsonderwijspersoneel binnen het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, op het niveau van het basis- of secundair onderwijs, gewoon of gespecialiseerd;

2° in het bezit zijn van ten minste een bachelorsdiploma;

3° voldoen aan de criteria van het ambtsprofiel bedoeld in artikel 44*decies*/4, § 2;

4° drie jaar anciënniteit in het gespecialiseerd onderwijs genieten;

5° een specifieke opleiding hebben gevolgd, afgesloten met een getuigschrift, of zich ertoe verbinden een dergelijke opleiding te volgen, zodat deze binnen twee jaar na de aanvaarding van het ambt beschikbaar is;

6° hebben gereageerd op de in artikel 44*decies*/4 bedoelde oproep tot het indienen van kandidaturen.

Indien er geen kandidaat is die voldoet aan de voorwaarden, vermeld in het eerste lid, kan de inrichtende macht een kandidaat aanstellen die voldoet aan alle voorwaarden, vermeld in het eerste lid, maar die een personeelslid is dat tijdelijk is aangesteld of aangesteld in een ambt vermeld in het eerste lid, 1°, of een personeelslid van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra en/of die niet voldoet aan de voorwaarde vermeld in 4°.

Artikel 44*decies*/2. De inrichtende macht benoemt de poolcoördinator op permanente basis in het vacante ambt dat hij bekleedt na het verstrijken van een periode van twee jaar, die overeenkomstig artikel 52*septdecies*, § 2, tweede lid, met zes maanden kan worden verlengd nadat zijn tweede of, in voorkomend geval, derde evaluatie is afgerond, indien hij aan de volgende voorwaarden voldoet:

1° houder zijn van het specifiek opleidingsgetuigschrift bedoeld in artikel 44*decies*/1;

2° geen "ongunstig" evaluatieverslag hebben.

Voor de berekening van de periode van twee jaar, eventueel verlengd met zes maanden, wordt enkel rekening gehouden met de werkelijke diensttijd vervuld na de aanstelling, met inbegrip van de jaarlijkse vakantie, het verlof voorzien in de artikelen 5, *bis* en 7 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen in toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, alsmede het verlof met het oog op adoptie en onofficiële voogdij, alsmede het moederschapverlof bedoeld in hoofdstuk II*bis*, respectievelijk hoofdstuk XIII, van hetzelfde koninklijk besluit van 15 januari 1974.

Artikel 44*decies*/3. - Niemand kan tot territoriale poolcoördinator worden benoemd als dat ambt niet zijn voornaamste ambt is.

Artikel 44*decies*/4. - § 1. De inrichtende macht die een personeelslid moet aanstellen in het ambt van territoriale poolcoördinator op een tijdelijke basis voor meer dan 15 weken:

1° raadpleegt de plaatselijke paritaire commissie van de hoofdschool over het profiel van het te vervullen selectieambt;

2° ontvangt van de leden van het multidisciplinaire team van de territoriale pool alle informatie die zij nuttig achten om hem met het oog op de tijdelijke aanwijzing te verstrekken.

§ 2. De inrichtende macht, na toepassing van § 1:

1° beslist over het profiel van het in te vullen ambt van poolcoördinator, rekening houdend met de specifieke behoeften verbonden aan de pool alsook met de specifieke kenmerken van de hoofdschool waar het ambt wordt uitgeoefend. Naast de door de inrichtende macht gekozen gedrags- en technische vaardigheden omvat het ambtsprofiel in elk geval de volgende gedragsvaardigheden:

- a) de informatie analyseren;
- b) problemen oplossen;
- c) als een team werken;
- d) zich aanpassen;
- e) betrouwbaarheid aantonen;
- f) beschikken over goede luister- en communicatievaardigheden.

Het bevat ook de belangrijkste criteria voor de selectie van kandidaten en het gewicht dat aan elk criterium wordt toegekend. Het kan bijkomende benoemingsvereisten bevatten, die ofwel verplicht zijn, ofwel een pluspunt voor het te vervullen ambt;

2° moet een oproep tot kandidatuurstelling doen in de door de Regering bepaalde vorm op voorstel van de bevoegde centrale paritaire commissie.

De inrichtende macht verricht de aanstelling na de selectieprocedure als bedoeld in artikel 52*quinquies*/3 te hebben gevolgd.

Artikel 44*decies*/5. - § 1. Bij tijdelijke afwezigheid van de ambtsdrager of voor de duur van een sollicitatieoproep kan de inrichtende macht voor een periode van 15 weken of minder een personeelslid aanstellen dat voldoet aan de in artikel 44*decies*/1 genoemde voorwaarden. In afwijking van artikel 44*decies*/1, is de voorwaarde van een oproep tot het indienen van aanvragen niet vereist.

Voorts zijn de in artikel 27 bis bedoelde overheden bevoegd om dergelijke aanstellingen te doen voor een periode van vijftien weken of minder.

Deze aanstelling voor ten hoogste 15 weken kan worden verlengd, mits de totale duur van de aanstelling niet meer dan 12 maanden bedraagt.

Bij langdurige afwezigheid van de ambtsdrager doet de inrichtende macht uiterlijk op de laatste dag van de in het vorige lid bedoelde aanwijzingsperiode een oproep tot kandidaatstelling uitgaan.

In afwijking van lid 3 wordt de in lid 1 bedoelde aanwijzing verlengd voor de periode tussen de oproep tot kandidaatstelling en de aanwijzing van een kandidaat.

De inrichtende macht wijst binnen drie maanden na de oproep tot kandidaatstelling een kandidaat aan. Zo niet, dan zal de betrekking na drie maanden niet langer worden gesubsidieerd.

§ 2. Elke tijdelijke aanstelling in het ambt van territoriale poolcoördinator gebeurt schriftelijk, met uitzondering van 7° § 2.

§ 3. De inrichtende macht kan niet overgaan tot een tijdelijke aanstelling in een ambt van territoriale poolcoördinator als zij zich op grond van de bepalingen inzake herschikking genoodzaakt ziet dat ambt toe te kennen aan een personeelslid dat bij gebrek aan werkgelegenheid is ontslagen.

§ 4. Een tijdelijke aanstelling in een selectieambt eindigt:

a) in onderlinge overeenstemming;

b) bij besluit van de inrichtende macht, overeenkomstig de procedure bedoeld in § 5 van dit artikel;

c) of door toepassing van artikel 22, lid 1.

Het einde van het schooljaar heeft echter geen gevolgen voor de tijdelijke aanstelling in een ambt van territoriale poolcoördinator.

§ 5. De inrichtende macht kan, op voorstel van de directeur of op eigen initiatief, met inachtneming van een opzeggingstermijn van vijftien dagen een einde maken aan de aanstelling van een personeelslid dat tijdelijk als territoriale poolcoördinator is aangesteld.

Alvorens kennis te geven van een beslissing tot beëindiging van de aanstelling, moet het personeelslid door de tot aanstelling bevoegde inrichtende macht zijn gehoord.

De uitnodiging voor de hoorzitting en de redenen waarom de inrichtende macht voornemens is de aanstelling van het personeelslid te beëindigen, worden hem ten minste vijf werkdagen vóór de hoorzitting meegedeeld, hetzij bij aangetekende brief, hetzij door middel van een brief met ontvangstbevestiging die persoonlijk wordt afgegeven. Tijdens de hoorzitting kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen uit het personeel in actieve dienst of gepensioneerd personeel van het officieel gesubsidieerd onderwijs of door een vertegenwoordiger van een vakbondsorganisatie die personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs vertegenwoordigt en aangesloten is bij organisaties die zitting hebben in de Nationale Arbeidsraad. De hoorzitting wordt in notulen vastgelegd. De procedure wordt geldig voortgezet indien het naar behoren opgeroepen personeelslid de hoorzitting niet bijwoont of zich niet bij de hoorzitting laat vertegenwoordigen."

Art. 38. In artikel 52*quinquies*, eerste lid, van het decreet worden de woorden "5, § 1, 1° tot 3° en 5°" vervangen door de woorden "5, § 1, 1° tot 3°, 5° en 8°".

Art. 39. In artikel 52*quinquies*/2 van genoemd decreet wordt een tweede lid ingevoegd, dat als volgt luidt:

"In afwijking van lid 1 wordt in de oproep tot het indienen van sollicitaties voor het ambt van territoriale poolcoördinator altijd vermeld dat het openstaat voor eenieder die voldoet aan de voorwaarden voor toegang tot het ambt."

Art. 40. In paragraaf 1 van artikel 52*quinquies*/3 wordt tussen het huidige lid 1 en lid 2 een lid 2 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Eén vertegenwoordiger per inrichtende macht van de partnerscholen van de pool is ook lid van de selectiecommissie die is samengesteld voor de selectie van een poolcoördinator.

Art. 41. In hoofdstuk Vbis - Over de oproep tot kandidaten, de selectiecommissie, de aanstellingsbrief, de evaluatie en het einde van de uitoefening van bepaalde bevorderings- en selectieambten van hetzelfde decreet wordt een afdeling 4 ingevoegd met als titel "Over de aanstellingsbrief, de evaluatie en het einde van de uitoefening van het ambt van territoriale poolcoördinator dat tijdelijk wordt uitgeoefend".

Art. 42. In afdeling 4, ingevoegd bij artikel 41, worden de volgende artikelen ingevoegd:

"Artikel 52*quaterdecies*. De artikelen 52*sexies* tot en met 52*terdecies* zijn niet van toepassing op de territoriale poolcoördinatoren.

Artikel 52*quinqüesdecies*. Zodra de tijdelijk aangestelde poolcoördinator zijn ambt bekleedt, belast de directeur van de hoofdschool hem met een opdrachtenblad dat vooraf is goedgekeurd door de inrichtende macht van de hoofdschool. In dat blad worden de opdrachten van de poolcoördinator en de aan hem toegewezen prioriteiten gespecificeerd in overeenstemming met de behoeften van de samenwerkende scholen in de pool.

Alvorens het opdrachtenblad op te stellen, raadpleegt de inrichtende macht van de hoofdschool het plaatselijk orgaan voor sociaal overleg.

Het opdrachtenblad heeft een looptijd van zes jaar. De inhoud van het opdrachtenblad kan vóór het verstrijken ervan door de directeur worden gewijzigd in het licht van de ontwikkeling van de behoeften en de werking van de pool of in onderlinge overeenstemming tussen de poolcoördinator en de directeur.

Het gewijzigde opdrachtenblad wordt ter goedkeuring aan de inrichtende macht voorgelegd.

Art. 52*sexdecies*. § 1. In afwijking van artikel 52*quinquiesdecies*, lid 1, kan de directeur van de hoofdschool, indien nodig en na voorafgaande goedkeuring door de inrichtende macht, een opdrachtenblad toekennen aan het personeelslid dat tijdelijk voor een periode van minder dan één jaar als territoriale poolcoördinator is aangesteld.

De directeur van de hoofdschool vertrouwt het personeelslid dat in vast verband is aangesteld en het personeelslid dat in tijdelijke dienst als territoriale poolcoördinator is aangesteld voor een periode van één jaar of langer, of van wie de aanstelling ten minste één jaar heeft geduurd, van rechtswege een door de inrichtende macht vooraf goedgekeurd opdrachtblad toe.

Het in dit artikel bedoelde opdrachtenblad kan bestaan uit een bevestiging van het opdrachtenblad van de territoriale poolcoördinator die wordt vervangen, of uit een nieuw document.

Art. 52septdecies. § 1. De op tijdelijke basis aangestelde poolcoördinator wordt ten minste tweemaal door de inrichtende macht van de betrokken school geëvalueerd voordat hij op permanente basis wordt aangesteld. De eerste evaluatie vindt plaats tussen de 9e effectieve maand en het einde van de 12e effectieve maand van het eerste jaar van de aanstelling van de poolcoördinator. Met de tweede evaluatie wordt begonnen tussen de 9e effectieve maand en het einde van de 12e effectieve maand van het tweede jaar. Valt deze periode in een schoolvakantieperiode, dan wordt zij verschoven naar de eerste dag na deze vakantieperiode.

De evaluatie wordt gebaseerd op het opdrachtenblad en, indien van toepassing, op de succesvolle voltooiing van de in artikel 44decies/1 bedoelde specifieke opleiding indien de poolcoördinator voor zijn benoeming geen dergelijke opleiding heeft gehad. Er wordt rekening gehouden met de algemene context waarin de poolcoördinator moet opereren en met de middelen die hem ter beschikking worden gesteld.

De regering stelt op voorstel van de bevoegde centrale paritaire commissie het model-evaluatieverslag en de procedures daarvoor vast.

De melding aan het eind van de evaluatie kan "gunstig", "met voorbehoud" of "ongunstig" zijn.

Het met redenen omklede evaluatieverslag van de pooldirecteur waarin een van de in lid 4 bedoelde meldingen wordt voorgesteld, wordt voorgelegd aan de poolcoördinator, die over tien dagen beschikt om een klacht in te dienen bij de inrichtende macht. Binnen 15 dagen na ontvangst van de klacht stelt de inrichtende macht de poolcoördinator in kennis van haar beslissing.

In geval van een "ongunstige" evaluatie heeft de poolcoördinator twintig dagen om tegen zijn evaluatie in beroep te gaan bij de bevoegde raad van beroep.

De raad van beroep brengt binnen 45 dagen na de datum van ontvangst van het beroep advies uit aan de inrichtende macht.

De inrichtende macht kent binnen een maand na ontvangst van het advies van de raad van beroep het eindcijfer toe aan de poolcoördinator. Indien ze geen beslissing treft binnen de voorgeschreven termijn, wordt de beslissing geacht in overeenstemming te zijn met het advies.

Indien zij niet binnen de in het eerste lid genoemde termijnen in gang worden gezet, worden de evaluaties van de poolcoördinator geacht "gunstig" te zijn.

§ 2. Indien de eerste volgens de procedure van paragraaf 1 definitief toegekende evaluatie "met voorbehoud" is, kan de tweede evaluatie alleen "gunstig" of "ongunstig" zijn.

Indien de tweede en laatste evaluatie "met voorbehoud" is, wordt de tijdelijke aanwijzing van ambtswege met zes maanden verlengd. De poolcoördinator wordt een derde keer beoordeeld. De derde evaluatie wordt aangevat zes maanden nadat de tweede evaluatie definitief is toegekend en de vermelding wordt binnen de maand na deze periode toegekend. Het kan alleen "gunstig" of "ongunstig" zijn.

Indien de eerste, tweede of, in voorkomend geval, derde evaluatie die uiteindelijk wordt toegekend "ongunstig" is, wordt de aanstelling van de poolcoördinator van ambtswege beëindigd.

Artikel 52octiesdecies - In het ambt van territoriale poolcoördinator kan niemand worden benoemd die dat ambt niet als hoofdamt uitoefent.

Art. 43. In artikel 58 van hetzelfde decreet wordt het volgende punt 10° ingevoegd:

" 10° in geval van een ongunstig evaluatieverslag als bedoeld in artikel 52sexdecies, § 2, derde lid ".

ONDERAFDELING V

Bepalingen tot wijziging van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderings- en selectieambten

Art. 44. In artikel 5 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderings- en selectieambten worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt het volgende punt 8° toegevoegd:

"8° van een territoriale poolcoördinator";

2° in paragraaf 3 wordt een punt 3° toegevoegd, dat als volgt luidt:

"3° territoriale poolcoördinator".

Art. 45. In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk IIter ingevoegd, met als opschrift "Selectieambt van een territoriale poolcoördinator".

Art. 46. In het bij artikel 51 ingevoegde hoofdstuk IIter wordt het volgende artikel 7ter ingevoegd:

"Art. 7ter. Het ambt van territoriale poolcoördinator kan worden uitgeoefend door een personeelslid van het kleuteronderwijs, het lager onderwijs, het basisonderwijs of het secundair onderwijs, gewoon of gespecialiseerd".

Art. 47. In artikel 8, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden "met uitzondering van de ambten van territoriale poolcoördinator en coördinator van een centrum voor geavanceerde technologieën" ingevoegd tussen de woorden "bevorderings- of selectieambten" en "onder de volgende voorwaarden:

Art. 48. In hetzelfde decreet wordt het volgende artikel 12sexies ingevoegd:

"Artikel 12sexies. 1. Om te worden aangesteld in het selectieambt van territoriale poolcoördinator in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, moeten de personeelsleden:

1° vast benoemd zijn of een ambt van aanwerving, selectie of bevordering uitoefenen in de categorie van het leidinggevend en onderwijzend personeel, paramedisch personeel, sociaal personeel, psychologisch personeel en hulpopvoedingspersoneel in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, op het niveau van het basis- of secundair, gewoon of gespecialiseerd, onderwijs;

2° in het bezit zijn van ten minste een bachelorsdiploma;

3° voldoen aan de criteria van het ambtsprofiel bedoeld in § 2;

4° drie jaar anciënniteit in het gespecialiseerd onderwijs hebben;

5° houder zijn van het getuigschrift bedoeld in artikel 21quater of zich ertoe verbinden een opleiding te volgen om dat getuigschrift te behalen binnen een termijn van twee jaar na hun indiensttreding.

Indien er geen kandidaat is die voldoet aan de voorwaarde bedoeld in lid 1, kunnen personeelsleden die tijdelijk zijn aangesteld in een ambt bedoeld in paragraaf 1, 1°, of die zijn aangesteld als lid van het technisch personeel van de Psycho-Medisch-Sociale Centra en/of die niet voldoen aan de voorwaarde bedoeld in 4°, eveneens worden aangesteld in het ambt van territoriale poolcoördinator.

§ 2. De directeur van de hoofdschool stelt de inrichtende macht in kennis van de vacature van de betrekking van poolcoördinator.

Het ambtsprofiel voor de aanwerving van een poolcoördinator bestaat uit twee delen:

- een generiek profiel op voorstel van de permanente commissie als bedoeld in artikel 22;
- een specifiek profiel dat door de aanwervingscommissie wordt voorgesteld binnen vier weken na de bekendmaking van de vacature.

Het specifieke ambtsprofiel bevat ook de belangrijkste criteria voor de selectie van kandidaten en het gewicht dat aan elk criterium wordt toegekend. Het kan aanvullende aanwijzingsvereisten bevatten, die ofwel verplicht zijn, ofwel een pluspunt voor de te vervullen betrekking.

Na goedkeuring van het profiel maakt de inrichtende macht binnen twee maanden nadat zij in kennis is gesteld van de vacature, een oproep tot het indienen van kandidaten voor het ambt bekend. Valt deze termijn in een schoolvakantieperiode, dan wordt hij verlengd tot het einde van de eerste week na die vakantieperiode.

§ 3. Voor elk te vervullen ambt stelt de inrichtende macht een aanwervingscommissie op, waarvan ze de samenstelling en de werkwijze bepaalt. Sollicitaties naar het ambt van territoriale poolcoördinator worden door de bevoegde aanwervingscommissie onderzocht. Zij legt een met redenen omkleed verslag en haar advies voor aan de inrichtende macht. De inrichtende macht wijst de coördinator aan als tijdelijk lid.

§ 4. Zodra de poolcoördinator zijn ambt bekleedt, wordt hij door de directeur van de hoofdschool belast met een opdrachtenblad dat vooraf door de inrichtende macht van de hoofdschool is goedgekeurd. In dat blad worden de opdrachten van de poolcoördinator en de aan hem toegewezen prioriteiten gespecificeerd in overeenstemming met de behoeften van de samenwerkende scholen in de pool.

Het opdrachtenblad heeft een looptijd van zes jaar. De inhoud van het opdrachtenblad kan vóór het verstrijken ervan door de directeur worden gewijzigd in het licht van de ontwikkeling van de behoeften en de werking van de pool, dan wel in onderlinge overeenstemming tussen de poolcoördinator en de directeur. Het gewijzigde opdrachtenblad wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de inrichtende macht.

§ 5. De poolcoördinator wordt ten minste tweemaal beoordeeld voordat hij in vast verband wordt benoemd. De eerste evaluatie vindt plaats tussen de 9e effectieve maand en het einde van de 12e effectieve maand van het eerste jaar van de aanstelling van de poolcoördinator. Met de tweede evaluatie wordt begonnen tussen de 9e effectieve maand en het einde van de 12e effectieve maand van het tweede jaar. Valt deze periode in een schoolvakantieperiode, dan wordt zij verschoven naar de eerste dag na deze vakantieperiode.

De evaluatie wordt gebaseerd op het opdrachtenblad en op de succesvolle afronding van de opleiding die leidt tot het in artikel 21quater bedoelde brevet, indien de poolcoördinator vóór zijn benoeming niet in het bezit was van een dergelijk attest. Er wordt rekening gehouden met de algemene context waarin de poolcoördinator moet opereren en met de middelen die hem ter beschikking worden gesteld. Het model-evaluatieverslag en de procedures daarvoor worden door de regering vastgesteld op voorstel van de permanente commissie, bedoeld in artikel 22.

De melding aan het eind van de evaluatie kan "gunstig", "met voorbehoud" of "ongunstig" zijn.

Het met redenen omklede evaluatieverslag van de directeur van de zetelinstelling waar de territoriale pool is gevestigd, waarin een van de in lid 3 bedoelde meldingen wordt voorgesteld, wordt voorgelegd aan de poolcoördinator, die over tien dagen beschikt om een klacht in te dienen bij de inrichtende macht. Binnen vijftien dagen na ontvangst van het beroep stelt de inrichtende macht de poolcoördinator in kennis van haar beslissing. In het geval van een "ongunstige" beslissing beschikt de poolcoördinator over een termijn van 20 dagen om bij de bevoegde raad van beroep tegen zijn evaluatie beroep in te stellen.

De raad van beroep heeft 45 dagen om advies uit te brengen over de melding die aan de poolcoördinator moet worden toegekend.

De inrichtende macht kent binnen een maand na ontvangst van het advies van de raad van beroep het eindcijfer toe aan de poolcoördinator. Indien ze geen beslissing neemt binnen de voorgeschreven termijn, wordt het besluit geacht in overeenstemming te zijn met het advies.

Indien zij niet binnen de in het eerste lid genoemde termijnen in gang worden gezet, worden de evaluaties van de poolcoördinator geacht "gunstig" te zijn.

§ 6. Indien de eerste en laatste evaluatie volgens de procedure van paragraaf 5 "met voorbehoud" is, kan de tweede evaluatie alleen "gunstig" of "ongunstig" zijn.

Indien de tweede en laatste evaluatie "met voorbehoud" is, wordt de tijdelijke aanwijzing van ambtswege met zes maanden verlengd. De poolcoördinator wordt een derde keer beoordeeld. De derde evaluatie wordt aangevat zes maanden nadat de tweede evaluatie definitief is toegekend en de melding wordt binnen de maand na deze periode toegekend. Ze kan alleen "gunstig" of "ongunstig" zijn.

Indien de eerste, tweede of, in voorkomend geval, derde evaluatie die uiteindelijk wordt toegekend "ongunstig" is, wordt de aanstelling van de poolcoördinator van ambtswege beëindigd.

§ 7. De inrichtende macht benoemt de poolcoördinator in vast verband in het vacante ambt dat hij bekleedt na afloop van een periode van twee jaar, die overeenkomstig paragraaf 6 met zes maanden kan worden verlengd, nadat zijn tweede of, in voorkomend geval, derde evaluatie is voltooid, indien hij aan de volgende voorwaarden voldoet:

1° houder zijn van het in artikel 21quater bedoelde brevet;

2° geen "ongunstig" evaluatieverslag hebben;

3° van onbesproken gedrag zijn.

Voor de berekening van de duur van twee jaar, eventueel verlengd met zes maanden, worden alleen de na de aanwijzing werkelijk gepresteerde diensten in aanmerking genomen, met inbegrip van de jaarlijkse vakanties, de verloven bedoeld in de artikelen 5, 5bis en 7 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974, alsmede de verloven voor adoptie en officieuze voogdij en het moederschapsverlof bedoeld in respectievelijk hoofdstuk IIbis en hoofdstuk XIII van hetzelfde koninklijk besluit van 15 januari 1974.”

Art. 49. In hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt een artikel 21quater ingevoegd, dat als volgt luidt

”Artikel 21quater. De brevetten van territoriale poolcoördinator worden afgegeven aan het eind van drie opleidingsessies, die elk met een afzonderlijke proef worden bekrachtigd.

De eerste opleidingsessie is bedoeld om in de kandidaten:

1° relationele vaardigheden, inzonderheid personeelsbeheer: interne en externe communicatie, spreken in het openbaar, besluitvorming, leiden van overleg- en inspraakorganen, conflicthantering, onderhandelings technieken, personeelsevaluatietechnieken, leiden en motiveren van groepen, integreren van de educatieve actie van partners buiten de centra (partner- en samenwerkende scholen, ouders, PMS-centra, SAL, Phare, Aviq, ...);

2° de verwerving van een methode voor de evaluatie van het eigen optreden en van het optreden van de territoriale pool.

De tweede sessie is gericht op de ontwikkeling van de pedagogische vaardigheden van de kandidaten en heeft inzonderheid betrekking op de algemene doelstellingen van het onderwijs, de tenuitvoerlegging daarvan, de begrippen “inclusief onderwijs” en “universele pedagogie”, gedifferentieerde pedagogie, diagnostische, formatieve en summatieve evaluatie, de referentiesystemen met betrekking tot het onderwijsniveau van de territoriale pool, de opleidingsplannen van de personeelsleden van de territoriale pool voor verplichte of vrijwillige opleiding tijdens de loopbaan.

De derde sessie is gericht op de ontwikkeling van de vaardigheden van de kandidaten op het gebied van wet- en regelgeving, administratief beheer en IT bij de uitoefening van hun opdrachten.

De inhoud en de onderwerpen van de opleiding worden aangepast, afhankelijk van het betrokken onderwijsniveau.

Het personeelslid dat voor de proeven slaagt, bezit het bij het ambt behorende getuigschrift.

Art. 50. In artikel 22, § 2, van hetzelfde decreet worden de woorden “21ter en 21” vervangen door de woorden “21, 21ter en 21c”.

Art. 51. In artikel 23 van hetzelfde decreet worden de woorden “21ter en 21” vervangen door de woorden “21, 21ter en 21c”.

Art. 52. In artikel 24, lid 3, van hetzelfde decreet worden de woorden “21 en 21ter” vervangen door de woorden “21, 21ter en 21quater”.

ONDERAFDELING VI

Bepaling tot wijziging van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs in het onderwijs

Art. 53. In artikel 27, § 4, van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs in het onderwijs, wordt een derde en laatste lid ingevoegd, luidend als volgt:

”In afwijking van de paragrafen 1 tot 3 is de inrichtende macht van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hoofdschool van een territoriale pool, wanneer een bijlage bij de doelstellingenovereenkomst is opgesteld, overeenkomstig artikel 6.2.4.-1 van het wetboek van basis- en secundair onderwijs, verplicht de inhoud van het opdrachtenblad aan te passen om ervoor te zorgen dat deze coherent is met de uitvoering van de opdrachten van de territoriale pool en de specifieke doelstelling(en) die in deze bijlage zijn opgenomen.

ONDERAFDELING VII

Bepaling tot wijziging van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd en gesubsidieerd basis- en secundair onderwijs

Art. 54. In artikel 35 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd en gesubsidieerd basis- en secundair onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “of binnen het multidisciplinair team van een territoriale pool, opgericht op basis van artikel 6.2.”5-12 van het wetboek van basis- en secundair onderwijs” ingevoegd tussen de woorden “met toepassing van de artikelen 8bis en 8ter van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs” en de woorden “en in het gewoon onderwijs met toepassing van het decreet van 7 februari 2019 betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap”;

2° in het tweede lid worden na de woorden “door een door de regering erkende opleidingsinstelling” de woorden “of door een attest betreffende de ervaring van het personeelslid met de toepassing van integratiemaatregelen en/of redelijke aanpassingen, opgesteld door de werkgever bij wie het is verworven” ingevoegd.

ONDERAFDELING VIII

Bepaling tot wijziging van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten

Art. 55. In het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten, wordt een titel IV/1 ingevoegd met als opschrift “Bepalingen betreffende de leden van het begeleidend personeel van de territoriale polen”.

Art. 56. In titel IV/1 van hetzelfde decreet wordt een artikel 18/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Artikel 18/1. Het wekelijkse werkrooster van de personeelsleden van het gespecialiseerd onderwijs die, in het kader van een volledige dienstverlening, aan de territoriale polen zijn toegewezen, omvat 36 lestijden. Dit werkrooster, dat ook dienstverlening aan de school en de leerlingen en werk in en voor de klas behelst, omvat:

1° opdrachten in verband met de begeleiding van de samenwerkende scholen van de territoriale pool waarin zij zijn ingedeeld:

- a) voorlichting van onderwijsteams over redelijke aanpassingen en volledige permanente integratie;
- b) een schakel te vormen tussen de verschillende partners die bij de begeleiding van de leerlingen betrokken zijn, inzonderheid om de uitwisseling van ervaringen te vergemakkelijken;
- c) de leden van het onderwijsteam van de samenwerkende scholen te begeleiden en te ondersteunen bij de organisatie van redelijke aanpassingen, inzonderheid door het verstrekken van advies of hulpmiddelen;
- d) de samenwerkende scholen te begeleiden bij de opstelling van redelijke-aanpassingsprotocollen wanneer individuele zorg voor de betrokken leerling door de territoriale pool noodzakelijk blijkt;

2° opdrachten in verband met de begeleiding van de leerlingen die zijn ingeschreven in de samenwerkende scholen van de territoriale pool waar zij zijn toegewezen:

- a) individuele begeleiding te bieden aan studenten met speciale behoeften bij de uitvoering van redelijke aanpassingen, indien nodig op basis van hun behoeften en de protocollen voor redelijke aanpassingen;
- b) individuele begeleiding te bieden aan leerlingen met specifieke sensorisch-motorische behoeften die een uitgebreide follow-up vereisen in het kader van de uitvoering van redelijke aanpassingen, indien dit noodzakelijk blijkt in het licht van de omvang van de behoeften als bedoeld in artikel 6.2.5-4 van het wetboek van basis- en secundair onderwijs;
- c) voor de leerlingen die onder de bevoegdheid van de territoriale pool vallen, mee te werken aan de evaluatie van de protocollen voor redelijke aanpassingen en, in voorkomend geval, aan de doorverwijzing naar het gespecialiseerd onderwijs indien redelijke aanpassingen niet volstaan om een aan de specifieke behoeften van de leerling aangepast leerproces te waarborgen;
- d) leerlingen met speciale behoeften te ondersteunen in het kader van de permanente regeling voor volledige integratie van leerlingen uit het gespecialiseerd onderwijs;

3° samenwerking:

- a) met de andere personeelsleden en, in voorkomend geval, de aan de territoriale pool toegewezen coördinator;
- b) met de personeelsleden van de samenwerkende scholen in het kader van de in de punten 1 en 2 gespecificeerde onderdelen van het werkschema;
- c) met de andere partners van de territoriale pool die te maken hebben met de specifieke behoeften van de leerlingen, inzonderheid de PMS-centra;

4° het proces van bijscholing bedoeld in het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van het personeel van de instellingen voor gewoon basisonderwijs en het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en betreffende de oprichting van een instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan."

ONDERAFDELING IX

Bepalingen tot wijziging van de regelgeving inzake terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking en reffectatie in het gesubsidieerd onderwijs

Art. 57. In artikel 11, paragraaf 2, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden ", of in de structuur van een territoriale pool." toegevoegd na de woorden "met hetzelfde ambt in het gespecialiseerd onderwijs";

2° in het derde lid, de woorden "of in de structuur van een territoriale pool." worden toegevoegd na de woorden "in het gewoon onderwijs".

Art. 58. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 11, paragraaf 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs:

1° tussen het eerste en tweede lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt: "De verplichting tot reffectatie en hervatting van het werk mag er niet toe leiden dat de inrichtende macht verplicht is een vacante betrekking in de structuur van een territoriale pool toe te wijzen of dat het ontslagen personeelslid een vacante betrekking aanvaardt, tenzij het personeelslid daar reeds een overeenkomst voor onbepaalde tijd heeft;

2° in lid 2, nu lid 3, worden de woorden "of een hervatting van het werk" ingevoegd tussen de woorden "een reffectatie" en de woorden "moet de weigering rechtvaardigen".

Art. 59. In artikel 8, tweede lid van paragraaf 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en gespecialiseerd onderwijs, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs, worden de woorden "of in de structuur van een territoriale pool" ingevoegd tussen de woorden "in het gespecialiseerd onderwijs," en de woorden "in het onderwijs voor sociale promotie".

Art. 60. In § 1, vierde lid, van artikel 12 van hetzelfde besluit worden de woorden "of in de structuur van een territoriale pool" ingevoegd tussen de woorden "in het gespecialiseerd onderwijs," en de woorden "in het onderwijs voor sociale promotie".

Art. 61. In artikel 12, § 6, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd vrij gewoon en gespecialiseerd onderwijs, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs, wordt tussen het eerste en het tweede lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt: "De reffectatie mag er niet toe leiden dat de inrichtende macht verplicht is het personeelslid een vacante betrekking in de structuur van de pool toe te wijzen of dat het personeelslid deze betrekking moet aanvaarden, tenzij het personeelslid daar reeds een aanwerving in vast verband geniet.

Art. 62. In artikel 14, paragraaf 4, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "of in de structuur van een territoriale pool," ingevoegd tussen de woorden "in het gespecialiseerd onderwijs," en de woorden "in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan".

Art. 63. In artikel 5, eerste paragraaf, derde lid, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd officieel onderwijs voor sociale promotie, worden de woorden "de structuur van een territoriale pool," ingevoegd tussen de woorden "het gewoon en het gespecialiseerd secundair onderwijs," en de woorden "het onderwijs voor sociale promotie,".

Art. 64. In artikel 11, derde paragraaf, tweede lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd vrij onderwijs voor sociale promotie, worden de woorden "in de structuur van een territoriale pool," ingevoegd tussen de woorden "in het gespecialiseerd onderwijs" en de woorden "of in het onderwijs met beperkt leerplan".

HOOFDSTUK III

Overgangsbepalingen

AFDELING I

De oprichting van territoriale polen

ONDERAFDELING I

De toewijzing aan en de verdeling van de middelen over de territoriale polen en scholen voor gespecialiseerd onderwijs gedurende de schooljaren 2021-2022 tot en met 2025-2026

Art. 65. § 1. In afwijking van de artikelen 6.2.5-3 en 6.2.5-5 van het wetboek van basis- en secundair onderwijs, zoals ingevoerd bij artikel 1, wordt voorzien in de volgende middelen:

1° voor het schooljaar 2021-2022: een bedrag van 92.200.000 euro;

2° voor het schooljaar 2022-2023: een bedrag van 90.200.000 euro;

3° voor het schooljaar 2023-2024: een bedrag van 88.100.000 euro;

4° voor het schooljaar 2024-2025: een bedrag van 86.100.000 euro;

5° voor het schooljaar 2025-2026: een bedrag van 80.900.000 euro.

Deze middelen worden toegewezen:

1° voor de salarissen, weddetoelagen, werkingsdotaties en werkingsubsidies van de territoriale polen opgericht met toepassing van artikel 67;

2° het saldo wordt bestemd voor de opvang van leerlingen die, vóór 2 september 2020, een volledige bestendige integratie genieten met toepassing van artikel 132 van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

§ 2. Tijdens het schooljaar 2021-2022 worden alle coördinatoren van de overeenkomstig artikel 63 op te richten territoriale polen aangeworven hetzij met ingang van 1 september 2021, hetzij met ingang van 1 januari 2022. De middelen bestemd voor de financiering van deze aanwervingen komen ten laste van de begroting bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1°.

Poolcoördinatoren die op 1 september 2021 worden aangeworven, worden alleen voor de duur van het schooljaar 2021-2022 aangeworven.

In afwachting van de oproep bedoeld in de artikelen 54*quindécies* van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, 44*decies*/4 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs en 12*sexies*, 2 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderings- en selectieambten, werft de inrichtende macht hen aan volgens een procedure gelijkaardig aan die bepaald in respectief de artikelen 54*sexdecies* van het decreet van 1 februari 1993, 44*decies*/5 van het decreet van 6 juni 1994 en 28, §3 van het decreet van 4 januari 1999.

De poolcoördinatoren die vanaf 1 januari 2022 worden aangeworven, worden aangeworven overeenkomstig de bepalingen van artikel 54*duodécies* van het decreet van 1 februari 1993, artikel 44*decies*/1 van het decreet van 6 juni 1994 en artikel 12*sexies* van het decreet van 4 januari 1999.

Een budget van 3.710.000 euro wordt uitgetrokken op het budget bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1°, en is bestemd voor de financiering van de begeleiding van leerlingen met een redelijk aanpassingsprotocol bedoeld in artikel 1.7.8-1, § 4, zesde lid, van het wetboek van basis- en secundair onderwijs en die door hun specifieke noden een individuele begeleiding nodig hebben in het licht van hun noden en hun redelijk aanpassingsprotocol.

Deze begroting wordt omgezet in lestijden. Deze lestijden worden verdeeld over de hoofdscholen die door de Regering zijn aangewezen om een territoriale pool te vormen met toepassing van artikel 73, in verhouding tot het aantal leerlingen in het gewoon onderwijs dat regelmatig is ingeschreven in de toekomstige samenwerkende scholen van elke territoriale pool. De regeringsdiensten kennen deze lestijden toe aan de hoofdschool vanaf de daadwerkelijke aanwerving van een coördinator binnen deze school overeenkomstig lid 1, die verantwoordelijk is voor de verdeling van de middelen over de leerlingen van de toekomstige samenwerkende scholen.

400.000 euro is afkomstig van de in paragraaf 1, eerste lid, punt 1°, bedoelde begroting en wordt gebruikt voor de financiering van de toekenning van afwijkingslestijden door de overheid indien de school voor gespecialiseerd onderwijs en de school voor gewoon onderwijs die partners zijn bij de integratie, op ten minste 40 km van elkaar zijn gelegen.

Het saldo van de in paragraaf 1, eerste lid, 1°, bedoelde begroting wordt door de regeringsdiensten omgerekend in begeleidingslestijden.

Deze lestijden worden verdeeld over de leerlingen van het basis- of secundair onderwijs die ten laatste op 2 september 2020 definitief volledig geïntegreerd zijn, met toepassing van artikel 132 van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

Deze lestijden worden toegekend aan de school voor gespecialiseerd onderwijs waartoe het begeleidingspersoneel behoort dat verantwoordelijk is voor de betrokken leerling. Het aantal lestijden dat aan de school voor gespecialiseerd onderwijs wordt toegekend, wordt afgerond op de dichtstbijzijnde eenheid.

Het begeleidend personeel wordt gekozen rekening houdend met de specifieke types en behoeften van het kind zoals bepaald in artikel 8 van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

De werkingsdotaties of -subsidies voor leerlingen in permanente volledige integratie in de derde graad van het secundair onderwijs zijn verschuldigd aan de school voor gespecialiseerd onderwijs en niet aan de school voor gewoon onderwijs waar de betrokken leerling is ingeschreven. Als tegenprestatie moet de school voor gespecialiseerd onderwijs aan de school voor gewoon onderwijs de specifieke uitrusting ter beschikking stellen die de geïntegreerde leerling nodig heeft, binnen de perken van de toegekende middelen.

Voor elke leerling in het gespecialiseerd onderwijs van type 8 wordt begeleiding geboden door personeel van het secundair gespecialiseerd onderwijs van type 8 of door personeel van het secundair gespecialiseerd onderwijs van vorm 3 of vorm 4.

§ 3. Voor de toepassing van paragraaf 1, tweede lid, 1°, wordt het totale aantal punten voor de schooljaren 2022-2023 tot en met 2024-2025 berekend aan de hand van de volgende formule:

$$N_{tr} = [N / 100] \times 30$$

In deze formule:

"N_{tr}": het aantal punten dat voor het betrokken schooljaar over de territoriale polen moet worden verdeeld;

"N" betekent het totaal aantal punten als bepaald in artikel 6.2.5-3, § 1, eerste lid.

Voor de toepassing van paragraaf 1, punt 5°, wordt voor het schooljaar 2025-2026 de volgende formule toegepast:

$$N_{25-26} = [N / 100] \times 35$$

In deze formule:

verwijst "N₂₅₋₂₆" naar het aantal punten dat voor het betrokken schooljaar over de territoriale polen moet worden verdeeld;

betekent "N" het totaal aantal punten als bepaald in artikel 6.2.5-3, § 1, eerste lid.

Voor het geheel van de betrokken schooljaren wordt het totaal aantal punten verdeeld over de territoriale polen in verhouding tot het aantal leerlingen ingeschreven in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd gewoon onderwijs, door toepassing van het principe bedoeld in artikel 6.2.5-3, §3.

Artikel 6.2.5-3, § 1, tweede lid, en § 2 zijn niet van toepassing tijdens de schooljaren waarop deze bepaling betrekking heeft.

§ 4. Voor de toepassing van paragraaf 1, tweede lid, 2°, wordt tijdens de schooljaren 2022-2023 tot en met 2025-2026 het saldo van de begroting door de regeringsdiensten omgerekend in begeleidingslestijden.

Deze lestijden worden verdeeld over de leerlingen van het basis- of secundair onderwijs die ten laatste op 2 september 2020 tot het permanent volledig geïntegreerd onderwijs zijn toegetreden, met toepassing van artikel 132 van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

Deze lestijden worden toegekend:

1° of aan de school voor gespecialiseerd onderwijs waartoe het begeleidend personeel behoort dat belast is met de betrokken leerling:

a) als ze niet de hoofdschool of de partnerschool van de territoriale pool is waarmee de school voor gewoon onderwijs een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten;

b) wanneer ze geen specifieke partnerschapsovereenkomst met een territoriale pool voor de opvang van de betrokken leerling heeft gesloten;

2° of aan de betrokken territoriale pool:

a) wanneer de betrokken school voor gespecialiseerd onderwijs de hoofdschool is of een partnerschool van het territoriale samenwerkingsverband waarmee de school voor gewoon onderwijs een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten;

b) wanneer de betrokken school voor gespecialiseerd onderwijs met de territoriale pool voor de opvang van de betrokken leerling een specifieke partnerschapsovereenkomst heeft gesloten.

Deze lestijden worden toegewezen aan de territoriale pool en omgezet in punten. Eén lestijd komt overeen met 22 punten.

Het aantal lestijden dat aan de school voor gespecialiseerd onderwijs of de territoriale pool wordt toegekend, wordt afgerond op de dichtstbijzijnde eenheid.

Het begeleidend personeel wordt gekozen rekening houdend met de specifieke types en behoeften van het kind zoals bepaald in artikel 8 van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

Indien de lestijden aan de school voor gespecialiseerd onderwijs worden toegekend overeenkomstig het derde lid, 1°:

1° zijn de werkingssubsidies of subsidies met betrekking tot leerlingen in permanente volledige integratie in de derde graad van het secundair onderwijs verschuldigd aan de school voor gespecialiseerd onderwijs en niet aan de school voor gewoon onderwijs waar de betrokken leerling wordt onderwezen. Als tegenprestatie moet de school voor gespecialiseerd onderwijs de school voor gewoon onderwijs voorzien van de specifieke uitrusting die nodig is voor de geïntegreerde leerling, binnen de perken van de toegekende middelen;

2° voor elke leerling in het secundair gespecialiseerd onderwijs van type 8 wordt begeleiding geboden door personeel van het secundair gespecialiseerd onderwijs van type 8 of door personeel van het secundair gespecialiseerd onderwijs van vorm 3 of vorm 4.

Art. 66. § 1. Voor het schooljaar 2021-2022 en in afwijking van artikel 6.2.5-5, tweede lid, wordt een jaarlijks bedrag van 9.100.000 euro uitgetrokken voor de begeleiding van leerlingen die vóór 2 september 2020 in de derde graad van het secundair onderwijs permanent volledig geïntegreerd zijn in toepassing van artikel 132 van het decreet van 3 maart 2004 houdende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs en die gespecialiseerd onderwijs van het type 4, 6 of 7 volgen. Deze middelen worden voor elke leerling toegekend aan de school voor gespecialiseerd onderwijs die met de leerling belast is, ten belope van 8 lestijden, en aan de school voor gewoon onderwijs die met de leerling belast is, ten belope van 8 lestijden.

Voor de schooljaren 2022-2023 tot en met 2025-2026 en in afwijking van de artikelen 6.2.5-4 en 6.2.5-5, tweede lid, wordt jaarlijks een bedrag van 9.100.000 euro uitgetrokken ter begeleiding van:

1° leerlingen met specifieke sensorisch-motorische behoeften die een uitgebreide opvolging vereisen als bedoeld in artikel 6.2.3-1, tweede lid, 2°, b);

2° leerlingen in permanente volledige integratie in de derde graad van het secundair onderwijs vóór 2 september 2020 in toepassing van artikel 132 van het decreet van 3 maart 2004 houdende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs en die behoren tot het type 4, 6 of 7 van het gespecialiseerd onderwijs.

Voor de toepassing van het tweede lid, 1°, worden aan de territoriale pool tussen 44 en 352 aanvullende punten toegekend voor de betrokken leerling, afhankelijk van de conclusies van de evaluatie bedoeld in artikel 6.2.5-4, tweede lid.

Voor de toepassing van het tweede lid, 2°, worden deze middelen aan elke leerling toegekend met inachtneming van de volgende procedures:

1° of aan de school voor gespecialiseerd onderwijs die met de leerling belast is gedurende ten hoogste 8 lestijden en aan de school voor gewoon onderwijs die met de leerling belast is gedurende ten hoogste 8 lestijden:

a) wanneer de betrokken school voor gespecialiseerd onderwijs niet de hoofdschool of de partnerschool van het territoriale samenwerkingsverband is waarmee de gewone school een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten;

b) wanneer het geen specifieke partnerschapsovereenkomst met een territoriale pool voor de opvang van de betrokken leerling heeft gesloten;

2° of aan de betrokken territoriale pool, voor een totaal van 352 aanvullende punten:

a) wanneer de school voor gespecialiseerd onderwijs die voor de leerling verantwoordelijk is, de hoofdschool is of een partnerschool waarmee de school voor gewoon onderwijs een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten;

b) wanneer de betrokken school voor gespecialiseerd onderwijs met de territoriale pool voor de opvang van de betrokken leerling een specifieke partnerschapsovereenkomst heeft gesloten.

De regering bepaalt de voorwaarden voor de verdeling van de in deze paragraaf bedoelde middelen.

§ 2. Voor het schooljaar 2021-2022 wordt toegekend aan elke leerling die tussen 2 september 2020 en 31 augustus 2021 permanent volledig geïntegreerd is:

1° of 4 lestijden in een school voor gespecialiseerd onderwijs die belast is met een leerling in permanente volledige integratie;

2° of 16 lestijden voor leerlingen in volledige permanente integratie die in het gespecialiseerd onderwijs van type 4, 6 of 7 zitten en in de derde graad van het secundair onderwijs geïntegreerd zijn. Deze lestijden zijn verdeeld in 8 lestijden voor de school voor gespecialiseerd onderwijs die met de leerling belast is en 8 lestijden voor de school voor gewoon onderwijs die met de leerling belast is.

Tijdens de schooljaren 2022-2023 tot en met 2025-2026 wordt toegekend voor elke leerling die tussen 2 september 2020 en 31 augustus 2022 volledig en permanent is geïntegreerd:

1° of 88 aanvullende punten voor de territoriale pool wanneer de school voor gespecialiseerd onderwijs die voor de leerling verantwoordelijk is, de hoofdschool is of een partnerschool van de territoriale pool waarmee de school voor gewoon onderwijs een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten;

2° of 352 aanvullende punten voor de territoriale pool wanneer de school voor gespecialiseerd onderwijs die voor de leerling verantwoordelijk is, de hoofdschool of een partnerschool van de territoriale pool is en de leerlingen in het gespecialiseerd onderwijs van type 4, 6 of 7 zitten en geïntegreerd zijn in de derde graad van het secundair onderwijs;

3° of 4 lestijden aan de school voor gespecialiseerd onderwijs die belast is met de volledige en permanente integratie van een leerling, wanneer de school voor gespecialiseerd onderwijs niet de hoofdschool of de partnerschool is van de territoriale pool waarmee de school voor gewoon onderwijs een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten;

4° of 16 lestijden voor leerlingen in permanente volledige integratie die type 4, 6 of 7 gespecialiseerd onderwijs volgen en geïntegreerd zijn in de derde graad van het secundair onderwijs wanneer de school voor gespecialiseerd onderwijs niet de hoofdschool of de partnerschool van een territoriale pool is. Deze lestijden zijn verdeeld in 8 lestijden voor de school voor gespecialiseerd onderwijs die met de leerling belast is en 8 lestijden voor de school voor gewoon onderwijs die met de leerling belast is.

ONDERAFDELING II

Over de oprichting van territoriale polen

Art. 67. § 1. De territoriale polen worden opgericht met ingang van 1 september 2022.

Op basis van een door de regeringsdiensten ter beschikking gesteld modelaanvraagdossier dienen de inrichtende machten van scholen voor gespecialiseerd onderwijs die een territoriale pool wensen te organiseren, hun aanvraagdossier uiterlijk op 1 oktober 2021 in bij de regeringsdiensten. Dit dossier moet de volgende elementen bevatten:

1° de identificatie van de hoofdschool;

2° de identificatie van mogelijke partnerscholen en hun inrichtende macht;

3° de identificatie van de samenwerkende scholen en hun inrichtende macht;

Wanneer het aanvraagdossier een of meer verzoeken om afwijking als bedoeld in de artikelen 6.2.2-4, § 1, laatste lid, en 6.2.2-6, § 1, derde lid, bevat, wordt het advies van de Algemene Raad(en) in genoemd dossier opgenomen.

Voor de toepassing van het tweede lid, 2°, en in afwijking van artikel 6.2.2-4, § 1, bevat het aanvraagdossier, in voorkomend geval, een vaste verbintenis van de inrichtende macht van de hoofdschool en van alle inrichtende machten van de gespecialiseerde onderwijsinstellingen om het partnerschap of de specifieke partnerschapsovereenkomst aan te gaan. Deze overeenkomsten moeten worden gesloten binnen een termijn van drie maanden te rekenen vanaf de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit tot vaststelling van de modellen bedoeld in de artikelen 6.2.2-4, § 1, vierde lid, en 6.2.2-5, laatste lid. Indien de overeenkomsten niet binnen deze termijn zijn gesloten, stelt de regering een bemiddelingsprocedure in tussen de betrokken inrichtende machten, om de sluiting van de overeenkomst mogelijk te maken. Als de hoofdschool en de partnerscholen door dezelfde inrichtende macht worden georganiseerd, deelt deze laatste in haar aanvraagdossier de lijst van partnerscholen van de territoriale pool mee in de overeenkomstig artikel 6.2.2-8 vastgestelde rechtsgebieden.

Voor de toepassing van tweede lid, 3°, en in afwijking van artikel 6.2.2-6, § 1, bevat het aanvraagdossier een vaste verbintenis van de inrichtende macht van de school en alle inrichtende macht van de scholen voor gewoon onderwijs om een samenwerkingsovereenkomst te sluiten. Deze overeenkomsten worden gesloten binnen een termijn van drie maanden te rekenen vanaf de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit tot vaststelling van het in artikel 6.2.2-6, § 1, tweede lid, bedoelde model. Indien zij niet binnen deze termijn worden gesloten, stelt de regering een bemiddelingsprocedure in tussen de betrokken inrichtende machten teneinde de sluiting van deze overeenkomst mogelijk te maken. Als de hoofdschool en de samenwerkende scholen door dezelfde inrichtende macht worden georganiseerd, deelt deze laatste in haar aanvraagdossier mee welke rechtsgebieden overeenkomstig artikel 6.2.2-8 zijn ingesteld. Deze gebieden worden megedeeld binnen een termijn van drie maanden te rekenen vanaf de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit tot vaststelling van het in artikel 6.2.2-8, tweede lid, bedoelde model.

§ 2. De inrichtende machten van scholen voor gespecialiseerd onderwijs die hun aanvraag wensen in te dienen, kunnen de steun vragen van de federatie van inrichtende machten waarbij zij aangesloten zijn of waarmee zij een overeenkomst hebben gesloten, of van *Wallonie-Bruxelles Enseignement* voor de gesubsidieerde scholen waarmee zij een overeenkomst heeft gesloten. Deze steun bestaat inzonderheid uit:

1° een steun om het aanvraagdossier op te stellen;

2° hen in contact te brengen met potentiële partnerscholen. Deze scholen kunnen deel uitmaken van verschillende onderwijsnetwerken;

3° hen in contact te brengen met potentiële samenwerkende scholen. Deze scholen kunnen, indien nodig, deel uitmaken van verschillende onderwijsnetwerken.

In het kader van deze begeleidingsopdracht zorgen *Wallonië-Bruxelles Enseignement* en alle federaties van inrichtende machten ervoor dat zij samenwerken om de aansluiting van de kandidaat-scholen voor gespecialiseerd onderwijs op de scholen voor gewoon onderwijs te vergemakkelijken. In deze context verwijzen *Wallonie-Bruxelles Enseignement* en alle federaties van inrichtende machten de scholen voor gewoon onderwijs naar de territoriale polen die met hen een samenwerking kunnen aangaan.

§ 3. De inrichtende macht van de school die de aanvraag indient, moet overeenkomstig paragraaf 1, lid 5, een samenwerkingsovereenkomst hebben gesloten met scholen van het gewone onderwijs die op 15 januari 2021, de datum van de vorming van de territoriale pool, samen ten minste 12 300 ingeschreven leerlingen tellen.

De regering stelt een lijst op van de verschillende territoriale polen, hun structuur en de samenwerkende scholen en inrichtende machten in elk gebied. De regeringsdiensten publiceren op de referentiewebsite de lijst van territoriale polen, hun structuur, de betrokken inrichtende machten en de partner- en samenwerkende scholen.

In afwijking van artikel 6.2.2-3, lid 1, wordt de pool gevormd tot het einde van de doelstellingenovereenkomst van de hoofdschool. De inrichtende macht van de hoofdschool kan dan besluiten de territoriale pool te verlengen overeenkomstig de voorwaarden voor verlenging. Indien de inrichtende macht van de pool opgericht in het kader van deze bepaling nog geen doelstellingenovereenkomst voor de hoofdschool heeft gesloten, wordt de duur van de pool verlengd tot het verstrijken van de toekomstige doelstellingenovereenkomst.

ONDERAFDELING III

De verklaring van vacature tijdens de periode van samenstelling van de territoriale pool

Art. 68. Bij de samenstelling van de in artikel 67 bedoelde polen kunnen de daarin gecreëerde betrekkingen niet voor het einde van de vijf schooljaren van 2021-2022 tot en met 2025-2026 vacant worden verklaard.

Gedurende deze periode blijven vaste personeelsleden die zijn aangeworven in een betrekking die door de structuur van de territoriale polen wordt gegenereerd, houder van de betrekking waarin zij in vast verband zijn benoemd of aangeworven, indien van toepassing, bij hun inrichtende macht van oorsprong.

Art. 69. Tijdens de periode waarin de pool wordt opgericht zoals bedoeld in artikel 65, mogen de betrekkingen die worden gegenereerd in het kader van de permanente volledige integratie, zoals bedoeld in artikel 132 van het decreet van 3 maart 2004 houdende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, geen aanleiding geven tot een vacatureverklaring en tot een vaste benoeming of aanwerving in de hoofdschool en de partnerscholen van de pool.

AFDELING II

De wijziging van de doelstellingenovereenkomsten van de scholen die betrokken zijn bij de oprichting van de territoriale polen

Art. 70. § 1. Scholen voor gespecialiseerd onderwijs die met toepassing van artikel 67 als hoofdscholen van een territoriale pool zijn aangewezen, moeten de in artikel 6.2.4-1 van het wetboek van basis- en secundair onderwijs bedoelde bijlage betreffende de territoriale pool in hun sturingsplan opnemen als zij hun doelstellingenovereenkomst overeenkomstig artikel 1.5.2-5 van het wetboek van basis- en secundair onderwijs niet vóór 1 september 2022 hebben gesloten.

In afwijking van artikel 6.2.4-1 van het wetboek van basis- en secundair onderwijs worden de adviezen bedoeld in artikel 1.5.3-1, § 2, 12°, niet in aanmerking genomen voor de voorbereiding van het jaar met betrekking tot de territoriale pool.

§2. Scholen voor gespecialiseerd onderwijs die overeenkomstig artikel 67 als hoofdscholen van een territoriale pool zijn aangewezen, moeten een wijziging van hun doelstellingenovereenkomst ondernemen om de bijlage betreffende de territoriale pool op te nemen als zij hun doelstellingenovereenkomst overeenkomstig artikel 1.5.2-5 van het wetboek van basis- en secundair onderwijs vóór 1 september 2022 hebben gesloten.

De directeur van de betrokken school stelt vóór 1 december 2022 een wijziging van doelstellingenovereenkomst voor. Indien zij niet binnen deze termijn wordt toegezonden, is artikel 1.5.2-8 van het wetboek van basis- en secundair onderwijs van toepassing.

In afwijking van artikel 6.2.4-1 van het wetboek van basis- en secundair onderwijs wordt de bijlage betreffende de territoriale pool opgesteld door de directeur van de hoofdschool, met de steun van de poolcoördinator en in samenwerking met het multidisciplinaire team van de pool, rekening houdend met de specifieke context van de pool en de samenwerkende scholen, de door de inrichtende macht van de hoofdschool vastgestelde richtlijnen en de beschikbare middelen. Over deze bijlage betreffende de territoriale pool wordt een advies uitgebracht door de lokale sociale overlegorganen en wordt een gecoördineerde dialoog gevoerd met de verschillende inrichtende machten van de bij de territoriale pool betrokken hoofdscholen en partners.

Binnen 15 kalenderdagen na de indiening van het voorstel tot wijziging van de doelstellingenovereenkomst analyseert de afgevaardigde bij de doelstellingenovereenkomst deze wijziging met de directeur en de inrichtende macht.

Indien de inrichtende macht van oordeel is dat de wijziging in overeenstemming is met de bijzondere doelstellingen en, in voorkomend geval, met de specifieke doelstellingen als bedoeld in artikel 1.5.2-2 van het wetboek van basis- en secundair onderwijs, legt zij de gewijzigde doelstellingenovereenkomst ter ondertekening voor aan de directeur van de zone. Indien nodig wordt het opdrachtenblad van de directeur gewijzigd overeenkomstig de artikelen 26 en 27 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs in het onderwijs.

Indien de voorgestelde wijziging van de doelstellingenovereenkomst niet in overeenstemming wordt geacht met de verbeterdoelstellingen en, in voorkomend geval, met de bijzondere doelstellingen als bedoeld in artikel 1.5.2-2 van het wetboek van basis- en secundair onderwijs, doet de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst met redenen omklede aanbevelingen aan de directeur en de inrichtende macht opdat de doelstellingenovereenkomst wordt aangepast. De geformuleerde aanbevelingen zijn in overeenstemming met de vrijheid van de inrichtende macht op het gebied van onderwijsmethoden.

De directeur en, indien aangeworven, de poolcoördinator passen, in samenwerking met het multidisciplinaire team van de territoriale pool, het voorstel van specifieke bijlage bij de territoriale pool aan. Hij legt het om advies voor aan de plaatselijke sociale overlegorganen en ter goedkeuring aan de inrichtende macht.

Het voorstel tot wijziging van de doelstellingenovereenkomst wordt binnen 20 schoolwerkdagen na de kennisgeving van de aanbevelingen van de voor de doelstellingenovereenkomst verantwoordelijke persoon teruggestuurd naar de voor de doelstellingenovereenkomst verantwoordelijke persoon. De afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst beschikt vervolgens over tien kalenderdagen om een nieuwe analyse uit te voeren van de geschiktheid van de doelstellingenovereenkomst met de doelstellingen, bedoeld in artikel 1.5.2-2 van het wetboek van basis- en secundair onderwijs.

Indien de directeur van oordeel is dat de wijziging in overeenstemming is met de verbeterdoelstellingen en, in voorkomend geval, met de specifieke doelstellingen als bedoeld in artikel 1.5.2-2 van het wetboek van basis- en secundair onderwijs, legt hij de gewijzigde doelstellingenovereenkomst ter ondertekening voor aan de directeur van de zone. Indien nodig wordt het opdrachtenblad van de directeur gewijzigd overeenkomstig de artikelen 26 en 27 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs in het onderwijs.

Bij blijvende onenigheid tussen een school en de afgevaardigde bij de doelstellingenovereenkomst over de ontwerp-bijlage die specifiek voor de territoriale pool bij de doelstellingenovereenkomst moet worden gevoegd, kan de school zich op basis van een met redenen omkleed verzoek wenden tot een collegiaal orgaan, bestaande uit de coördinerend afgevaardigde en de betrokken zonedirecteur, binnen de in dit artikel vastgestelde termijn voor de aanpassing van de doelstellingenovereenkomst. In voorkomend geval kan dit orgaan de aanbevelingen van de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst aanpassen en de termijn verlengen waarbinnen de school aan de aanbevelingen moet voldoen.

HOOFDSTUK IV

Slotbepalingen

Art. 71. Artikel 65, §§ 1, eerste lid, 1°, en tweede lid, en 2, en artikel 67, §§ 1, tweede tot en met vijfde lid, en 2, hebben uitwerking met ingang van de dag van de aanneming van dit decreet.

Art. 72. Artikel 4 treedt in werking op 1 september 2022.

Art. 73. Behoudens de inwerkingtreding bedoeld in de artikelen 71 en 72, treedt dit decreet in werking op 1 september 2021.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 juni 2021.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het Toezicht op «Wallonie-Bruxelles Enseignement»,

F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2020-2021

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 245-1. - Commissieamendement(en), nr. 245-2- Commissieverslag, nr. 245-3 - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 245-4 Zittingsamendement(en), nr. 245-5 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 245-6

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 16 juni 2021.